

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ANALYSE DES DISCOURS OFFICIELS DU GOUVERNEMENT CHINOIS
CONCERNANT LE GÉNOCIDE OÜÏGHOUR

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
JEANNE LOUISE DECAT

JUILLET 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Faculté de science politique et de droit
Département de science politique

Le présent mémoire intitulé
Analyse des discours officiels du gouvernement chinois concernant le génocide ouïghour

Présenté par
Jeanne Decat

A été évalué par le jury composé de

Lin Ting-Sheng
Direction de recherche

Marie-Ève Melanson
Codirection de recherche

Geneviève Pagé
Évaluatrice

Nora Nagels
Évaluatrice

REMERCIEMENTS

Tout d’abord, j’aimerais remercier l’Observatoire de liberté d’expression de l’Université du Québec à Chicoutimi qui a soutenu et financé ma recherche. Grâce à cet organisme, j’ai pu effectuer mes recherches sur le site web du gouvernement chinois avec un VPN, sécurisé sans craintes. Cette bourse était aussi une grande source de motivation tout au long de ce processus d’écriture de mémoire.

Un grand merci à mon directeur, Monsieur Lin Ting-Sheng, pour ses précieux conseils et son soutien. Je tiens aussi à remercier Madame Marie-Ève Melanson, ma codirectrice, qui a su m’aider à rester motivée, même durant les moments les plus difficiles. Merci de votre soutien et des nombreuses heures passées à me conseiller sur les meilleures stratégies à adopter pour traiter d’un sujet si sensible.

Merci à l’association d’International Support for Uyghurs, particulièrement à Bakhtiar et Dilmurat pour leurs idées, leur soutien et leur intérêt pour le sujet.

Je souhaite tout particulièrement remercier mes parents pour leur aide financière, émotionnelle, les longues réflexions que nous avons eu et la relecture qu’ils ont faite. Merci à mon grand-père, qui m’a inspirée à écrire un mémoire et avec qui je partage la passion d’écrire. Merci à Evelyne, Danielle et Cristina pour leur relecture, leurs conseils, elles qui ont toujours su avoir les mots et les gestes pour me reconforter durant les moments de doutes.

Finalement, merci à Juliette et Pierre, pour vos réflexions, vos suggestions, votre soutien (en physique!) et l’espoir que vous avez gardé en moi tout au long de ce processus d’écriture, sans lesquels je n’aurais pu finir ce mémoire.

DÉDICACE

*Si vous êtes venus pour m'aider, vous perdez
votre temps. Mais si vous êtes venus parce que
votre libération est liée à la mienne, alors
travaillons ensemble.*

- Lilla Watson.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	iii
DÉDICACE.....	iv
LISTE DES FIGURES	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES.....	ix
RÉSUMÉ.....	xi
ABSTRACT	xii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 RECENSION DES ECRITS, PROBLÉMATIQUE, CADRE DE RECHERCHE.....	5
1.1 Recension des écrits	5
1.1.1 Contexte historique de la colonisation et des politiques de répression	5
1.1.1.1 Colonisation du Turkestan oriental.....	5
1.1.1.2 Situation politique 1949 – 2001	7
1.1.1.3 2001 à aujourd’hui : le tournant sécuritaire et ses impacts	9
1.1.2 Représentation des femmes ouïghoures à l’intersection des oppressions	14
1.1.3 Métamorphoses du discours officiel : l’évolution du discours d’État sur les Ouïghours.....	18
1.2 Problématisation.....	21
1.3 Cadre théorique	22
1.3.1 La communication politique et les techniques de propagande.....	22
1.3.2 Une approche décoloniale et féministe	24
1.4 Méthodologie	29
CHAPITRE 2 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, MODERNISATION ET RESPECT DES DROITS HUMAINS	33
2.1 Observations sur les documents analysés.....	33
2.1.1 La composition médiatique des conférences de presse.....	33
2.1.2 Une organisation similaire des conférences de presse	34
2.1.3 Des témoignages similaires.....	36
2.1.4 L’entretien avec CTV Calgary	38
2.1.5 Une conférence de presse indisponible.....	39
2.1.6 Contexte de production des articles écrits par les ambassadeurs chinois et publiés dans la presse étrangère.....	40
2.2 Développement économique et modernisation	40
2.2.1 La surveillance est un outil de protection	41
2.2.2 Amélioration du niveau de vie	42
2.2.2.1 Les pensionnats ont été créés pour les enfants habitant loin des écoles	43

2.2.2.2	Lutte contre la pauvreté	44
2.2.2.3	Les camps de rééducation apprennent un métier aux détenu·e·s	47
2.3	Respect des droits humains	49
2.3.1	La population du Xinjiang augmente.....	50
2.3.2	Les stérilisations et avortements se font conformément à la loi	52
2.3.3	Les Ouïghour·e·s vont volontairement dans les camps	54
2.3.4	Les Ouïghour·e·s signent volontairement leurs contrats de travail	55
2.3.4.1	La loi interdit le travail forcé en Chine	56
2.3.4.2	Les Ouïghour·e·s ont besoin de travailler.....	57
2.3.4.3	Les Ouïghour·e·s sont libres de faire leurs propres choix	57
2.3.5	Tous les droits sont respectés dans les camps de rééducation	58
2.3.5.1	La liberté de religion est respectée dans les camps de rééducation	59
2.3.5.2	Il n'y a pas d'agression sexuelle/ physique dans les camps de rééducation	60
2.3.5.3	La Constitution protège les droits de ses citoyen.ne.s	61
2.4	Conclusion du chapitre 2.....	62
CHAPITRE 3 TERRORISME, DÉSINFORMATION ET REPRÉSENTATIONS DES OUIGHOUR·E·S		
63		
3.1	Lutte contre l'extrémisme et le terrorisme : l'extrémisme est un virus.....	63
3.1.1	Les camps de rééducation sont des écoles avec un caractère de déradicalisation.....	65
3.1.1.1	Les camps permettent de vivre une vie « normale » et de protéger les Ouïghour·e·s	67
3.1.1.2	La construction d'un récit positif autour des camps de rééducation.....	68
3.1.1.3	L'extrémisme est violent	70
3.1.1.4	L'extrémisme menace l'harmonie ethnique.....	72
3.2	La Chine est victime de mensonges	73
3.2.1	Les forces occidentales veulent empêcher le développement de la Chine.....	74
3.2.1.1	Les forces occidentales veulent commencer une nouvelle guerre froide.....	75
3.2.1.2	Les recherches occidentales sur les Ouïghour·e·s ne sont pas crédibles	76
3.2.2	Les forces occidentales ne veulent pas que les Ouïghour·e·s soient heureux	77
3.2.2.1	Les forces occidentales veulent détruire la stabilité ethnique de la région	78
3.2.3	La diaspora ouïghoure ment.....	78
3.2.3.1	Les témoins de la diaspora ouïghoure sont des criminels	78
3.2.3.2	Les témoins de la diaspora ouïghoure n'ont aucune moralité.....	79
3.2.3.3	Les témoins de la diaspora ouïghoure sont des acteurs	80
3.3	Représentations des Ouïghour·e·s dans les discours gouvernementaux	81
3.3.1	L'altérité.....	81
3.3.2	L'exotisme	83
3.3.3	La criminalisation	84
3.4	Conclusion du chapitre 3.....	86
CONCLUSION		87
ANNEXE A ARBRE THEMATIQUE		90
ANNEXE B LISTE DES DOCUMENTS ANALYSÉS.....		91

BIBLIOGRAPHIE94

LISTE DES FIGURES

Figure 2.1 Arguments du développement économique et de modernisation	41
Figure 2.2 Arguments de respect du droit humain	50
Figure 3.1 Arguments de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme	64
Figure 3.2 Arguments sur la désinformation.....	74

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ADN : Acide DésoxyriboNucléique

APL : Armée populaire de libération

ASPI : Australian Strategic Policy Institute

CEDAW : Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

CCTV : Closed-circuit television

CPRCG : Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide

DIU : Dispositif intra-utérin

ETIM : East Turkestan Islamic Movement

FLC : Forced Labor Convention

GDP : Gross domestic product

OIT : Organisation Internationale du Travail

ONG : Organisation non gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

PCC : Parti communiste chinois

PIB : Produit intérieur brut

PWoT : People's war on terror

RITO : République islamique du Turkestan oriental

RPC : République populaire de Chine

RTO : République du Turkestan oriental

TAR : Tibetan autonomous region

TIP : Parti islamique du Turkestan oriental

TO : Turkestan oriental

URSS : Union des républiques socialistes soviétiques

VPN : Virtual private network

XPCC : Xinjiang production and construction corps

XUAR : Xinjiang Uyghur autonomous region

RÉSUMÉ

Ce mémoire analyse l'argumentaire du ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine (RPC) concernant le génocide ouïghour. À l'aide d'une analyse thématique et d'un cadre théorique décolonial et féministe, ce travail de recherche présente les arguments et les représentations des Ouïghour·e·s produits par le gouvernement chinois au sommet de la controverse sur le traitement des Ouïghour·e·s (2018-2023). L'analyse thématique s'effectue sur un corpus de 35 documents composés d'articles de presse publiés par la RPC à l'étranger, d'une transcription d'entrevue avec la presse et de conférences de presse. L'analyse a révélé que l'argumentaire du gouvernement chinois est divisé en quatre axes : 1) la désinformation, 2) la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, 3) le développement économique et la modernisation, et 4) le respect des droits humains. Les discours du gouvernement chinois instrumentalisent les représentations des Ouïghour·e·s à travers un vocabulaire raciste et colonial qui les déshumanise dans le but de légitimer les politiques répressives. Cette étude propose une réflexion globale sur la manière dont la RPC cherche à légitimer ses actions au Turkestan oriental (TO) en fabriquant un récit positif de « sauvetage » des minorités ethniques.

Mots clés : Ouïghour, génocide, discours, République populaire de Chine, communication politique, représentations, colonisation, décolonisation, intersectionnalité, analyse thématique.

ABSTRACT

This dissertation analyzes the arguments of the Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China regarding the Uyghur genocide. Focusing on a thematic analysis and a decolonial and feminist theoretical framework, this research presents the arguments and representations of the Uyghurs produced by the Chinese government at the height of the controversy (2018-2023). The thematic analysis is carried out on a corpus of 35 documents made of press articles published by the PRC abroad, interviews between the press and PRC ambassadors and press conferences. The analysis revealed that the Chinese government's arguments are based on four axes: 1) disinformation, 2) the fight against terrorism and extremism, 3) economic development and modernization, and 4) respect for human rights. Moreover, the Chinese government's discourse instrumentalizes representations of Uyghurs through a racist and colonial vocabulary that dehumanizes them, with the aim of legitimizing repressive policies. This study offers a global reflection on how the PRC seeks to legitimize its actions in East Turkestan by fabricating a positive narrative of “saving” ethnic minorities.

Keywords : Uyghur, genocide, discourse, popular Republic of China, political communication, representations, colonisation, decolonization, intersectionality, thematic analysis.

INTRODUCTION

Depuis 2018, on observe une augmentation des politiques interdisant l'importation des produits fabriqués en Chine. Les États-Unis ont notamment mis en place le *Uyghur Forced Labor Prevention Act*, et l'Union Européenne a adopté une loi similaire visant à interdire le commerce de produits issus du travail forcé (AFP et Le Monde 2024). Ces interdictions sont souvent justifiées par une volonté de contrer le bénéfice économique du gouvernement chinois concernant le travail forcé des Ouïghour·e·s, une minorité ethnique musulmane vivant sur le territoire du Turkestan oriental (TO), aussi appelé Xinjiang¹ et qui a été colonisé par la République populaire de Chine (RPC) en 1949 (Anti-Slavery International 2023). Cette volonté d'empêcher les abus liés au travail forcé en Chine s'inscrit dans un contexte où les Ouïghour·e·s subissent depuis plusieurs décennies des politiques répressives croissantes de la part des autorités chinoises, exacerbées par l'augmentation de la population Han au TO.

En effet, depuis les années 2000, les Ouïghour·e·s font face à une augmentation des politiques répressives, des discriminations et des abus de la police. Au même moment, on observe une forte augmentation de l'immigration des Hans au TO (majorité ethnique en Chine), une stratégie politique utilisée par le Parti communiste chinois (PCC) pour rendre la population ouïghoure minoritaire au TO. L'augmentation des politiques répressives les contraignent à effacer leur culture et censurer leur religion — destruction des mosquées, interdiction de posséder un Coran ou de se couvrir la tête — au profit de la culture dominante Han et de la pensée politique du

¹ Dans le cadre de ce mémoire et en raison de la perspective décoloniale autour de laquelle le mémoire est construit, le terme Turkestan oriental sera utilisé à la place de Xinjiang. Le terme Xinjiang est celui utilisé par la Chine pour désigner le Turkestan oriental, qui a été colonisé. En privant les Ouïghour·e·s du nom original de leur pays, la Chine affirme son impérialisme et la légitimité de sa colonisation. Le terme Xinjiang est souvent interchangé avec celui de Région Ouïghoure Autonome du Xinjiang (XUAR : *Xinjiang Uyghur Autonomous Region*), aucun des deux termes ne seront utilisés ici afin de ne pas imposer de dénomination coloniale à la région concernée. Au lieu de cela, nous adopterons l'appellation « Turkestan oriental », qui est historiquement reconnue et reflète une dimension culturelle et ethnique plus large, reniant aussi l'impérialisme colonial chinois. Cette terminologie est choisie dans le but de respecter la diversité des populations et des groupes ethniques qui identifient ce territoire comme leur patrie ancestrale et permet de reconnaître la complexité des enjeux liés à son identité et à son autonomie. Ainsi, en suivant l'explication de Françoise Aubin (1998) nous refusons de nommer la région du TO par son nom colonial : « les émigrés ne nommeront leur pays d'origine que "Turkestan oriental", refusant l'appellation du Xinjiang comme étant celle qu'a imposée le colonisateur et qui est chargée d'une connotation avilissante ». Voir Françoise Aubin, « L'arrière-plan historique du nationalisme ouïgour. Le Turkestan oriental des origines au XXe siècle », *Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien* 25 (1998). <https://doi.org/10.4000/cemoti.42> .

PCC (Çaksu 2020, 177). Bien que l'on constate un renforcement des mesures répressives depuis 2014, celles-ci ne sont pas nouvelles ni récentes. En 2009, l'augmentation des politiques coercitives discriminantes avaient déjà été contestées lors d'une manifestation à Urumqi². Les manifestant·e·s rejetaient les politiques d'assimilation culturelle à la culture Han par la promotion du mandarin au détriment des langues et cultures turciques, la limitation de la pratique religieuse islamique et la hausse de la discrimination à l'emploi. Cependant, l'opposition au PCC est lourdement punie : de nombreuses manifestations pacifiques ont été violemment réprimées — violences policières, tortures et décès (Çaksu 2020, 177).

Plus récemment, des témoignages des femmes ouïghoures et des rapports ont fait état de stérilisations et d'avortements forcés (Zenz 2020, 20). Des femmes ouïghoures ont aussi rapporté avoir été mariées de force avec des hommes Hans, d'autres ont témoigné avoir subi des violences sexuelles et des viols dans les camps de rééducation et à travers le programme « *Pair up and become a family* »³ (Byler 2018 ; Zenz 2020, 20). Elles se trouvent ainsi au carrefour de multiples systèmes d'oppression qui s'entrelacent et se renforcent mutuellement : elles subissent simultanément des violences liées à leur genre, leur appartenance ethnique et religieuse, ainsi qu'à la domination coloniale. En raison de l'imbrication des oppressions, ces violences qu'elles subissent relèvent d'une dynamique intersectionnelle où racisme, sexisme, colonialisme et islamophobie s'entrelacent. Cette configuration rend ces violences plus difficiles à identifier, car elles ne correspondent pas aux cadres d'une analyse unidimensionnelle.

Malgré les nombreuses preuves du génocide en cours au TO, la RPC se défend au niveau international, en niant l'existence de telles politiques répressives à l'encontre des Ouïghour·e·s. Le

² Il faut noter que bien que la manifestation pacifique eût pour but de protester contre les politiques répressives chinoises, celle-ci a été en partie déclenchée par un conflit entre Hans et Ouïghours qui a conduit à de violentes attaques sur les employés Ouïghours dans une usine qui a causé la mort de deux d'entre eux et d'autres nombreux blessés. Voir Amnesty Internationale, « Chine : « Justice, Justice » ». Les Manifestations de juillet 2009 dans le Xinjiang ». 10 août 2021. <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/027/2010/fr/>.

³ Le programme « *Pair Up and Become Family* », est une initiative mise en place par le gouvernement chinois dans la région du Turkestan oriental pour surveiller les familles ouïghoures. Lancé en 2017, ce programme assigne des fonctionnaires du gouvernement chinois aux foyers ouïghours, sous prétexte de promouvoir l'unité ethnique. Ces « grands frères » et « grandes sœurs » résident régulièrement avec les familles, souvent plusieurs jours par mois, afin de surveiller leur comportement et de signaler toute pratique jugée « suspecte », comme des manifestations de piété religieuse. De nombreux cas de violences sexuelles et physiques ont été rapportées lorsque ces « familles » rejoignent les ouïghour·e·s. Voir Darren Byler. « Violent Paternalism: On the Banality of Uyghur Unfreedom ». *The Asia-Pacific Journal: Japan Focus* 16, no 24 (15 décembre 2018).

gouvernement chinois a même organisé de nombreuses conférences de presse entre 2019 et 2021 pour réfuter les accusations de génocide. Lors de ces conférences de presse, la RPC fait parfois appel à des Ouïghour·e·s sorti·e·s des camps de rééducation afin qu'ils et qu'elles témoignent de la légitimité et des bienfaits des politiques contre le terrorisme (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021c). La RPC réitère aussi régulièrement sa domination politique à l'étranger en publiant des articles qui défendent sa position d'État bienveillant concernant la situation au TO. C'est notamment le cas dans les pays des Suds dans lesquels la Chine a déjà de l'influence comme le Soudan ou l'Afghanistan (Ambassade de la République populaire de Chine en Afghanistan 2020 ; Ambassade de la République populaire de Chine au Soudan 2020).

Depuis 2017, date à laquelle les ONG et chercheur·se·s ont lancé une campagne de sensibilisation sur la situation des Ouïghour·e·s au TO, le PCC a fréquemment modifié son discours concernant les politiques répressives, tout d'abord en justifiant la nécessité des camps pour « guérir » la « maladie » que serait l'extrémisme religieux (Ambassade de la République populaire de Chine au Nigéria 2019a). Ensuite, le PCC a transformé son argumentaire en présentant les camps comme des « écoles de formation professionnelle », en accusant les États-Unis de mener une campagne de diffamation contre la RPC (Ambassade de la République populaire de Chine au Soudan 2020). Aujourd'hui, la RPC se présente devant la communauté internationale comme un modèle de développement et de modernisation en mettant de l'avant ses politiques de réduction de la pauvreté et d'intégration des minorités (Alpermann et Malzer 2025). Cette rhétorique masque une transformation discursive significative dans la manière dont le gouvernement chinois aborde la question des Ouïghour·e·s. En 2017, alors que les récits officiels insistaient auparavant sur la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, un glissement s'est opéré vers une justification fondée sur le développement économique et la modernisation des populations locales en raison de la pression de la communauté internationale concernant la situation des Ouïghour·e·s (Alpermann et Malzer 2025). Ce discours présente les Ouïghour·e·s comme des bénéficiaires passif·ve·s d'un progrès imposé par l'État, occultant ainsi les violences systémiques qu'ils subissent (Alpermann et Malzer 2025). Ce changement rhétorique remplace les discours liés à la sécurité publique par une logique de développement et d'intégration à l'avantage de tous et toutes, soulève des questions sur la manière dont la RPC construit un récit de légitimation de ses politiques répressives. Dans ce

contexte, notre recherche se pose les questions suivantes : **Comment le gouvernement chinois justifie-t-il à la communauté internationale ses politiques répressives à l'égard des Ouïghour·e·s ? Comment les représentations des Ouïghour·e·s dans les discours du gouvernement chinois participent-elles à la légitimation des politiques coercitives au Turkestan oriental ?**

Ainsi, dans ce travail de recherche nous souhaitons analyser les communications officielles du gouvernement chinois, notamment celles publiées par le Ministère des affaires étrangères au pic de la controverse (2018 – 2023), afin de comprendre comment il justifie ses politiques au Turkestan oriental et comment il représente les ouïghour·e·s dans des discours destinés à la communauté internationale. Cette recherche se concentre sur un corpus de documents en ligne, examinés à l'aide d'une analyse thématique du discours. Cette étude s'inscrit dans une réflexion sur les stratégies étatiques de légitimation de génocide en contexte autoritaire. Le mémoire se divise en trois chapitres : 1) recension des écrits, cadre théorique et méthodologie, 2) analyse du discours du développement et de la modernisation, 3) analyse du discours sécuritaire et représentations des Ouïghour·e·s, puis la conclusion.

CHAPITRE 1

RECENSION DES ECRITS, PROBLÉMATIQUE, CADRE DE RECHERCHE

Le premier chapitre de ce travail de recherche a pour objectif de présenter la recension des écrits autour des thèmes clés de cette recherche, tout en expliquant la situation coloniale au Turkestan oriental. Nous commencerons par présenter le contexte politique dans la région en détaillant le durcissement des politiques coloniales de 1759 à aujourd'hui, en mettant l'accent sur les politiques de ces 25 dernières années, afin de mieux comprendre l'état de la situation actuelle au Turkestan oriental. Dans un second temps nous présenterons les écrits existants concernant les politiques coercitives qui ciblent spécifiquement les femmes ouïghoures et qui soulignent une rhétorique de « développement ». Enfin, nous présenterons les documents exposant l'argumentaire officiel de la République populaire de Chine concernant les Ouïghours. Dans un dernier temps, nous aborderons la problématisation de notre recherche.

1.1 Recension des écrits

1.1.1 Contexte historique de la colonisation et des politiques de répression

1.1.1.1 Colonisation du Turkestan oriental

Afin de mieux comprendre les origines du génocide mis en place par le PCC, il est nécessaire d'effectuer une brève remise en contexte du processus de colonisation du Turkestan oriental. Grégoire-Blais (2006, 30) effectue une analyse et un retour sur une des périodes coloniales dans la région en notant qu'en 1759, les Oïrats mongols qui dominaient la région du TO ont été anéantis par la dynastie manchoue Qing. Ces derniers occupaient la région en tant que territoire annexé, la dynastie Qing implante rapidement des colons militaires et des colons civils Hans. Pendant près de 100 ans, la dynastie Qing maintient un contrôle relatif dans la région du Turkestan oriental en raison de nombreux soulèvements à l'intérieur du territoire chinois⁴ (Grégoire-Blais 2006, 31).

⁴ La période d'instabilité à laquelle nous faisons référence ici est liée aux nombreux soulèvements à l'intérieur du territoire Chinois : Taiping (1851-1865), Nian (1853-1868), Yunnan (1855-1872) et Shaanxi (1862-1873). En raison de ces soulèvements, l'influence et le contrôle du Turkestan oriental est très faible, ce qui permet à l'émirat musulman indépendant de Kashgar de se développer. De plus, le territoire et les ressources de la Chine sont aussi des enjeux politiques importants pour la Grande-Bretagne et la Russie qui développent des stratégies pour asseoir leur domination

Les taxes impériales exorbitantes, l'effondrement économique et le mauvais état des infrastructures dans la région mènent à des révoltes musulmanes qui aboutit à la formation de l'émirat musulman indépendant de Kashgar (1866 – 1877), à l'ouest du Turkestan oriental (Grégoire-Blais 2006, 32). Toutefois, l'émirat musulman de Kashgar sera défait par l'armée impériale chinoise, aidée par les Britanniques qui souhaitent contrer les avancées russes dans la région (Grégoire-Blais 2006, 32). En 1884, la région est officiellement intégrée au reste de la Chine et nommée « Xinjiang », qui peut être traduit par « nouveaux territoires » ou « nouvelles frontières » (Castets 2004, 3 ; Grégoire-Blais 2006, 33).

Suite au démantèlement de l'empire chinois en 1912, la province se retrouve contrôlée par des seigneurs de guerres chinois. Cependant, des nationalistes ouïghours parviennent à créer la première république du Turkestan oriental (aussi appelée République Islamique du Turkestan oriental – RITO), qui a pour principal objectif de réduire l'influence et l'occupation coloniale chinoise dans la région (Castets 2004, 13). Néanmoins la RITO sera abolie en 1934, par une alliance entre les Soviétiques et un célèbre seigneur de guerre Chinois, Ma Zhongying (Castets 2004, 13).

La seconde République du Turkestan oriental (RTO) sera fondée en 1944, après une bataille d'influence entre les Soviétiques, qui souhaitent obtenir le contrôle de la région, et les Chinois nationalistes ayant le même objectif (Castets 2004, 14). Les conflits résultent dans la création de la RTO dont les haut-fonctionnaires ont été formés en URSS, dans le but d'influencer indirectement les décisions politiques au sein de la RTO (Castets 2004, 14). En 1945, après la signature d'un traité d'alliance avec la Chine nationaliste, les soviétiques manipulent les cadres de la RTO pour mener à la création d'un gouvernement de négociations entre la Chine et la RTO et les conduire à abandonner l'idée d'indépendance (Castets 2004, 14). Comme le souligne Castets (2004, 14) le but principal de ce nouveau gouvernement ouïghour était de « 'décoloniser' le système politique et administratif au Xinjiang en proposant de donner un rôle politique accru aux minorités ». Cependant le projet n'aura pas le temps d'aboutir car cette alliance est rompue en 1947 lorsque Masud Sabri, un anticomuniste ouïghour est nommé gouverneur de la province (Castets 2004, 14). Certains cadres de la RTO, sont alors invités à Pékin en 1949, mais décèdent lors d'un

sur le territoire, ce qui contribue à la fragilité de l'influence politique de l'empire au Turkestan oriental. Voir Grégoire-Blais, Marie-Lou. 2006. « Crise identitaire au sein de la communauté ouïghoure de la région autonome du Xinjiang ». Mémoire. Université du Québec à Montréal.

mystérieux accident d'avion avant d'arriver à destination (Castets 2004, 15). Leur mort est cachée jusqu'à la prise de contrôle de la région du Turkestan oriental par l'Armée populaire de libération (APL), l'armée du Parti communiste chinois (Castets 2004, 15). Les cadres de la RTO restés au Turkestan oriental, représentants du dernier symbole d'un gouvernement ouïghour indépendant, se rallient aux communistes chinois et la seconde République du Turkestan oriental est démantelée.

1.1.1.2 Situation politique 1949 – 2001

Après la conquête de la région par l'APL, le PCC renomme la région XUAR (Xinjiang Uyghur Autonomous Region), et donc réintègre la région comme une partie de l'État chinois afin d'assimiler les personnes non-Hans, c'est-à-dire les *minzu*⁵, en tant que sujets, pour être plus proche de l'idéal communiste d'une patrie multiethnique et unitaire (Finnegan 2020, 6). Officiellement, afin de pallier les différences économiques entre les Hans et *minzu* et assurer l'assimilation des Ouïghours, Mao Zedong, nouvellement à la tête du pays a mis en place le *Xinjiang Production and Construction Corps* (XPCC) (Finnegan 2020, 6). Castets (2004, 19) souligne qu'officieusement, ces corps à majorité formés de « paysans soldats » étaient envoyés pour découvrir les ressources précieuses des régions éloignées (hydrocarbures, ressources minérales et terres agricoles vierges) et destinés à coloniser ces contrées isolées en implantant des colons Hans. D'abord mis en place dans les années 50, ce corps dépendant du PCC cherche officiellement à « stabiliser » la région, considérée comme non sécuritaire et dangereuse, en envoyant des colons près des frontières et dans les régions reculées (Castets 2004, 19). Il a ensuite été revigoré en 1980 avec des envois massifs de colons pour contrebalancer le poids des *minzu* dans ces régions (Castets 2004, 19). Ainsi, le PCC a mobilisé et créé des organes politiques qui ne dépendent pas du gouvernement régional, mais du gouvernement central afin d'implanter une colonisation uniforme au TO et garantir le contrôle de la gouvernance, la sécurité et du développement de la région. La répartition géographique des colons est stratégique puisqu'ils sont placés proches des frontières, afin de percevoir les mouvements de passages/immigration mais aussi de surveiller les ressources naturelles et leur appropriation. Le XPCC a ainsi permis une colonisation constante avec de

⁵ *Minzu* est officiellement traduit par ethnicité. À l'instar de Tobin (2011), nous avons choisi de ne pas traduire *minzu* parce que le concept n'implique pas une autoidentification mais est défini, en premier lieu, par l'État. Voir Tobin, David. « Competing Communities: Ethnic Unity and Ethnic Boundaries on China's North-West Frontier ». *Inner Asia* 13 n°1 (2011): 7-25.

nombreux avantages économiques pour ses membres afin de modifier l'équilibre démographique de la région aux dépens des Ouïghour·e·s. Les statistiques suivantes expriment bien les résultats de ce processus : en 1949, 75% de la population totale du TO était ouïghoure, pour 6,7% de Hans, toutefois en 1990 on compte 47,4% d'Ouïghour·e·s⁶ pour 37,5% de Hans (Castets 2004, 44).

Suite à l'implantation des stratégies politiques d'assimilation mises en place par les leaders du pays, certaines *minzu* comme les Ouïghour·e·s étaient ciblées et souvent attaquées par les autres membres de la population (Clarke 2013, 120). C'est notamment le cas lors du Grand Bond en avant (1958- 1962) et de la Révolution culturelle (1966 – 1976) (Finnegan 2020, 6). Ces deux évènements historiques ont mené entre 60 000 à 100 000 Ouïghours et Kazakhs à quitter le pays pour fuir la répression et la famine (Minority Rights Group, n.d). Les contrôles concernant le culte religieux durant la Révolution culturelle a mené le PCC à interdire l'islam et d'autres formes de cultes religieux car considérés comme « bourgeois » par nature (Human Rights Watch 1998). Au TO, ces formes de contrôle se sont traduites par l'interdiction de porter des vêtements traditionnels, l'humiliation publique d'intellectuel·le·s ouïghour·e·s, la fermeture des mosquées et la destruction d'exemplaires du Coran, ainsi que des incarcérations de masse des figures d'autorité religieuse (Clarke 2013, 120 ; Human Rights Watch 1998). Cette répression spirituelle et religieuse a conduit une partie des peuples turciques vivant au TO à émigrer vers d'autres pays plus tolérants (Clarke 2013, 120 ; Human Rights Watch 1998). Au même moment, la RPC a commencé à effectuer des tests nucléaires au TO, sans égard pour les effets secondaires à la population locale (Merali 2009, 16). Entre 1964 et 1996, ce sont plus de 40 explosions nucléaires qui ont été effectuées au TO (Merali 2009, 16). Celles-ci ont causé la mort de centaines d'habitant·e·s et plus de 1,2 million d'individus vivant au TO ont reçu des doses de radiations assez élevées pour générer des maladies telles que des leucémies et des cancers (Merali 2009, 16).

Sous la gouverne de Deng Xiaoping (1978 – 1989) au PCC, Finnegan (2020, 6) souligne que la région a connu un renouveau pour l'immigration massive des Hans, largement encouragée par le gouvernement afin de « moderniser et développer économiquement la région » mais aussi

⁶ Les Kazakhs, peuple turcique originaire de la région du Turkestan oriental, ont aussi subi une baisse de la population totale de la région en passant de 10,2% en 1949 à 7,4% en 1990 (Castets 2004, 44). Voir Castets, Rémi. *Opposition politique, nationalisme et islam chez les Ouïghours du Xinjiang. Les Études du CERI* 110 (2004) : 45. <https://hal.science/hal-02293687> .

de « diluer la population ». Durant la présidence de ce dernier, le PCC a aussi mis en place une politique de déplacement forcé : les populations ouïghoures étaient contraintes de quitter leur maison traditionnelle dans des régions reculées pour habiter dans des appartements vétustes de la capitale régionale, venant ainsi frustrer les populations turciques en les incitant à s'assimiler de force au style de vie des Hans (Minority Rights Group n.d). Depuis 1990, l'usage de la langue ouïghoure a été restreinte dans les universités et écoles qui exigent l'usage du mandarin. Aujourd'hui, même les cours sur la littérature et poésie ouïghoures sont dispensés en mandarin (Minority Rights Group n.d). Les pratiques religieuses et culturelles ont été progressivement restreintes et surveillées, comme les *meshrep*, des réunions conviviales sociales ouïghoures qui constituent des piliers de partage majeurs de la culture, des coutumes et des connaissances (Frangville et Heurtebise 2020). En réponse à toutes ces restrictions, des manifestations ont été organisées dans les années 1980 et 1990, illustrant le sentiment de frustration des communautés turciques de la région. Lors de ces protestations, des centaines de manifestant·e·s ont été tué·e·s par les autorités (Minority Rights Group, n.d). De plus, ces protestations ont mené à un renforcement des politiques répressives, comme la mise en place de la « guerre contre le terrorisme », qui visait officiellement à « rétablir la sécurité » en détruisant les « trois forces » (le séparatisme, l'extrémisme religieux et le terrorisme) (Roberts 2020). Officieusement, cette politique a permis l'augmentation de la surveillance dans la région, la restriction des pratiques religieuses et une intensification des points de contrôle pour limiter les mouvements de la population ouïghoure (Roberts 2020).

1.1.1.3 2001 à aujourd'hui : le tournant sécuritaire et ses impacts

Après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, le PCC a dévoilé un plan de répression contre le terrorisme ouïghour dans la région du Turkestan oriental, qui prévoyait l'augmentation de la présence militaire dans la région, une surveillance accrue des Ouïghour·e·s et des restrictions relatives à la pratique de l'islam (Roberts 2020). En effet, les attentats de 2001 aux États-Unis ont été l'occasion pour Pékin d'indiquer publiquement qu'ils faisaient face à leur propre terrorisme interne, en partie en raison de la « radicalisation islamique » au TO (Caskey et Murtazashvili 2022, 220). L'intervention de la Chine sur la scène internationale a contribué à faire inscrire certains groupes nationalistes ouïghours sur la liste des organisations terroristes par les États-Unis, ce qui a

offert à Pékin une légitimité accrue intensifier sa politique répressive au TO (Caskey et Murtazashvili 2022, 220 ; Roberts 2020).

Toutefois, le sociologue et chercheur spécialisé en politiques asiatiques Sean R. Roberts (2020) a démontré l'illégitimité et la non crédibilité des politiques répressives contre les Ouïghour·e·s sous prétexte de menace terroriste. Selon lui, le PCC aurait en effet exagéré la menace terroriste posée par le Mouvement islamique du Turkestan oriental (ETIM) et le Parti islamique du Turkestan (TIP). Roberts (2020) affirme qu'avant 2001, ces groupes ne possédaient pas les capacités organisationnelles et humaines de procéder à des attaques terroristes d'envergure comme suggéré par le gouvernement chinois. Alors en invalidant la justification du gouvernement chinois pour la sécurisation, la surveillance et les politiques de répressions mises en place dans les années 2000, Roberts (2020) affirme que ces mouvements cherchaient plutôt à sensibiliser les populations turciques à la répression, à encourager leur indépendance et la décolonisation et à informer sur les politiques de propagande chinoise.

Cependant, il faut noter que l'étude de Roberts (2020) est aussi critiquée parce qu'elle minimiserait les menaces posées par le ETIM et le TIP, qui ont été enregistrés pour des activités criminelles violentes en Chine (Greitens, Myunghée et Yazici 2020). Toutefois, même si Roberts (2020) reconnaît que ces groupes entretenaient des liens – aussi distants soient-ils – avec des organisations terroristes, rien n'indique que ces groupes avaient réellement un potentiel dangereux. Ainsi, ils n'étaient pas, selon Roberts (2020), une menace pour l'équilibre de la Chine, mais servaient avant tout de prétexte dans la rhétorique chinoise pour exercer un contrôle plus ferme sur les populations ouïghour·e·s.

Par ailleurs, les années 2000 ont aussi été marquées par les affrontements entre les Hans et les Ouïghour·e·s dans la région, qui reflètent le climat extrêmement tendu à la suite de la mise en place des nombreuses nouvelles politiques de surveillance et de répression. La manifestation pacifique de Urumqi en 2009 a été violemment réprimée —arrestations arbitraires, violences policières, tortures et plus de 400 morts (Çaksu 2020, 177 ; Caskey et Murtazashvili 2022, 221). Suite à cette protestation, les autorités chinoises ont mené une campagne d'arrestations massives dans des quartiers ouïghours d'Urumqi, qui ont été décrites par les organismes de défense des droits humains comme injustifiées (Human Rights Watch 2009). Selon Caskey et Murtazashvili (2022,

221), les protestations de 2009 ont profondément modifié la perception du PCC à l'égard des Ouïghour·e·s : toute la population est désormais considérée comme potentiellement liée à l'islamisme radical, et donc au terrorisme.

Après deux attaques consécutives en 2014 (une attaque au couteau dans une station de train à Kumming et une attaque à la bombe à Urumqi), le PCC a annoncé une nouvelle campagne de lutte « *Strike Hard Campaign against Violent Terrorism* » aussi appelée « *People's War on Terror* » (PWOT). Celle-ci a enclenché une nouvelle vague de répressions d'autant plus forte avec une politique de tolérance zéro pour les crimes « contre la souveraineté de l'État », qui a conduit les tribunaux à prononcer des peines de morts plus fréquemment pour les Ouïghour·e·s (Caskey et Murtazashvili 2022, 218). En 2017, les lois repressives contre les Ouïghour·e·s ont connu une nouvelle effervescence avec la nomination de Chen Guanguo comme secrétaire du parti pour le XUAR (Caskey et Murtazashvili 2022, 218). Cet ancien secrétaire du parti pour la région autonome du Tibet (*Tibetan Autonomous Region*, TAR) est connu pour avoir mis en place des politiques sécuritaires extrêmement répressives au Tibet (Caskey et Murtazashvili 2022, 218). Alors, en mai 2017, après avoir construit des camps de rééducation, les autorités ont de nouveau effectué des rondes d'arrestations importantes pour incarcérer les Ouïghour·e·s qui n'appliquaient pas les restrictions religieuses imposées par le gouvernement. En 2017, ce serait 15% de la population de Urumqi (soit environ 400 000 personnes), capitale du TO, qui aurait été incarcérée (Caskey et Murtazashvili 2022, 218).

Entre 2017 et 2020 on estime à plus de 300 le nombre de camps de rééducation qui ont été construits au TO, dans lesquels plusieurs milliers d'Ouïghour·e·s y ont été incarcéré·e·s. On comptabilise environ 48 mesures qui peuvent entraîner une détention immédiate dans un camp. Celles-ci ont été documentées grâce à des témoignages, des rapports et des documents officiels qui ont fuité du gouvernement chinois. Parmi ces mesures figurent des pratiques telles que porter une robe longue, posséder un compas, s'abstenir de consommer de l'alcool, refuser de manger du porc ou regarder une vidéo filmée à l'étranger (Caksu 2020, 183 ; Finnegan 2020, 9). Ces camps de détention ont pour objectif officiel la rééducation des Ouïghour·e·s, notamment en les assimilant à la culture et au mode de vie Han, en les privant de leur liberté religieuse afin de les « sauver » de « l'extrémisme religieux » (Finnegan 2020, 10). Or, les organisations de protection des droits humains alertent sur le prélèvement d'organes forcé vendus ensuite à prix d'or sur le marché noir,

la torture et les agressions sexuelles des Ouïghour·e·s incarcéré·e·s dans les camps (Finnegan 2020, 9 ; Rogers 2021 ; Uyghur Tribunal 2021a) .

Alors que les adultes et adolescent·e·s ouïghour·e·s sont envoyé·e·s dans les camps de détention pour des durées indéterminées, la RPC interdit que les parents proches (oncles, tantes, grands-parents) prennent à leur charge les enfants dont les parents ont été envoyés dans les camps (Caksu 2020, 183). Ainsi les enfants ouïghours sont envoyés dans des orphelinats gérés par l'État, dans lesquels iels sont aussi « rééduqués » en concordance avec les valeurs de la culture chinoise et du PCC (Caksu 2020, 183). Ces pensionnats pour enfants ouïghours servent à effacer la culture ouïghoure et l'islam, mais aussi à séparer les enfants du groupe ethnique auquel iels appartiennent, ce qui donne la possibilité au PCC de menacer ou de faire du chantage aux ouïghour·e·s de la diaspora, dont les enfants sont restés sur place (Caksu 2020, 183).

D'ailleurs, la séparation forcée des enfants d'un groupe ethnique à un autre, constitue l'un des critères juridiques permettant de qualifier la situation des Ouïghour·e·s de génocide, selon la Convention de la prévention et la répression du crime de génocide de 1948⁷. Par conséquent, la mise en place de ces orphelinats par la RPC constitue un acte visant la destruction du groupe ethnique auquel appartiennent les Ouïghour·e·s, et illustre la volonté du gouvernement chinois de commettre un génocide.

D'autre part, les Ouïghour·e·s sont largement surveillé·e·s au quotidien. La police régionale possède une large base de données regroupant leurs ADN, leur voix, leur iris et images – des caméras CCTV sont situées à chaque coin de rue dans toute la région pour surveiller les moindres faits et gestes des habitant·e·s (Caskey et Murtazashvili 2022, 219). Iels sont aussi surveillé·e·s dans la sphère privée puisque les Ouïghour·e·s sont forcé·e·s d'accueillir des « grands frères et

⁷ Selon l'article II de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (CPRCG) de 1948, le génocide est défini comme l'un des actes suivants, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux : Meurtre de membres du groupe ; Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ; Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ; Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ; Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe. La commission d'un seul de ces actes, avec l'intention spécifique, suffit à constituer un génocide. Voir Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*, consulté le 4 décembre 2024, <https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/convention-prevention-and-punishment-crime-genocide>.

grandes sœurs » chez eux (Byler 2018 ; Caskey et Murtazashvili 2022, 219). Ce mécanisme de surveillance a été rapporté par de nombreux témoins de la diaspora comme un outil de contrôle de leurs actions quotidiennes et pour vérifier qu’iels ne constituent pas une menace pour l’État chinois (Byler 2018 ; Caskey et Murtazashvili 2022, 219). Caskey et Murtazashvili (2022, 219) nomment cette forme de surveillance invasive « *the Chinese surveillance state* ». En se basant sur la théorie du *predatory state*⁸, ils nous expliquent comment les changements structurels technologiques enferment les Ouïghour·e·s dans une prison à ciel ouvert, en augmentant la quantité et la qualité des outils de surveillance en continu (Caskey et Murtazashvili 2022, 219). Les mesures de sécurité augmentées au TO reflètent donc la volonté du contrôle des moindres faits et gestes des Ouïghour·e·s, mais aussi le fait que le sentiment d’intimité et des limites d’intervention de l’État dans la sphère privée n’existent plus en Chine.

La politique d’assimilation forcée des Ouïghour·e·s cible également les corps des femmes ouïghoures à travers des pratiques coercitives telles que les stérilisations et les avortements forcés. Ces mesures incluent l’insertion de dispositifs intra-utérins (DIU) sans leur consentement et impossibles à retirer sans intervention chirurgicale, voire une ablation de l’utérus (Zenz 2020). Certaines femmes ont également témoigné avoir été contraintes de prendre des médicaments abortifs sans en connaître la nature (Palmer, Mahmut et Udun 2024 ; Uyghur Tribunal 2021a ; Uyghur Tribunal 2021b ; Zenz 2020). Les femmes détenues dans les camps sont souvent torturées, notamment au niveau de leurs parties intimes, subissent des viols – parfois collectifs – et sont elles aussi stérilisées de force (Hill, Campanale et Gunter 2021 ; Palmer, Mahmut et Udun 2024 ; Uyghur Tribunal 2021a ; Uyghur Tribunal 2021b). D’autre part, les femmes ouïghoures qui ne sont pas envoyées dans les camps sont souvent mariées de force à des hommes Hans, qui reçoivent des sommes d’argent « de récompense » de l’État chinois, des possibilités d’accès à des logements, terrains et une éducation plus abordable en échange du mariage avec une femme ouïghoure (Roberts 2020).

⁸ La théorie du *predatory state* est définie par Mehrdad Vahabi dans l’étude de Caskey et Murtazashvili (2022) comme un État qui privilégie les intérêts privés du groupe dominant ou des groupes influents (comme les lobbys). Ainsi, l’étude de Caskey et Murtazashvili (2022) est basée sur une analyse de l’État chinois comme étant un *predatory state*, notamment en prenant l’exemple du TO et des technologies de masse mises en place dans cette région. Voir Caskey, Gregory W., et Ilia Murtazashvili. 2022. « The Predatory State and Coercive Assimilation: The Case of the Uyghurs in Xinjiang ». *Public Choice* 191 (1) : 217-235. <https://doi.org/10.1007/s11127-022-00963-9>.

1.1.2 Représentation des femmes ouïghoures à l'intersection des oppressions

À l'instar des représentations racistes des autres minorités ethniques dans les documents de propagande, les représentations médiatiques des Ouïghours en RPC ont toujours été contrôlées et produites par les Hans majoritaires du PCC. De nombreuses études analysent ces représentations coloniales des femmes ouïghoures créées par et pour le tourisme Han dans la région ouïghoure (Anderson et Byler, 2019 ; Baranovitch 2003 ; Clark 1987 ; Gladney 1994 ; Gladney 2002). L'étude de Gladney (2002, 15) détermine que les représentations visuelles de propagande mettent en scène des *minzu* qui sont perçues comme « exotique, érotique, primitive ». L'étude menée par Tobin (2011) explique qu'elles sont aussi perçues comme « magnifiques et soumises » en comparaison aux représentations de l'identité Han dite « normale, civilisée, moderne et supérieure ». Ces représentations ont été qualifiées d'« orientalisme interne » : les minorités y sont imaginées comme agraires, arriérées et exotiques (Tobin, 2011). La perspective d'Hershatter (1993) nous permet de comprendre le rôle de ces représentations. En effet, elle souligne qu'en période de crise, les représentations sociales des groupes minoritaires jouent un rôle essentiel, car elles agissent comme un « baromètre de crise sociale », reflétant à la fois le niveau de crise dans le pays et le degré de cohésion entre les différentes ethnies (Hershatter 1993). Cette perspective nous permet donc de comprendre comment les crises sociales sont perçues et articulées au sein de la société, tout en révélant l'influence des représentations négatives sur les dynamiques sociales et politiques, comme cela se manifeste au Turkestan oriental et, plus largement, dans toute la Chine.

À cet égard, Tobin (2011) souligne que l'altérité des femmes *minzu* est souvent invisibilisée par les mouvements féministes chinois, et insiste sur la multiplicité des matrices d'oppression de ces femmes. Elles sont affectées par le patriarcat chinois⁹, dû à la colonisation qui les oppresse constamment (dans la sphère publique via les politiques répressives envers toutes les femmes chinoises), mais elles sont aussi opprimées par le patriarcat au sein même de leur communauté qui les affecte dans la sphère privée. Cette dualité des oppressions ne se limite pas à une simple cohabitation des patriarcats, mais s'articule avec le racisme systémique pour produire une

⁹ Pour en apprendre plus sur le patriarcat chinois et son influence sur les représentations des *minzu*, voir Nat Begg, « Anti-Oppressive Research in Practice: Critical Reflections from the Field », *Summit Journal: Scholarly Writing and Research for Emerging Scholars* 7 (2024), publié le 6 mai 2024. <https://journals.lib.sfu.ca/index.php/slc-uwc/article/view/6311>.

oppression intersectionnelle unique. Le patriarcat chinois, imprégné de logiques impériales, racialise les femmes *minzu* en les réduisant à des symboles d'altérité culturelle, tandis que le patriarcat intra-communautaire reflète des dynamiques locales renforcées par les pressions coloniales et racistes exercées par l'État. Ceci conduit Tobin (2011) à affirmer que les femmes ouïghoures sont doublement impactées par le patriarcat : alors que le patriarcat intra-communautaire agit principalement dans la sphère privée par exemple en contenant les femmes rôles genrés traditionnels, le racisme systémique et l'islamophobie, renforcés par le patriarcat chinois, opèrent dans la sphère publique en justifiant des politiques discriminatoires d'assimilation culturelle et d'atteinte à leurs corps, par exemple : à travers les avortements et stérilisations forcés, mais aussi des politiques de « découverte ».

Les femmes ouïghoures sont aussi contraintes à des mariages interethniques avec des hommes Han, une pratique qui illustre à la fois la domination patriarcale chinoise et une stratégie raciste visant à « diluer » l'identité et la culture ouïghoure. En ce sens, l'étude de Sarah Tynen (2021, 1248) discute de la territorialisation des corps des femmes ouïghoures via le processus de colonisation. Cette appropriation des corps féminins colonisés par l'État est mis en exergue par la politique de « promotion » des mariages inter-ethniques entre femmes Ouïghoures et hommes Hans. En effet, cette politique, qui offrirait des « récompenses » aux hommes qui épouseraient des femmes ouïghoures qui « souhaiteraient » se marier, cache une appropriation des corps des femmes colonisées dans le but d'une politique génocidaire d'effacement culturel. Tynen (2021) et Vergès (2019) discutent de la réappropriation des corps féminins par la colonisation ou le nationalisme qui sont, historiquement, des procédés courants : les colons veulent s'approprier les corps afin d'affirmer leur légitimité et leur pouvoir sur les terres colonisées et les êtres humains colonisés ; les hommes colonisés instrumentalisent eux aussi les corps des femmes colonisées en les érigeant comme symboles de résistance de la nation face aux colons Hans. Ainsi, l'étude de Tynen (2021), qui analyse les expériences de femmes ouïghoures au TO avant 2017, nous permet de comprendre comment les aspects de genre et de race influencent la géopolitique de la région, et révèle les liens entre nationalisme, colonialisme et appropriation des corps des femmes ouïghoures au Turkestan oriental.

D'autre part, la colonisation affecte aussi la culture ouïghoure qui est désormais transformée par l'assimilation culturelle et l'interdiction de certaines pratiques religieuses. Selon Anderson et

Byler (2019), le PCC cherche ainsi à remplacer la culture ouïghoure traditionnelle en la transformant par une culture ouïghoure plus accessible et moderne. La RPC présente et promeut la culture ouïghoure sur la scène internationale en la rendant attractive notamment avec l'aide de spectacles de danse, afin de construire un récit positif qui occulte la réalité des répressions exercées à l'intérieur de ses frontières. Ce procédé de transformation de la culture ouïghoure s'opère aussi en l'assimilant à celle des Hans, en érotisant les femmes ouïghoures, en censurant les langues turciques, en détruisant des lieux culturels ouïghours et en créant des nouvelles représentations médiatiques objectifiant les Ouïghour·e·s. La construction identitaire des femmes ouïghoures au Turkestan oriental se fait donc dans un contexte de répression politique, religieuse et culturelle intense.

Certaines périodes accentuent cette coercition avec la mise en place de politiques ciblées comme le « *Project Beauty* » qui a eu un budget de 8 millions de dollars américains (Leibold et Grose 2016, 89). Lancé en 2011, ce projet est une campagne de propagande déguisée à travers des panneaux publicitaires et des affiches « éducatives » qui encourageaient le dévoilement des femmes ouïghoures (Leibold et Grose 2016, 89). Selon Leibold et Grose (2016, 89), l'objectif officiel de cette campagne était « d'augmenter leur indépendance économique » avec le dévoilement, tout en réduisant l'influence de l'islam dans la région. Des récompenses monétaires ou encore des incitations à voyager à Shanghai ou Pékin étaient alors proposées à toute personne suivant les directives gouvernementales de dévoilement (Leibold et Grose 2016, 89). Des équipes d'inspection ont aussi été déployées pour veiller à ce que les femmes ouïghoures se dévoilent et s'assimilent à la culture Han ; les journaux publiaient de nombreux articles pour convaincre les Ouïghoures que le voile ne faisait pas partie de la culture traditionnelle ouïghoure (Leibold et Grose 2016, 89). Ce projet est similaire aux campagnes menées par les colons dans les pays à majorités musulmanes qui ciblaient le voile pour « libérer et civiliser » les femmes (Grose 2020, 15). Finalement, au cours de la campagne, le fait de ne pas se dé-voiler (peu importe la raison) était perçu comme une forme d'hostilité à l'égard du PCC, et se dévoiler comme une marque d'allégeance à la nation. Grose (2020, 15) souligne alors que cette pratique révèle une construction

des projet coloniaux pour « sauver les femmes musulmanes », sans leur reconnaître une quelconque agentivité¹⁰, et sans pour autant les rendre égales, ou leur accorder les mêmes droits.

De manière similaire, Rodriguez-Merino et Zhang soulignent dans leur étude de 2023 que le discours du gouvernement chinois dans le cadre de la *People's War on Terror* (PWoT) concernant les femmes ouïghoures est patriarcal et nie toute agentivité aux femmes colonisées. À travers leur étude, iels démontrent comment l'État chinois a immobilisé le potentiel d'autonomie des femmes ouïghoures en les présentant comme objets dans leurs vidéos YouTube destinées à la communauté internationale (Rodriguez-Merino et Zhang 2023, 919). Cette étude dévoile donc une stratégie politique employée par le PCC pour présenter les femmes ouïghoures comme des individus dénués de conscience et de capacité à prendre des décisions, car elles seraient toujours influencées par une autorité masculine supérieure (famille, amis, représentants religieux, « forces terroristes/occidentales ») (Rodriguez-Merino et Zhang 2023, 922). En se présentant comme un leader en matière de droits des femmes et en cadrant les femmes ouïghoures comme des victimes, l'État peut alors présenter le *Project Beauty* comme une tentative d'émancipation féministe, tout en dissimulant des politiques d'assimilation et de coercition (Rodriguez-Merino et Zhang 2023, 922). C'est ce discours qu'Alpermann et Malzer (2024) ont identifié comme une « rhétorique de développement » : les Ouïghoures sont présenté·e·s comme des personnes nécessitant l'aide de l'État pour « moderniser » leur culture, ce qui permet en retour au PCC de justifier la mise sur pied des camps de rééducation dans lesquels les Ouïghoures sont envoyées pour « apprendre un métier ». Cette « modernisation » s'inscrit dans une logique assimilationniste et paternaliste, où l'imposition des formations professionnelles aux femmes ouïghoures constitue un moyen de redéfinir leur rôle social, selon les normes de genre promues par l'État chinois. Le projet démontre alors comment le « support financier » de l'État pour les femmes « entrepreneuses » aiderait à augmenter le taux d'emploi tout en réduisant les activités religieuses interdites par l'État (Rodriguez-Merino et Zhang 2023, 924). Cependant, le *Project Beauty* a pour but explicite de dévoiler les femmes ouïghoures

¹⁰ La notion d'*agency* ou agentivité, a émergé chez les féministes anglo-américaines et est définie comme « à la fois la capacité d'agir de manière autonome et les actions individuelles ou collectives significatives elles-mêmes, c'est-à-dire celles qui visent à améliorer la situation du sujet qui agit. ». Voir Véronique Lord, *Une voix féminine contestataire des années 1930 : agentivité et écriture dans Dans les ombres d'Éva Senécal* (mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, août 2009).

– un objectif qui révèle la volonté du PCC de se poser en arbitre des besoins et intérêts des Ouïghoures, au mépris de leur agentivité et capacité à définir elles-mêmes ce qu’elles souhaitent.

1.1.3 Métamorphoses du discours officiel : l’évolution du discours d’État sur les Ouïghoures

Malgré les nombreux rapports (Amnestie Internationale 2018 ; Human Rights Watch 2018 ; Uyghur Human Rights Project 2018 ; Xu et al. 2020) qui ont prouvé l’existence des violations des droits humains au Turkestan oriental, le PCC a toujours justifié la mise en place de ces politiques répressives. Peu de données existent concernant le discours officiel chinois sur les représentations des Ouïghoures, surtout entre 1949 et 1990. Néanmoins, Dwyer (2005, 54) note que depuis la création de la RPC, les autorités ont toujours traqué les « séparatistes », qui qualifient les conflits « d’incidents de rébellion ethnique ». Ainsi, jusqu’à la fin des années 90, les inquiétudes autour des Ouïghoures étaient donc qualifiées de « séparatisme » ou de « révolutionnaire » (Dwyer 2005, 54). Dwyer (2005, 54) indique qu’en 1998, le président Jiang Zemin exprimait davantage d’inquiétude à l’égard du nationalisme ouïghour qu’envers la pratique de l’islam, une position qui contraste fortement avec la rhétorique adoptée trois ans plus tard. En 2001 les événements du 11 septembre, permettront au PCC de recentrer leur discours en passant de la peur du nationalisme ouïghour local vers un discours de terrorisme international fondé sur l’islam (Dwyer 2005, 54). Ce qui était qualifié de séparatisme et de nationalisme quelques années plutôt a alors été métamorphosé en un réseau de terrorisme international qui effectuait des actes criminels en Chine. Dwyer (2005, 56) note alors que le PCC a même fait référence à une « guerre sainte », à laquelle les nationalistes ouïghours prendraient part, ce qui selon eux, justifierait le projet *People’s War on Terror*. Cependant, la menace de terrorisme en Chine n’était, à l’époque, que secondaire pour les autorités chinoises puisqu’un document de défense sur la région du Turkestan oriental publié en 1998 ne faisait aucune mention de terrorisme (Rodriguez-Merino 2019, 31). À travers son analyse de la fréquence d’usage des termes « ouïghours séparatistes » et « ouïghours terroristes » en anglais et en mandarin via Google entre 1980 et 2004, Dwyer (2005, 56) trouve que le nombre de références au terme de « terroriste » suggère que ce discours était principalement destiné à un usage international, et non local. En effet, les événements du 11 septembre 2001, considérant l’ignorance des médias occidentaux concernant les Ouïghoures et leur mauvaise compréhension de la politique chinoise au TO ainsi que les accusations de terrorisme, ont facilité leur manipulation, entraînant une justification et légitimation de PWoT. De plus, Bhatia (2005, 13) indique qu’il y

avait un intérêt politique pour les États autoritaires d'exagérer le caractère militant et dangereux de l'opposition politique. Ainsi, si les opposants au pouvoir en place étaient une organisation islamique, ils pouvaient espérer obtenir de l'assistance des États-Unis ou une carte blanche pour la répression (Bhatia 2005, 13). Durneika (2020, 191) note que la réinvention du discours sur le séparatisme ouïghour vers le terrorisme ouïghour a contribué à créer une image d'unité nationale autour d'un but précis, celui d'éliminer les « terroristes » ouïghours. En construisant ce discours sur le terrorisme ouïghour et en mettant en place PWoT, le gouvernement chinois a créé une relation de méfiance constante envers les autres *minzu*, ce qui a mené à des manifestations violentes au TO.

En 2014, lors de l'implantation de la loi sur l'anti-terrorisme, cela a conduit à une nouvelle vague de mécontentement, qui a mené les autorités à indiquer que « le problème du Xinjiang est dû à de nouvelles circonstances » (Zhang 2018, 3). Dans sa thèse, Zhang (2018) analyse l'approche chinoise du terrorisme, en soulignant les enjeux liés à sa définition, les variations selon les dirigeants et la manière dont le discours construit les ennemis de la nation. Les différents dirigeants de la RPC ont tous différemment cadré les ennemis de la nation, néanmoins, le terme « terrorisme » n'est apparu qu'en 2001 lors du recadrage du discours sur le Turkestan oriental (Zhang 2018, 100). Auparavant, le concept de séparatisme servait de cadre d'analyse pour la situation au TO. Cette stratégie reposait sur l'idée que l'État chinois serait une victime innocente du séparatisme, ce qui lui permet de justifier des mesures répressives afin de se protéger contre les tentatives de séparation attribuées aux prétendues « forces hostiles » (Zhang 2018, 111). L'analyse de Zhang (2018, 111) souligne comment l'utilisation des termes « terrorisme » et « ennemis de la nation » pour la situation au TO ont permis à la Chine d'obtenir la légitimation au sein de son peuple pour des mesures rééducatives qui permettraient simplement de préserver l'unité de la nation, en contrôlant un ennemi extérieur. De plus, étant donné que le PCC possède le monopole des médias sur son territoire, toutes les représentations des Ouïghour·e·s sont contrôlées et transformées par le gouvernement chinois (Zhang 2018, 4). Le PCC emploie tous les moyens possibles afin de diffuser les « bonnes idées et versions de l'histoire », en présentant ses mesures comme nécessaires au bien-être et à la prospérité de la nation (Zhang 2018, 4).

Récemment, Oud (2024) a démontré que le PCC cherche à modifier les normes internationales en termes de droits humains. La RPC estime que les droits humains relèvent des

« affaires internes » et ne devraient pas faire l'objet d'une intervention ou d'une implication quelconque de la communauté internationale (Oud 2024, 91). Cette stratégie adoptée par le gouvernement chinois au niveau international s'explique par leur position concernant le TO. En effet, après le changement de narratif concernant le « séparatisme » vers le « terrorisme » des Ouïghour.e.s, la RPC a décidé d'opter pour une stratégie politique permettant d'empêcher l'accès des Nations unies à la région. Malgré cela, la RPC adopte d'autres stratégies politiques pour faire accepter sa version des faits sur le TO, notamment en invitant des journalistes et des chercheur.e.s étrangers à visiter et écrire sur la « bonne » version des faits du TO, mais aussi en menaçant de suspendre sa coopération avec des états membres des Nations unies s'ils ne soutiennent pas l'État chinois (Oud 2024, 91).

Parmi les différentes stratégies adoptées par la RPC pour faire accepter son discours concernant le TO à la communauté internationale, on retrouve la signature d'accords internationaux pour la protection des droits humains. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) signée en 1980 par la RPC permet de présenter la Chine comme un pays respectueux des droits humains. Cependant, le comité de surveillance d'application de la convention, qui examine tous les 4 ans si les pays signataires respectent l'accord, a exprimé des recommandations urgentes en 2014 et en 2023. En effet, les discriminations liées à l'emploi et les restrictions de liberté de religion ont été soulignées par le comité concernant les Tibétaines et les Ouïghoures en 2014, les stérilisations, les avortements et le travail forcé ont été identifiés en 2023 (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes 2014 ; Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes 2023b). Malgré les nombreuses inquiétudes du CEDAW, la Chine a toujours réfuté les observations finales négatives du comité de surveillance de l'application du CEDAW. En 2014, la RPC a nié les conclusions du comité en affirmant que les droits des femmes étaient protégés et qu'elles participent autant, même parfois plus que les hommes aux activités religieuses (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes 2017). Lors de la dernière évaluation du comité, alors que les conclusions du CEDAW confirment que la Chine perpètre des avortements et stérilisations forcés, des mariages inter-ethniques forcés et du travail forcé, le PCC réfute toujours ces preuves. La RPC accuse même le comité d'évaluation de citer des fausses informations et de faire des recommandations qui ne sont pas en phase avec la

réalité (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes 2023a). Enfin, la Chine assure qu'il n'y a pas d'avortements et de stérilisations forcés car le taux de naissance du TO est encore supérieur à celui de la moyenne nationale et que les femmes ouïghoures font moins d'enfants car les mentalités changent grâce à l'amélioration du statut des femmes dans la région (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, 2023a). Ces observations viennent donc nous amener à nous questionner sur l'argumentation globale de la RPC concernant les Ouïghoures. De plus, Alpermann et Malzer (2024) ont identifié une évolution récente (2019 – 2020) mais conséquente dans la rhétorique du PCC sur le TO dans les médias d'État sur la plateforme YouTube. Ils ont observé une transformation du discours de terreur (qui visait à faire accepter les politiques chinoises au TO en raison de la dangerosité du terrorisme posée par ETIM), à un discours de développement (visant à montrer que la Chine est un pays prospère, scientifique et écologiquement responsable afin de détourner l'attention des politiques répressives) (Alpermann et Malzer 2024). La recherche d'Alpermann et Malzer (2024) et les réponses aux conclusions du CEDAW posent donc les bases pour notre étude et nous permettent de voir que différents types de discours se succèdent en matière de justification de la situation au TO.

1.2 Problématisation

Le gouvernement chinois a longtemps cherché à se présenter en tant que victime du séparatisme ouïghour ou, plus récemment, du terrorisme ouïghour. Toutefois, ces représentations ne sont alignées ni avec les rapports des organisations de protection des droits humains, ni avec les témoignages des Ouïghours de la diaspora, ni avec les documents fuités concernant les politiques répressives mises en place dans la région du TO. Face à la pression de la communauté internationale, la Chine adapte vraisemblablement son discours selon les opportunités politiques tout en légitimant ses actions dans la région. Tel que nous l'avons montré dans cette section, diverses études révèlent que la RPC justifie ses politiques répressives à l'aide d'arguments opportunistes tels que la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme religieux, le développement économique et l'émancipation des femmes ouïghoures (Alpermann et Malzer 2024 ; Leibold et Grose 2016 ; Rodriguez-Merino et Zhang 2023 ; Zhang 2018). Selon ces auteur·ices, ces arguments ne sont toutefois qu'une couverture visant à rendre légitime un processus de colonisation et d'assimilation de la population ouïghoure du TO. Dans ce contexte, nous nous demandons : **Quels sont les arguments utilisés**

dans les discours du Ministère des affaires étrangères du gouvernement chinois pour justifier ses politiques répressives envers les Ouïghour·e·s sur la scène internationale et quelles sont les représentations qui en découlent ?

Cette recherche vise à analyser l'argumentaire et les représentations des Ouïghour·e·s utilisés par Pékin pour légitimer ses actions auprès de la communauté internationale, spécifiquement par le biais de l'analyse d'un échantillon des discours officiels recueillis sur le site web du ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine.

1.3 Cadre théorique

1.3.1 La communication politique et les techniques de propagande

Dans le cadre de notre étude d'analyse des discours du gouvernement chinois, la rhétorique politique et les stratégies de propagande dans les discours sont des éléments extrêmement importants qui vont nous permettre de mieux étayer notre analyse. La communication politique est un domaine qui exerce une influence considérable sur les structures sociétales, notamment en modelant les émotions du public à travers les discours politiques (Chadwick 2014). Les acteurs politiques et les institutions utilisent la communication comme un instrument pour négocier le pouvoir, influencer les choix politiques et gouverner (Altikriti 2016). L'étude de la communication politique englobe un large éventail de canaux de communication, allant des médias traditionnels aux plateformes numériques et aux médias sociaux (Beattie 2018). À travers les discours politiques, on diffuse des informations politiques, des idéologies et des appels persuasifs, façonnant ensuite les perceptions, les attitudes et les comportements des individus et institutions politiques (Beattie 2018). En théorie de la communication politique on distingue deux approches analytiques. La première sépare la communication du politique et place la communication au cœur de l'interprétation du concept de communication politique (Gerstlé et Piar 2016, 15). La seconde – qui lui est opposée – prône la codépendance et la consubstantialité de la communication et de la politique (Gerstlé et Piar 2016, 15). Malgré les nombreuses définitions existantes, nous avons choisi la suivante pour expliquer le concept :

la communication politique comprend aussi le rôle de la communication dans le travail de gouvernement, c'est-à-dire les activités de communication qui visent à influencer le

fonctionnement des organes exécutifs, législatifs et judiciaires, les partis politiques, les groupes d'intérêt, les comités d'action politique et les autres parties prenantes du processus politique (Kaid et Holtz-Bacha 2007).

En élargissant le champ de la communication politique au travail du gouvernement, cette définition reconnaît que la communication ne sert pas uniquement à façonner l'opinion publique, mais qu'elle est également un levier pour influencer les autres pays. Dans le contexte spécifique du génocide ouïghour, cette perspective permet d'analyser comment le gouvernement chinois construit et diffuse un discours de légitimation à travers ses canaux institutionnels et comment cette communication s'inscrit dans une stratégie politique globale.

Ainsi, la communication politique vise tout d'abord à influencer les acteurs politiques à travers des stratégies de communication. Certain·e·s diront même que la communication politique est une forme de manipulation des discours (Ollivier-Yaniv 2010). Dans sa thèse, Ludovic D'Artois (2017) met en évidence plusieurs techniques de propagande utilisées par la candidate Marine Le Pen dans ses discours de campagne pour les élections régionales françaises de 2015. L'une des plus centrales est la simplification du message et la désignation d'un ennemi unique (D'Artois 2017). Elle réduit des enjeux complexes à des formules claires et marquantes, tout en pointant systématiquement un responsable unique des problèmes qu'elle dénonce. Une autre technique récurrente est la règle de l'orchestration, qui consiste à répéter inlassablement les mêmes thèmes et arguments pour en imprégner l'opinion publique (D'Artois 2017). Cette répétition permet de renforcer l'association entre les problèmes vécus par les citoyens et les solutions proposées, tout en rendant le discours familier et reconnaissable. La propagande repose aussi sur la règle du grossissement et de la déformation, qui consiste à sélectionner et exagérer certains faits tout en occultant ceux qui pourraient nuancer le discours (D'Artois 2017). L'objectif est alors d'amplifier le sentiment de crise et d'urgence pour légitimer des mesures radicales. Selon D'Artois (2017), Le Pen utilise également la règle de la transfusion, qui consiste à rattacher son discours aux croyances et représentations déjà présentes dans l'opinion publique pour les renforcer et les instrumentaliser. Elle mobilise des références historiques et des symboles du passé national pour ancrer son programme dans une continuité politique et culturelle (D'Artois 2017). Ces différentes techniques, souvent combinées dans un même discours, montrent comment les politicien·ne·s utilisent des ressorts de la propagande pour structurer leur communication politique. En nous appuyant sur les stratégies discursives que D'Artois (2017) a mis en évidence — telles que la simplification du

message, la désignation d'un ennemi unique, la répétition des arguments ou encore la manipulation de l'information — nous pourrions mieux appréhender les arguments justificatifs employés par Pékin pour légitimer ses actions sous couvert de stabilité, de développement, d'autonomisation et de sécurité.

1.3.2 Une approche décoloniale et féministe

L'approche décoloniale s'impose ici comme un cadre théorique pertinent pour analyser de manière critique les discours et représentations construits autour des populations colonisées dans les sociétés autoritaires coloniales. Celle-ci est donc un point de départ pour comprendre la manière dont les arguments d'un État colonial servent à légitimer des rapports de domination, à invisibiliser les répressions des peuples colonisés, et à maintenir une hiérarchie raciale et culturelle dans les récits officiels. Linda Tuhiwai Smith (1999), pionnière en méthodologies décoloniales, a exploré la manière dont l'impérialisme colonial a façonné les esprits et les structures de pouvoirs. Pour notre cadre théorique, nous retiendrons de son étude que la décolonisation est un processus continu constitué d'actions concrètes et variées visant à retrouver l'histoire, le savoir, la culture et les pratiques d'une minorité ethnique impactée par le processus de colonisation (Smith 1999, 34).

La théorie décoloniale est tout d'abord très ancrée dans les savoirs latino-américains qui, à l'origine, analysait les effets de la colonisation sur les relations de pouvoir et les structures de savoir (Quijano 2000). Plus précisément, Quijano (2000, 534) développe le concept de « colonialité du pouvoir » pour désigner la manière dont la colonisation impose une hiérarchie raciale dans les rapports sociaux, et a également structuré une matrice de pouvoir fondée sur l'eurocentrisme. Cette matrice continue aujourd'hui encore à organiser les modes de production, une certaine hiérarchie sociale ainsi que les régimes de savoir dans les sociétés postcoloniales (Quijano 2000, 534). Ainsi, la plupart des ouvrages traitant de cette question proviennent de cette région, et il est alors nécessaire d'adapter la théorie à notre cas spécifique d'analyse des discours d'une entité coloniale.

De nombreuses théoriciennes et militantes latino-américaines se positionnent dans le courant décolonial prônant la décolonisation active, où le militantisme et les luttes populaires mettent les colonisé·e·s au cœur du sujet : « Il ne peut y avoir de discours sur la décolonisation, une théorie de la décolonisation, sans pratique décolonisante » (Bolla 2019). Il est donc important d'adopter des

démarches décolonisantes concrètes dans notre recherche comme l'utilisation du terme Turkestan oriental plutôt que Xinjiang.

Concernant l'aspect plus théorique de la décolonisation, Achille Mbembe (2000) note que cette notion tend parfois à universaliser les expériences coloniales en ignorant les spécificités historiques et culturelles propres à chaque contexte. Mbembe (2000) critique également une décolonisation qui tend à idéaliser le passé précolonial au détriment des réalités contemporaines. D'autre part, Frantz Fanon (1961) critique certaines dimensions de la décolonisation où, souvent, les élites postcoloniales reproduisent les structures coloniales après l'indépendance et critique ainsi la réappropriation des structures de pouvoir par une « bourgeoisie nationale » privilégiée qui nuirait au processus de décolonisation. Malgré ces critiques, les réflexions décoloniales continuent d'occuper une place centrale dans les contextes où les structures coloniales demeurent inébranlables, notamment dans les sociétés où les rapports de domination instaurés par la colonisation n'ont jamais été démantelés.

La décolonisation est aussi présentée en pratique comme des actions militantes visant « la récupération du 'territoire-corps' et du 'territoire-terre' » ainsi que la lutte contre le néo-extractivisme (Bolla 2019, 161). Cependant, il faut noter que la décolonisation ne se limite pas aux actions concrètes de militantisme mais est aussi un processus continu qui implique la réécriture, la reconnaissance et le retour aux savoirs ancestraux qui ont été effacés et altérés par la colonisation. Comme le soulignent Tuck et Yang (2012, 7), la décolonisation risque parfois d'être réduite à une métaphore, perdant son ancrage dans des pratiques concrètes : « Decolonization as a metaphor allows people to equivocate these contradictory decolonial desires because it turns decolonization into an empty signifier to be filled by any track towards liberation ».

Néanmoins, comme le souligne Frantz Fanon en 1961, la décolonisation est un processus continu et chaotique, une véritable rupture de la condition coloniale et de la violence politique de l'État colonial. Le processus de décolonisation s'étend à travers les différentes sphères de la société colonisée : la sexualité, le droit, le langage, la religion, la racialité et la propriété (Tuck et Yang 2012, 21). La réappropriation des sphères de la société colonisée — sexualité, droit, langage, religion, racialité et propriété — est essentielle au processus de décolonisation et constitue une

forme de résistance importante. Cette réappropriation implique aussi une remise en question des discours dominants qui participent à la légitimation du système colonial.

C'est pourquoi, dans le cadre de notre recherche nous chercherons à analyser le discours du gouvernement chinois afin de comprendre quels sont les arguments et représentations utilisés pour justifier à la communauté internationale ses politiques répressives au TO. Dans ce cadre, la qualification et l'usage des mots est très important, car nous avons la possibilité en tant que chercheur·se·s de choisir l'usage de termes foncièrement coloniaux comme « Xinjiang », mais aussi de rejeter – ou non – la vision de l'État colonial. Ainsi, à travers notre recherche et l'approche décoloniale, nous adoptons un vocabulaire critique qui s'éloigne des termes utilisés par les colons Hans. Toutefois, il faut noter que le travail d'analyse discursive et de thématisation peut demander d'utiliser le terme « Xinjiang » afin de faire apparaître la vision de l'État colonial dans ses discours.

D'autre part, nous opterons aussi pour une analyse féministe décoloniale, tel que conceptualisée par Françoise Vergès (2019). Cette approche critique cherche à dévoiler et à combattre les intersections entre le colonialisme, le patriarcat et le capitalisme qui affectent les vies, les corps et l'environnement des femmes racisées. Vergès (2019) situe son approche féministe dans un contexte global, en soulignant que les héritages coloniaux continuent de structurer, aujourd'hui encore, les rapports de pouvoir entre les genres, dont découlent des inégalités concrètes à l'échelle mondiale. Pour Vergès (2019), le féminisme décolonial n'est pas seulement une critique du patriarcat, mais aussi une critique profonde des structures de pouvoir et d'oppression qui ont été historiquement construites et continuent d'être perpétuées par le colonialisme et le capitalisme global.

Le féminisme décolonial de Vergès nous offre des outils pour comprendre quelles sont les représentations coloniales des femmes ouïghoures qui sont utilisées pour justifier le génocide ouïghour. Parmi ces outils, Vergès insiste sur l'analyse multidimensionnelle qui nous permettra d'analyser, dans le contexte des représentations coloniales spécifiques aux femmes ouïghoures, comment ces différentes formes d'oppression s'entrecroisent dans les discours du gouvernement chinois. Cette approche refuse de découper les formes d'oppressions en catégories antagonistes et les considère comme des catégories qui s'entrelacent pour produire des formes de domination spécifiques aux contextes du sujet analysé (Vergès 2019, 34).

Vergès (2019) propose également une critique des systèmes de domination globaux, tels que le patriarcat, le capitalisme et l'impérialisme, en soulignant comment ces systèmes affectent différemment les femmes en fonction de leur position dans les hiérarchies globales, un autre outil clé est la notion de déconstruction des récits universalistes. Vergès (2019) critique le féminisme occidental traditionnel qui impose des normes et des solutions globales aux femmes issues de contextes colonisés ou marginalisés. Enfin, Vergès (2019) propose une approche basée sur la réappropriation des corps et des espaces comme outils de résistance. Cette perspective insiste sur la nécessité pour les femmes de redéfinir leurs rôles sociaux, religieux et culturels en réponse aux oppressions qu'elles subissent, tout en valorisant leurs pratiques et récits comme formes d'émancipation. Bien que nous ne puissions pas utiliser tous les outils mentionnés par Vergès dans notre analyse, ces outils nous offriront une lentille pour analyser comment le discours du gouvernement chinois articule patriarcat, racisme, islamophobie et colonialisme.

La colonialité du genre est un concept sous-jacent à celui du féminisme décolonial, développé par Maria Lugones. Lugones (2016) soutient que le genre constitue un dispositif colonial à part entière qui n'existait pas nécessairement avant la colonisation et impose l'hétérosexualité et le dimorphisme sexuel. Dans ses travaux, Lugones (2016) montre que le genre est rarement pris en compte dans le champ des études sur le colonialisme : les femmes colonisées sont souvent exclues de ces études en raison de la dualité de leurs oppressions (race et genre) (Bolla 2019). La colonialité du genre révèle également l'objectification et la déshumanisation des femmes colonisées, en révélant comment celles-ci ont été perçues non pas comme des sujets politiques à part entière, mais comme des corps à civiliser, exploiter ou contrôler (Lugones 2016). La colonialité de genre est un élément essentiel à notre analyse des représentations des Ouïghoures dans les discours gouvernementaux, puisqu'il nous permettra de comprendre comment ces discours aliènent les femmes ouïghoures en les construisant comme des individus « à civiliser », en effaçant leur agentivité et en justifiant leur contrôle au nom de la modernisation.

Enfin, dans ce mémoire, nous nous appuyons sur l'analyse critique de Gayatri Chakravorty Spivak dans son ouvrage de 1988, *Can the Subaltern Speak ?* Spivak y dénonce la perpétuation d'une hégémonie culturelle occidentale par les intellectuels occidentaux au sein du discours académique (Spivak 1988). Pour Mohanty (2010[1989]), les féministes occidentales ont fabriqué une catégorie de « femme du tiers-monde » grâce à leurs privilèges. Elle insiste aussi sur le fait que

les féministes blanches altèrent souvent l'analyse de la situation des Autres. Il est alors nécessaire de « prendre en compte leurs spécificités sociohistoriques et culturelles » dans le cadre de nos analyses (Spivak 1988).

Il nous semble aussi nécessaire d'expliquer ce que l'on entend par racisme systémique, qui est l'un des nombreux systèmes d'oppression effectif en Chine et qui s'ancre dans une logique de domination coloniale chinoise visant à justifier l'assimilation forcée des populations *minzu*, et donc, dans le cadre de notre étude sur les représentations des Ouïghour·e·s, dans les discours coloniaux. Le concept de néoracisme d'Étienne Balibar et Immanuel Wallerstein (1988, 33) vient appuyer ces propos, car le néoracisme repose sur une construction idéologique d'une incompatibilité culturelle et civilisationnelle entre, appliquée à notre cas, les Ouïghour·e·s et l'identité nationale chinoise Han promue par le PCC. Comme le soulignent Balibar et Wallerstein (1988, 28), le néoracisme « ne postule plus la supériorité absolue de certains groupes ou peuples par rapport à d'autres, mais [...] l'incompatibilité insurmontable des modes de vie et des traditions ». En mobilisant cet argumentaire, le régime chinois justifie ses politiques discriminatoires sous couvert d'intégration culturelle, tout en perpétuant des mécanismes d'exclusion et de marginalisation. Le racisme systémique, quant à lui, se manifeste à travers des structures institutionnelles et des politiques d'État qui maintiennent les inégalités raciales. En contexte chinois, ces mécanismes incluent l'incarcération dans les camps, la surveillance de masse, la répression culturelle et d'autres stratégies d'assimilation, que le discours officiel tend à justifier par une supposée incompatibilité culturelle entre la culture majoritaire et celles des *minzu*, une logique que nous analyserons plus en détail dans les chapitres du mémoire. Ce cadre idéologique converge avec les autres systèmes d'oppressions, tels que le patriarcat, le capitalisme, le colonialisme et l'islamophobie, pour produire une dynamique intersectionnelle d'exclusion particulièrement marquée dans la vie des femmes ouïghoures.

Ainsi, en écrivant notre mémoire nous reconnaissons que nous sommes consciente que notre travail s'inscrit dans des structures académiques occidentales historiquement marquées par l'impérialisme. Bien que nous cherchions à interroger les discours et représentations d'un État autoritaire concernant un peuple colonisé, nous reconnaissons les limites inhérentes à notre positionnement en tant qu'étudiante blanche effectuant une recherche décoloniale sur une région dont elle n'est pas originaire. Cette prise de position s'inscrit dans les théories du savoir situé (Haraway 1988), qui

soulignent que toute production de connaissance est ancrée dans une position sociale, historique et politique spécifique. Loin de prétendre éliminer ces dynamiques, nous cherchons à les rendre visibles et à réfléchir à leurs implications. Notre objectif n'est pas de parler à la place des subalternes, mais plutôt de contribuer à la création d'une discussion sur le sujet, de créer des conditions d'écoute critique, tout en étant pleinement consciente des filtres et médiations impliqués — par la position sociale et épistémique de la chercheuse, la méthodologie et le cadre théorique utilisé — dans ce processus. Ainsi, tout au long de notre recherche, nous avons veillé à adopter une posture réfléchie dans le choix des sources, notamment en privilégiant des témoignages ouïghours issus de la diaspora ou des recherches effectuées par des ouïghour·e·s, dans notre manière d'interpréter les discours officiels, en mettant de l'avant des contradictions du discours colonial chinois, et dans notre rapport aux cadres théoriques mobilisés, en les mettant en dialogue avec des épistémologies critiques non occidentales.

1.4 Méthodologie

La méthodologie de ce mémoire repose sur une approche qualitative en effectuant une analyse thématique de la rhétorique du ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine concernant la situation des Ouïghour·e·s au Turkestan oriental. Selon Paillé et Mucchielli (2021, 232), l'analyse thématique est :

la transposition d'un corpus donné en un certain nombre de thèmes représentatifs du contenu analysé et ce, en rapport avec l'orientation de la recherche (la problématique). L'analyse thématique consiste, dans ce sens, à procéder systématiquement au repérage, au regroupement et, subsidiairement, à l'examen discursif des thèmes abordés dans un corpus.

Ce type d'analyse mène à la création d'un arbre thématique qui renseigne de façon visuelle, la totalité des thèmes et rubriques tout en documentant les liens existants entre eux. Concernant la dénomination et validation des thèmes, nous avons décidé de garder la formulation la plus proche des extraits analysés, conformément à ce qui est conseillé par Paillé et Mucchielli (2021, 246).

Pour ce qui est de la recherche de notre corpus, nous avons donc sélectionné 35 documents officiels (2018-2023), publiés sur le site web du ministère des affaires étrangères de la Chine, en anglais. Ces documents ont été sélectionnés par le biais d'une recherche unique sur le moteur de recherche

de la page d'accueil de la version anglaise du site web du ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine. Le mot clé qui a été tapé sur la barre de recherche est le suivant : « Xinjiang », aucun critère temporel n'a été ajouté. Si 169 articles nous ont alors été suggérés, nous n'avons retenu que les 35 qui offraient une justification explicite de la situation au TO à la communauté internationale. Pour les identifier, nous avons procédé à une lecture exploratoire de l'ensemble des textes disponibles, en portant une attention particulière aux passages dans lesquels le ministère s'adresse directement à la communauté internationale et réfutent le génocide ou présentent leur version des faits. Les articles qui ont été retenus sont ceux qui contenaient des arguments discursifs clairs visant à légitimer les politiques chinoises au TO auprès d'un public international. Au final ce sont 14 transcriptions des conférences de presse et une transcription d'un entretien avec CTV Calgary, ainsi que 20 articles publiés dans la presse étrangère par des ambassadeurs de la RPC qui ont été retenus. Puisqu'ils étaient destinés à la communauté internationale, ces documents qui constituent notre corpus de sources primaires sont en langue anglaise. Nous avons décidé d'exclure les transcriptions des discours des ambassadeurs lors d'événements publics (comme aux Nations unies par exemple), et les articles effectuant uniquement la promotion du tourisme au TO, car ces documents présentent un discours similaire et donc ne fournissent pas d'informations variables qui pourraient être analysées. Ces documents représentent l'idéal à travers lequel la RPC veut se présenter à la communauté internationale et ne visent pas à apporter une justification directe et détaillée des politiques répressives contrairement aux conférences de presse, l'entrevue avec la presse ou les articles publiés dans les médias étrangers. Bien que ces documents relèvent d'un effort de communication envers la communauté internationale, leur contenu se révélait fortement répétitif et peu analytique, souvent limité à des formules protocolaires. Les discours d'ambassadeurs, suivent une ligne diplomatique stricte et sont rarement adaptés en fonction du contexte ou de l'audience, ce qui les rend peu informatifs sur la stratégie discursive de légitimation de la RPC. À l'inverse, les articles publiés par le Ministère des affaires étrangères dans différents pays offrent une plus grande diversité de registres et de types de justifications, permettant une analyse plus détaillée du discours de propagande. Notre critère d'exclusion repose donc sur le faible degré de variation et de complexité argumentative dans ces documents, qui limite leur intérêt analytique dans une approche qualitative du discours.

Conformément à notre cadre théorique d'analyse de discours politiques, nous avons défini des critères précis pour repérer les procédés de manipulation et de légitimation dans les discours officiels. Ainsi, afin d'éviter que cette recherche ne se limite à une confirmation d'idées préconçues et d'effectuer une véritable analyse des discours politiques, nous avons défini des critères rigoureux pour déterminer s'il y a manipulation et/ou répétition. En mentionnant la manipulation, nous entendons l'ensemble des procédés discursifs visant à orienter la perception du lecteur sans explicitation des enjeux ou sans possibilité de remise en question. Concrètement, la manipulation peut inclure les procédés suivants : 1) l'occultation d'informations essentielles (par exemple : déni complet des violations de droits humains, de la répression) ; 2) l'usage systématique de disqualifications, de stéréotypes ou de termes dénigrants à l'encontre des Ouïghour·e·s ; 3) la présentation de l'idéologie dominante comme universelle (par exemple : sécurité = stabilité = unité ethnique). Pour repérer la manipulation, nous porterons attention à des éléments récurrents tels que : 1) la présence de contradictions internes dans le discours ; 2) des généralisations abusives ; 3) des glissements sémantiques entre concepts (exemple : extrémisme = terrorisme = ouïghour·e·s). Pour ce qui est de la répétition, nous la considérerons comme stratégique à partir du moment où un même argument, une même expression ou une même justification apparaît dans au moins trois documents distincts du corpus. Le caractère manipulateur de cette répétition sera évalué en fonction : 1) de son association à un déni d'alternative (par exemple : « il n'y a pas d'autre voie que la rééducation », « la surveillance est nécessaire pour le bien commun ») ; 2) de son emploi pour légitimer des politiques coercitives ; 3) de son effet sur la disqualification des témoignages des ouïghour·e·s de la diaspora.

D'autre part, la construction des rubriques, thèmes et sous-thèmes se sont effectuées de la manière suivante. Pour procéder à l'analyse des documents officiels, la chercheuse a d'abord lu attentivement l'ensemble des textes à plusieurs reprises afin de s'imprégner du langage, des arguments récurrents et des procédés discursifs employés. Ensuite, elle a relevé les points communs et les expressions similaires, ce qui lui a permis de dégager des premières rubriques d'analyse. À partir de ces éléments, elle a poursuivi avec une relecture plus ciblée en associant à chaque rubrique des thématiques générales qui correspondaient au plus près du contenu des textes. Une nouvelle relecture a ensuite été nécessaire pour affiner ces catégories en identifiant des sous-thématiques plus précises, qui découlent des thématiques générales et des rubriques, notamment afin d'ajouter

des éléments complémentaires et de repérer les stratégies discursives telles que la répétition, la manipulation ou la disqualification de l'opposition. Une fois les thématiques et sous-thématiques bien établies, la chercheuse a structuré l'ensemble dans un arbre thématique, qui a ensuite été décliné en plusieurs figures qui ont été insérées dans le mémoire, afin de rendre plus visuelle l'organisation discursive des justifications produites par le gouvernement chinois. L'arbre thématique permet de visualiser les liens au complet entre chaque argument afin de comprendre comment ceux-ci se renforcent et s'entremêlent pour construire la justification globale du gouvernement chinois sur le génocide ouïghour.

Notre approche d'analyse du discours a été effectuée à l'aide d'un cadre théorique féministe et décolonial qui vise à contribuer à une meilleure compréhension des stratégies rhétoriques et représentations instrumentalisées par un État autoritaire pour défendre ses politiques coercitives sur la scène internationale. Un tel cadre théorique permet d'analyser la manière dont les discours officiels sur le TO participent à la construction d'un pouvoir colonial genré, en rendant visibles les dynamiques de domination à l'intersection du nationalisme, du patriarcat, de l'islamophobie et du racisme, tout en recentrant l'analyse sur les voix et les expériences des ouïghour·e·s, souvent marginalisé·e·s dans les récits géopolitiques traditionnels. Cette analyse nous permet aussi de mieux comprendre la manière la Chine construit un récit positif pour justifier ses politiques répressives. À travers notre analyse, nous examinons notamment les arguments justificatifs et les représentations des Ouïghour·e·s qui participent à légitimer les violences coloniales au TO. Notre analyse thématique nous permet de faire ressortir les arguments du gouvernement chinois pour justifier leurs actions et les stratégies discursives utilisées dans leurs discours.

CHAPITRE 2

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, MODERNISATION ET RESPECT DES DROITS HUMAINS

Le second chapitre de ce travail de recherche présente une partie des résultats de notre analyse. Nous avons dégagé 59 thèmes et sous-thèmes, ainsi que 4 rubriques qui représentent les différents arguments utilisés par le gouvernement chinois pour justifier les politiques coercitives au TO. Dans un premier temps, nous allons détailler des observations que nous avons faites en analysant les documents et qui se révèlent être utiles à la lecture des résultats. Ensuite, nous plongerons dans la description et l'analyse de chacun des arguments du gouvernement chinois. À la lecture des arguments, nous recommandons de lire les figures 2.1 et 2.2, pour visualiser les liens entre les différentes rubriques, nous conseillons de se référer à l'arbre thématique en Annexe A. Ces éléments permettent de visualiser comment les différentes rubriques, thèmes et sous-thèmes sont liés et se renforcent entre eux pour construire un récit positif des diverses mesures de contrôle et de surveillance mises en place au TO et qui contribue ultimement à justifier les politiques coercitives à la communauté internationale.

2.1 Observations sur les documents analysés

2.1.1 La composition médiatique des conférences de presse

Lors de l'analyse de notre corpus, nous avons repéré plusieurs indices qui remettent en question la transparence des conférences de presse du gouvernement chinois sur le TO. Tout d'abord, la composition des médias présents lors des conférences de presse qui se déroulent en Chine évolue et témoigne d'un contrôle croissant de l'information par les autorités chinoises. Lors de la première conférence, parmi les médias qui ont pu poser des questions, on compte trois médias chinois, accompagnés de trois médias étrangers ayant publiquement exprimé leur soutien à la Chine (Indonésie, Pakistan, Russie) ainsi que de cinq médias se présentant comme opposés ou neutres (Espagne, France, Israël, Qatar). En comparaison, lors de la quatrième conférence, on ne comptait qu'un seul média étranger impartial ou opposé à la Chine (France), un média étranger favorable (Pakistan), et neuf médias chinois. Cette évolution illustre une nette diminution de la diversité des voix médiatiques, marquée par une surreprésentation des médias nationaux contrôlés par le gouvernement et une quasi-disparition des observateurs étrangers.

Cette observation suggère plusieurs hypothèses : il est possible que les autorités chinoises aient progressivement instauré des restrictions d'accès plus strictes pour les journalistes étrangers perçus comme trop critiques, limitant leur capacité à assister aux conférences ou à poser des questions. Ce contrôle accru viserait à éviter toute remise en cause publique de la version officielle des faits et à préserver l'image d'un discours unifié, positif et cohérent sur la situation au TO. Il se peut également que certains médias internationaux aient choisi de se désengager volontairement de ces événements, estimant que les conférences de presse manquaient d'impartialité et ne permettaient pas un réel accès à l'information, ou qu'elles servaient davantage à légitimer une stratégie de communication étatique plutôt qu'à répondre aux préoccupations internationales sur les droits humains. Il est donc possible que ces conférences de presse soient méticuleusement organisées et que le discours du PCC et des « témoins » ouïghours qui participent à ces conférences soit aussi scripté, ce qui est évidemment à prendre en compte à la lecture de nos résultats.

2.1.2 Une organisation similaire des conférences de presse

De plus, les sept conférences de presse qui se sont déroulées en Chine entre décembre 2020 et avril 2021 se sont toujours organisées de la manière suivante. Un représentant du ministère des Affaires étrangères de la RPC présente la région comme prospère, stable et harmonieuse. Ensuite, un membre du gouvernement local affirme que, malgré le développement en cours, la menace terroriste persiste et soutient également que certains discours sur la situation des Ouïghours nuisent à la stabilité et freinent le développement de la région. Enfin ils invitent les journalistes présents, internationaux et chinois à avoir un point de vue objectif sur la situation. Voici un extrait de notre corpus concernant l'intervention d'un membre du gouvernement local en début de conférence de presse, les sept conférences de presse étudiées qui se sont déroulées en Chine ont une introduction similaire :

Good morning friends from the press. I'm very happy meeting you here again. This is the third press conference on Xinjiang-related issues being held in Ministry of Foreign Affairs of People's Republic of China.[...] Issues like antiterrorism and deradicalization is more than a problem that Xinjiang is facing with, it's also a worldwide problem. In recently years, Xinjiang has taken great effort to realized the fact that there's no terrorist attacks in four consecutive years in Xinjiang. It's uneasy. It's proved that many actions in Xinjiang are active and effective with referential values. I'd like to suggest to some media that, rather than picking thorns with color glasses, you can calm yourselves and think, how Xinjiang realized stable development and what

effective actions have conducted. I hope the cameras of yours spreading Xinjiang's experience to the whole world, as well as share that of the other countries' to us. Thank you!¹¹ (Ministry of Foreign Affairs, RPC, 2021b).

Nous avons aussi remarqué que les témoignages des Ouïghour·e·s sont principalement utilisés pour répondre aux questions sur les conditions de vie dans les camps, les pensionnats pour enfants et les stérilisations et avortements forcés. Ces témoignages adoptent alors un schéma bien précis et ont beaucoup de détails. De plus, les journalistes n'ont pas l'opportunité de poser des questions supplémentaires aux témoins. Voici un exemple de ce type de témoignage :

Hello! I am Alimujaan Ahmat. I am a graduate trainee of the vocational education and training center in Shache County, Kashgar Prefecture. I am now a middle-level manager of a company. Our personal freedoms were never restricted at the vocational education and training center. Every weekend I asked leave to get home, playing with my children and help my wife do house chores. Family reunions were secured at traditional festivals such as Eid al-Adha. For students living further away from home, the center arranged a shuttle bus that everyone could ride free of charge. If something happens at home, we can ask for leave at any time. Usually, we can get in touch with our family by phone and video link. When I made video calls with my family, I often told them about my life at the center, the new knowledge I have learned, and my plans for use future. At the center, I learned that respecting and protecting freedom of religious belief is a basic state policy. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021c).

Ainsi, les témoignages durant les conférences de presse et les questions des médias présents apparaissent comme planifiées. C'est pourquoi il faut noter que sept des quatorze les conférences de presse de notre corpus d'analyse se sont déroulées en Chine, entre décembre 2019 et avril 2020, suite à l'indignation de la communauté internationale des répressions envers les Ouïghour·e·s. Dans ces dernières, l'on observe alors que les mêmes arguments et exemples sont répétés plusieurs fois et soutiennent que la Chine est bienveillante envers les Ouïghour·e·s :

When talking about "cotton picking", years before, when it came to the harvest season, many workers from Provinces of Henan, Sichuan, Gansu came to Xinjiang by train, they were called "cotton picking contingents". Local workers in Xinjiang also

¹¹ Les extraits de notre corpus ont été retranscrits tel quels. Les éventuelles fautes d'orthographe, de grammaire ou de vocabulaire sont dus à la traduction des propos par les auteur·e·s et non la chercheuse. À noter que les conférences de presse qui se sont déroulées en Chine étaient en mandarin mais qu'une traduction simultanée était assurée en anglais pour les journalistes étrangers. Ainsi, les documents analysés sont des traductions du mandarin à l'anglais à destination de la communauté internationale.

voluntarily went to cotton producing areas to help the picking. They worked together and cared about each other, building strong bond of friendship. Picking cotton is totally the farmers' voluntary choice: a month-long work can bring them about 10.000 yuan of income. Isn't it a wise decision? (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b).

In previous years, when the cotton harvest time came, quite a number of Han migrant workers in He Nan Province and Si Chuan Province would take trains and come to Xinjiang for seasonal cotton-picking, hence, they were called "cotton-picking army". Farmers of different ethnic groups within Xinjiang also went to join them and formed deep friendship with them after working together and helping each other. All of them, from other parts of Xinjiang or China, came to pick cotton of their own accord, because for only one month, they could earn as much as 10,000 yuan, why not go ahead with it? (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021a).

À la lecture des extraits ci-dessus, on remarque que le discours est similaire: il n'y a pas que des des travailleurs locaux qui ramassent du coton au TO, certain·e·s viennent de Henan et du Sichuan pour travailler « volontairement » et gagner 10 000 yuan. La conclusion est étrangement similaire puisque l'on suggère que c'est une bonne décision de le faire. Cet extrait démontre parfaitement au lecteur que les Ouïghour·e·s seraient libres, qu'ils seraient payés pour le travail qu'ils feraient et qu'ils ne seraient pas exploité·e·s puisque d'autres personnes travailleraient avec eux dans les champs de coton. En définitive, cet extrait participe à construire une image d'invisibilisation du travail forcé en Chine et des violations de droit humain dans les camps, en les disséminant dans un discours de volontariat, de rémunération équitable et d'égalité. En insistant sur la diversité ethnique des travailleurs et en ignorant les répressions, ces extraits cherchent à légitimer la situation aux pays étrangers.

2.1.3 Des témoignages similaires

D'autre part, dans 6 des 14 conférences de presse analysées, on retrouve 36 témoignages de personnes ouïghoures, qui évoquent les bienfaits des politiques chinoises implantées dans la région. Ces témoignages semblent suivre un script précis : la personne se présente, explique en quoi elle est heureuse et pourquoi, étant donné qu'elle est heureuse, il ne peut pas exister des politiques coercitives dans la région. Les extraits suivants ont été relevés lors de conférences de presse en Chine qui se sont déroulées en décembre 2020 et en février 2021. Le premier est plus détaillé car il a eu lieu lors de la première conférence de presse donnée par la RPC concernant la situation des

Ouïghours, le PCC privilégiait alors de longs témoignages très détaillés, le second est plus concis mais souligne aussi les éléments relevés ci-dessus :

My name is Paziliya Tursun, 23 years old and from Wushi County, Aksu Prefecture. My father passed away years ago, my mother falls ill for long time, and my little brother needs to go to school. Our relatives help to manage the farmland of my family. We don't have any stable income. So, in order to help my family out, I came to an local company in Aksu City introduced by friends. At first, I was worried that I might not be able to adapt myself to the work and life at the company. But soon, I found my concerns was unnecessary. At the beginning, I wasn't familiar with my work, but after receiving targeted training in the company, my skills were improved step by step. Meanwhile, I consulted with other co-workers frequently at spare time, who all taught me hand by hand like brothers and sisters. I became a skillful worker and core member within one year, and then was promoted to a group head. My salary has increased from over 3000 RMB to more than 5000 RMB. I am quite satisfied with my current job, not only because of salary, but also the good living conditions the company has offered. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b).

Hello! I am Turdigul Nur from Kashgar City. I graduated from the vocational education and training center. After graduating from the vocational education and training center, my husband and I had a daughter last year, and she is almost one year old now. Please look at the pictures of my kid. Is she cute? How could we have child if we were forced to sterilize? Thank you! (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021c).

D'autre part, l'organisme américain ProPublica a analysé un échantillon de « témoignages » vidéo de personnes ouïghoures publiés sur YouTube et X par le gouvernement chinois, révélant que des expressions telles que « *complete nonsense* » et « *Pompeo's anti-China lies* » sont fréquemment utilisées dans ces vidéos (Angwin, Kao et Shuang Li 2023). Cette observation de l'organisme résonne avec notre étude qui révèle que 14 témoignages sur 36 comprennent des affirmations similaires qui visent à décrédibiliser les accusations du gouvernement américain et de ses alliés. Les trois extraits suivant démontrent l'utilisation fréquente du terme « *nonsense* » :

Would those foreigners give money to us if we did not go out for work? They also said that our freedom is restrained and work with low pay, these are all totally nonsense. They did not come to visit our factory, nor did they talk with us face-to-face to know the truth. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b).

Some foreigners said that we are forced to work in inland cities and monitored, which is totally nonsense. It is our freedom to travel to any places in China. Who doesn't want

to go if we can have higher income and better treatment inland? (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021a).

Some people overseas say that we are "forced to work after graduation with low pay, limited personal freedoms and under surveillance." These claims are nonsense. If we are forced to work and our personal freedoms are restricted, how could I resign from my previous job? (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021c).

À la lecture de ces trois témoignages, l'on remarque que l'utilisation du terme « *nonsense* » paraît imposé et nécessaire pour décredibiliser les discours adverses. L'utilisation de questions rhétoriques fonctionne aussi comme un outil de persuasion implicite pour les lecteurs, afin de faire passer le discours chinois comme une évidence. Cette hypothèse est appuyée par l'organisme ProPublica, qui affirme avoir contacté un Ouïghour figurant dans leur échantillon de vidéos analysées. Ce dernier aurait alors avoué que ce sont les autorités de propagande locales qui lui aurait demandé de fournir de faux témoignages (Angwin, Kao et Shuang Li 2023). L'Alliance Parlementaire Internationale sur la Chine a confirmé cette observation en dénonçant l'habitude du gouvernement chinois de récolter de faux aveux, en utilisant l'intimidation ou le harcèlement (Inter-Parliamentary Alliance on China 2021). Les allégations formulées par ces deux organismes, ainsi que les similarités entre les témoignages rapportés dans le document de Angwin, Kao et Shuang Li (2023) et ceux observés dans notre analyse, nous permettent de questionner la véracité des témoignages lors des conférences de presse organisées par le gouvernement chinois. Considérant ceci, il est donc plausible, voire même probable, que les personnes ouïghoures présentes lors de ces conférences de presse aient été contraintes de livrer un récit positif et scripté de la situation au TO devant les médias étrangers.

2.1.4 L'entretien avec CTV Calgary

Lors de l'analyse du document « Dialogue with Media about China's Xinjiang », nous avons relevé un thème différent de tous les autres documents de notre corpus. En effet, dans ce document, le Consulat général de la RPC à Calgary affirmait que « the Chinese Government does not have to "force" them to work. In the fastest-growing economy, if somebody doesn't work, he or she will be left behind. » (Consulat général de la République populaire de Chine à Calgary 2021). Ce document fait le compte rendu d'un entretien qui s'est déroulé entre la consule de Calgary de la RPC et CTV

Calgary et a été publié le 6 mars 2021 sur le site web du ministère des affaires étrangères de la RPC. Cette observation nous a conduit à questionner notre thématique du « besoin de travailler » et pourquoi cet argument diffère tant du discours original du gouvernement chinois. Cette thématique est unique puisque l'on estime que le « besoin » de travailler pour les Ouïghour·e·s est si essentiel que les conditions de travail deviennent secondaires. Le fait qu'aucun autre document de notre corpus aborde cet argument démontre un défaut potentiel dans l'argumentaire chinois. Nous avons donc souhaité consulter cette entrevue en vidéo ou l'article de CTV Calgary qui aurait détaillé la position de la consule générale. Cependant, le gouvernement chinois n'a inséré aucune information permettant de retrouver l'entrevue ou l'article publié par le média sur son site web. Le document de notre corpus affirme que l'entrevue a été diffusée en ligne sur CTV Calgary. Ainsi, après avoir effectué des recherches sur le site web de CTV Calgary et sa chaîne YouTube, nous n'avons trouvé aucune information retraçant la tenue d'une entrevue avec la consule générale de Calgary en 2021. Nous avons donc contacté CTV Calgary par correspondance électronique pour les questionner sur leurs archives, afin de savoir plus sur l'entretien en question. Une gestionnaire des opérations nous a alors été indiquée qu'aucun enregistrement de la tenue d'une entrevue avec la consule générale de la République Populaire de Chine à Calgary n'existe dans leur système¹². Cette observation nous amène donc à remettre d'autant plus en question la véracité des informations, témoignages et documents présentés par le gouvernement chinois.

2.1.5 Une conférence de presse indisponible

Enfin, la dernière observation que nous avons faite concernant les conférences de presse, est que le gouvernement chinois a organisé sept conférences de presse officielles en Chine concernant le TO. Le gouvernement chinois a nommé ses conférences de presse par ordre chronologique sur son site web. Cependant, nous n'avons pas trouvé la cinquième conférence de presse sur leur moteur de recherche, il semblerait donc que celle-ci n'ait pas été transcrite en anglais, ou n'ait pas été publiée pour une raison adjacente dont nous n'avons pas connaissance. Nous estimons que celle-ci s'est déroulée entre le 18 février 2021 et le 31 mars 2021 (dates de la tenue de la quatrième et sixième

¹² Courriel personnel de Mme Byrka Tammy à la chercheuse, 28 mars 2025.

conférence de presse), et qu'il y a une raison suffisamment importante pour laquelle le gouvernement chinois ne partage pas les informations concernant cette dernière.

2.1.6 Contexte de production des articles écrits par les ambassadeurs chinois et publiés dans la presse étrangère

Enfin, nous souhaitons partager quelques informations contextuelles sur les articles rédigés par des ambassadeurs et publiés sur le site du ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine qui ont tous été initialement diffusés dans des journaux de la presse étrangère. Ces 21 articles ont été publiés entre août 2018 et avril 2021 dans 16 pays différents¹³. Quatre d'entre eux cherchent à promouvoir le TO en mettant en avant sa stabilité ethnique et sa beauté, tout en incitant les lecteurs à visiter la région afin de constater par eux-mêmes l'inexistence du génocide. Parmi les 21 articles analysés, 14 ont pour objectif de « rétablir la vérité » en réfutant ce qui est qualifié de désinformation. Enfin, six articles comparent la situation du TO à celle d'autres pays, tels que l'Afghanistan, le Nigeria ou le Sri Lanka, en soulignant les menaces terroristes qu'ils affrontent et en leur recommandant l'usage de camps de rééducation comme outil de lutte contre l'extrémisme. Parmi ces 21 articles, trois d'entre eux s'opposent explicitement à la reconnaissance internationale du génocide des Ouïghours, en remettant en cause des initiatives comme le *Uyghur Human Rights Project* ou le *Uyghur Tribunal*. Dans ces prises de position, les ambassadeurs rejettent la légitimité de telles initiatives et blâment les pays qui les soutiennent, accusant ces derniers de relayer une campagne de désinformation organisée.

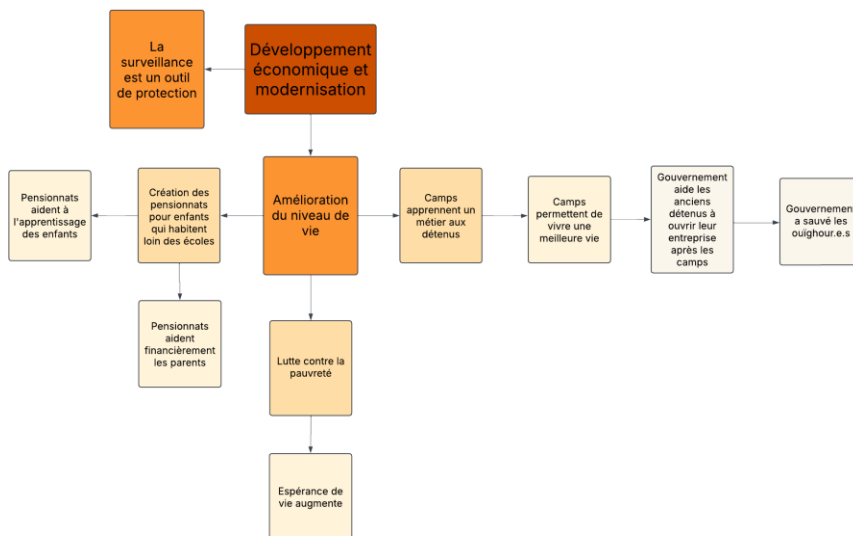
2.2 Développement économique et modernisation

À de nombreuses reprises, le gouvernement chinois justifie ses politiques répressives par la nécessité de stimuler le développement économique de la région. Présenté comme une priorité nationale, ce développement sert aussi d'argument stratégique car est difficilement critiquable par les pays occidentaux qui l'accusent de génocide, et ne peuvent reprocher à la Chine de favoriser la croissance au TO. Cependant, derrière ce discours sur la prospérité, l'harmonie et la stabilité, se

¹³ Ces pays sont les suivants : Afghanistan (2 articles publiés), Afrique du Sud, Égypte, Estonie (2 articles publiés), États fédérés de Micronésie, Grenade, Islande (2 articles publiés), Nigeria (4 articles publiés), Nouvelle-Zélande, Pakistan, République Fédérale de Somalie, Royaume-Uni, Sri Lanka, Timor-Leste et Trinidad et Tobago.

cache une stratégie discursive de légitimation des politiques coercitives. Nous avons organisé tous les arguments sur le « Développement économique et modernisation » en deux thèmes : 1) la surveillance est un outil de protection et 2) l'amélioration du niveau de vie. On a ensuite dégagé 3 sous-thèmes du dernier thème : 1) création des pensionnats pour les enfants qui habitent loin des écoles, 2) lutte contre la pauvreté et 3) camps apprennent un métier aux détenus. Chaque thème et sous-thème nous permet de comprendre comment le gouvernement chinois présente ses politiques dans la région ouïghoure de manière à camoufler la nature coercitive de celles-ci. Il est recommandé de se référer à la figure 2.1 pour comprendre les liens entre chaque arguments, et à l'annexe A pour les liens distants avec les autres rubriques.

Figure 2.1 Arguments du développement économique et de modernisation



2.2.1 La surveillance est un outil de protection

À l'analyse de notre corpus, nous avons dégagé cet argument expliquant comment les technologies et la modernisation de la région sont utilisées comme prétextes pour justifier l'implémentation des caméras et mécanismes de surveillance avancés. À six reprises dans notre corpus, le gouvernement chinois explique que les habitants de la région seraient en danger s'il n'y avait pas de caméras car ces dernières seraient un bon moyen d'identifier les terroristes. Cet argument est souvent évoqué lors des conférences de presse, lorsque la question de la surveillance des pratiques religieuses des Ouïghour·e·s est posée par des journalistes. Dans un cas sur deux cette justification est

accompagnée d'une mention d'un attentat qui s'est produit en 2014, et pour lequel les caméras de surveillance ont aidé les autorités à retrouver les suspects : « Installing cameras in the region's mosques is to protect the safety of our clerics and believers, and to prevent and fight terrorist activities. » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b).

La surveillance est liée au développement économique et à la modernisation dans la rhétorique du PCC car les mécanismes de sécurité mis en place dans la région sont décrits comme étant « une avancée technologique importante permettant la sécurité de tous les habitants de la région » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b). Cependant, comme souligné par le journaliste Nithin Coca (2018) c'est bien plus qu'une mesure de protection des habitant·e·s qui est mise en place au TO mais un véritable système de surveillance intrusif : avec des stations de police à chaque coin de rue, des caméras avec reconnaissance faciale, des drones et des contrôles d'identités fréquents. Les Ouïghour·e·s sont contrôlé·e·s pour chacun de leurs faits et gestes au TO avec l'investissement du PCC dans la haute technologie de surveillance (Caskey et Murtazashvili 2022). Cet argument est évidemment lié à la rubrique « Lutte contre le terrorisme et l'extrémisme », que nous analyserons dans le chapitre 3, dans la mesure où ces mesures sont aussi présentées comme nécessaires dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme dans la région.

2.2.2 Amélioration du niveau de vie

La promesse d'une amélioration du niveau de vie constitue le thème le plus récurrent de notre analyse. Il apparaît 67 fois, et se décline en trois sous-thèmes : 1) les pensionnats ont été créés pour les enfants habitant loin des écoles, 2) lutte contre la pauvreté, et 3) les camps de rééducation apprennent un métier aux détenus. L'argument de l'amélioration du niveau de vie est systématiquement mobilisé pour justifier les politiques menées au Turkestan oriental. Dans les discours officiels, les camps, les pensionnats et les politiques de rééducation sont présentés comme des outils permettant de sortir les Ouïghour·e·s de la pauvreté, d'avoir un plus grand pouvoir d'achat, un avenir professionnel stable et de garantir l'accès à une vie moderne, urbaine, instruite et productive.

Au-delà de ces objectifs affichés, l'argument de l'amélioration du niveau de vie sert également à construire un récit national valorisant, dans lequel la Chine apparaît comme une société heureuse, prospère, unie et multiethnique. Ce récit est véhiculé à la fois dans les conférences de presse et les articles de presse publiés dans les médias internationaux dans lesquels la Chine entretient de bonnes relations politiques pour justifier ses politiques coercitives. Cela permet ainsi de neutraliser les critiques internationales portant sur la répression des Ouïghour·e·s en suggérant que les transformations imposées seraient en réalité bénéfiques et souhaitées :

some of them have started their own businesses and set up good examples in shaking off poverty. For example, Ablikim Dawut who graduated from the vocational education and training center [...] has been employed in an electrical company by virtue of his vocational skills acquired in the training center. Now he is a leading employee of the company, and earns a monthly salary of more than 5,000 yuan, making his whole family much better-off. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b).

2.2.2.1 Les pensionnats ont été créés pour les enfants habitant loin des écoles

Les pensionnats, aussi appelés orphelinats étatiques, sont des endroits dans lesquels les enfants ouïghour·e·s sont détenu·e·s de force, dans lesquels ils ont interdiction de parler leur langue maternelle, apprennent le mandarin et la culture chinoise, sont battu·e·s et torturé·e·s (Fiskesjö et Turdush 2024). Ces pensionnats servent à effacer la culture ouïghoure et l'Islam, en les conformant à un mode de vie « moderne », de nombreux témoignages et chercheurs affirment que les enfants ouïghours sont souvent violentés et affamés dans ces institutions étatiques (Caksu 2020, 183). Cette politique a été mise en place par le gouvernement dans le but d'éradiquer la culture ouïghoure. Ainsi, dans le cadre de notre analyse, les pensionnats sont justifiés par le gouvernement chinois comme étant des internats permettant aux familles habitant loin des villes d'envoyer leurs enfants à l'école gratuitement. Ces internats permettraient alors d'enlever un « fardeau financier » aux familles en envoyant volontairement leurs enfants dans des écoles gratuites :

The Compulsory Education Law stipulates that people's governments at county level set up boarding schools to guarantee the children of school age who live far away from schools to receive compulsory education. Xinjiang is a vast region. Villages and towns are quite far apart and some of them are inadequately accessible by public transport, making it a huge burden for parents to take care of their children's school commuting every day. In order to solve this problem, Xinjiang makes boarding schools an important item for standardization of compulsory schools and balanced development

of compulsory education. It has effectively solved the difficulties for students from faraway rural and pastoral areas. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021a).

Les justifications encadrant les pensionnats sont uniquement faites durant les conférences de presse du gouvernement chinois et ne font pas partie du discours général justificatif de la RPC. Par ceci, nous entendons que le sujet des pensionnats n'est pas mis de l'avant par la RPC et n'est jamais mentionné par le gouvernement lui-même, et fait plus office de justification directe à l'issue d'une question durant les conférences de presse. Le gouvernement chinois utilise principalement des témoignages de parents qui auraient envoyés volontairement leurs enfants dans les pensionnats et décrivent les bienfaits de ces écoles durant les conférences de presse. Dans l'extrait suivant, un père explique que les pensionnats permettraient d'aider les enfants à améliorer leur apprentissage:

My son's academic performance has been greatly improved. As our children are learning in boarding schools, we are very relieved and do not have worries on them. Here, I would like to tell those overseas slander makers that since my wife is a teacher herself, we are very clear about that the boarding school is very good. If what you said is true, do you think we will send our children to boarding school? (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021e).

Lorsque la question est posée par un journaliste et qu'il n'y a pas de « témoin » ouïghour dans la salle, ce sont les officiels du gouvernement local qui justifient cette politique, mais les explications sont souvent courtes et peu argumentées:

The boarding school system is an effective means to improve education in China's remote areas and ease the burden on students and their families. In Xinjiang, students of all ethnicities attend schools closest to their homes. Those living near the campus can be commuter students. For those living further away, schools provide them with free accommodation, plus free meals for those from rural families. It is up to the students and their parents to decide whether to live on or off campus. (Ambassade de la République populaire de Chine en Afghanistan 2020).

2.2.2.2 Lutte contre la pauvreté

Un autre thème fréquent utilisé par la Chine, tant dans ses conférences de presse que dans les articles publiés dans la presse étrangère, est celui de la lutte contre la pauvreté. À de nombreuses reprises, le gouvernement chinois se vante d'avoir éradiqué la pauvreté dans la région et de continuer de poursuivre de nombreux efforts en ce sens. Cependant, le discours employé souligne

fréquemment les « accomplissements (*success*) » du gouvernement chinois d'avoir « sorti de leur retard les populations arriérées (*backwardness*) », qui est une expression coloniale et raciste à la vue du contexte historique au TO, que nous avons expliqué dans le chapitre 1, et qui dénigre la culture ouïghoure et effectue une hiérarchie des cultures. Cependant, le gouvernement chinois essaie de transformer ce discours en le liant à sa politique de lutte contre la pauvreté tout en cachant des intérêts racistes sous forme d'opportunité politique et en ignorant les violences associées à ces programmes d'emploi, comme c'est le cas dans l'extrait suivant : « [...] the local people in Xinjiang enjoy the right to work, aspire to move out of poverty and backwardness and are working towards that goal. » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b).

Pour renforcer son argumentaire sur la lutte contre la pauvreté, l'État présente aussi des statistiques sur l'augmentation de l'espérance de vie et la croissance du PIB régional, ce qui participe à construire un récit dans lequel les Ouïghour·e·s ne pourraient pas être victimes d'un génocide, puisque des indicateurs statistiques du gouvernement témoigneraient d'un progrès économique et social depuis la fondation de la RPC. Ce discours présente la Chine comme un État protecteur et moderne, soucieux du bien-être de l'ensemble de ses citoyen·ne·s, uni·e·s dans une région stable et heureuse :

From 2010 to 2018, the Uygur population in Xinjiang increased by 25%, which was much higher than the 2% increase of the Han population. In the past 40 years, the Uygur population in Xinjiang has doubled. In the past 60 years, the aggregate economic volume of Xinjiang has increased by more than 200 times, and the per capita GDP has increased by nearly 40 times. In order to meet people's desire for poverty alleviation and employment, governments at all levels in Xinjiang, on the basis of fully respecting their wishes, help the people to find jobs in other provinces and cities and lead a better life with higher income. Has such a kind of "genocide" even been seen in the world? (Ambassade de la République populaire de Chine en Estonie 2021).

Dans ce discours, il est aussi possible de constater que la lutte contre la pauvreté est mobilisée comme l'une des raisons expliquant la baisse du taux de natalité au sein de la population ouïghoure. En effet, selon la RPC, cette diminution serait le résultat d'un changement de mentalité des femmes ouïghoures, désormais désireuses d'avoir moins d'enfants, en raison des effets positifs apportés par le développement économique. Des témoignages sont fréquemment utilisés pour démontrer ce lien causal :

Meanwhile, with the promotion of poverty alleviation, the production and living conditions in poverty-stricken area of southern Xinjiang have been greatly improved with the markedly speeding of urbanization process, consistently increasing of urban population and greatly improving of educated level with cultural quality of people of all ethnic groups. With the change of mindset, people's willingness to give birth is also declining. All ethnic groups choose to marry late and give births late of their own accord in order to have fewer and better births. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021a).

Le témoignage suivant illustre les bienfaits du développement économique et des structures plus modernisées de garderies et de soins qui aideraient les femmes ouïghoures à augmenter les revenus de leurs ménages. Ultimement elles changeraient alors d'avis et décideraient volontairement d'avoir moins d'enfants :

Nowadays, the ideas on child-bearing have changed among us village women. Many of them told me that people were poor in the past because they gave birth to too many children. They had to take care of the children and therefore cannot go out to make money. Things are changed now. They have time to do what they like because of the sound prenatal and postnatal care. Take me as an example. My husband and I have 2 kids. We are living a perfectly happy life as we both have stable jobs and work hard enough. Everything is better now. Thank you. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021e).

Enfin, les arguments de progrès en matière de lutte contre la pauvreté et de développement économique de la région sont utilisés pour présenter la région comme prospère et harmonieuse, où l'espérance de vie augmente. Cet argument a pour but de recentrer le débat autour d'un récit positif de développement et de présenter les Ouïghour·e·s comme des personnes heureuses et non opprimées. L'espérance de vie devient donc un outil politique d'amélioration du niveau de vie de la région, et de détournement du discours : « The life expectancy of Xinjiang residents grew from 30 to 72 years over the past six decades or so. Xinjiang now enjoys economic development and social peace while local people live a happy life. » (Consulat général de la République populaire de Chine à Calgary, 2021). Cet argument est utilisé à 6 reprises pour montrer que les habitant·e·s de la région sont heureux·ses : « Over the past 60 years and more, the average life expectancy of people in Xinjiang has grown from 30 to 72 years, and the GDP has grown 200 times. At the end of 2019, 3 million residents in Xinjiang stepped out of poverty. » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021a). La lutte contre la pauvreté est donc un véritable argument du gouvernement chinois qui expliquerait la baisse de la population de la région en raison

de l'augmentation du niveau de vie. La RPC souhaite aussi démontrer que les ouïghour·e·s ont besoin d'une « aide » extérieure pour améliorer leur niveau de vie, grâce à des politiques de développement implémentées par le gouvernement chinois. Cet argument soulève donc des questions sur la nature des politiques mises en place dans un État autoritaire dans une région colonisée pour « améliorer » le niveau de vie d'une population opprimée.

2.2.2.3 Les camps de rééducation apprennent un métier aux détenu·e·s

Toujours dans l'intention de promouvoir les progrès de développement dans la région, la Chine présente l'envoi des Ouïghour·e·s dans les camps de rééducation comme une mesure bienveillante, visant à sortir la population de la pauvreté et leur apprendre des compétences professionnelles. Selon le discours officiel, ces camps leur enseigneraient un métier et favoriseraient leur intégration socio-économique. Voici un exemple d'un « témoignage » d'un Ouïghour qui aurait suivi ces cours dans les camps :

The courses in the training center include livestock breeding, hairdressing and beauty services, computer, sewing skills, business marketing, costume designing, food processing, and hotel management with the goals of helping us master skills and secure jobs. We all chose the courses according to our hobbies, no one forced us. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021c).

Cet argument repose sur l'idée que la pauvreté est problématique car sans l'éducation, cela pourrait devenir un terreau propice à la radicalisation : en « rééduquant » les Ouïghour·e·s, l'État prétend prévenir le terrorisme et garantir la stabilité nationale. Il s'agit donc d'une transformation discursive où des pratiques de détention massive sont présentées comme des politiques sociales au service du bien-être et nécessaires pour la stabilité et l'harmonie de la RPC. Voici un exemple du discours d'un agent du gouvernement chinois qui explique ces politiques de rééducation de manière positive pour mettre en valeur leur côté éducatif :

In order to effectively contain and systematically remedy the dissemination of religious extremism and frequent terrorist incidents, and to improve their working skills, Xinjiang has set up a number of vocational education and training centers to provide systematic education and training to students. These measures improved their cultural knowledge and working skills, had them employed or increased their income. (Ambassade de la République populaire de Chine à Grenade 2020).

Nombreux sont les témoignages dans les conférences de presse organisées en Chine dans lesquels des Ouïghour·e·s sorti·e·s des camps témoignent des bienfaits de ces derniers. Iels mettent aussi de l'avant à quel point iels sont reconnaissant·e·s que le gouvernement leur offre des subventions pour ouvrir leur entreprise après les camps :

After graduation, a stable job in the real estate company brings me satisfactory income. I got married last year, and bought a new car. My parents are assured to my changes. We live a good life and are grateful to the vocational education and training center.» (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021c).

En outre, ces témoignages mettent en lumière une vision paternaliste du discours officiel, où l'intervention de l'État est présentée non seulement comme une aide économique, mais aussi comme un moyen de leur offrir une « vie normale » ou une « vie meilleure » en garantissant une stabilité et une intégration dans une société modernisée : « After graduation, I planned to raise pigeons and yaks. When the village committee got to know my plan, they supported me by actively facilitating my application of 30,000 yuan of loan from the bank. » (Ambassade de la République populaire de Chine en Nouvelle-Zélande 2021). Ces extraits illustrent bien comment l'argument du développement économique et de la modernisation est mobilisé pour légitimer des politiques de rééducation qui viseraient, en apparence, à lutter contre la pauvreté, prévenir la marginalisation et à assurer la sécurité nationale.

L'extrait suivant illustre la manière selon laquelle les Ouïghour·e·s expriment leur reconnaissance envers le gouvernement chinois d'avoir implémenté ces politiques de rééducation :

Thanks to my study in the education and training center, I got rid of radical ideologies, and learned technical skills, earned money, started leading a life with dignity. Without education and training center, I couldn't have achieved all this. I want to be a big boss in the future and help others to have even a better life. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021c).

Cette thématique a donc bien démontré la manière dont le gouvernement chinois adopte une position de « sauveur » des Ouïghour·e·s. La RPC justifie ses politiques coercitives en leur donnant un aspect positif, en apparence, qui permet d'expliquer que les minorités ethniques auraient besoin d'une aide externe pour « se développer » ou « se moderniser » et intégrer la société chinoise. En se présentant comme un acteur bienveillant et éclairé, le gouvernement chinois masque la nature

autoritaire et répressive de ses politiques, tout en légitimant une assimilation culturelle forcée à la communauté internationale. Ce discours paternaliste renforce l'idée selon laquelle les Ouïghour·e·s, sont perçus comme « arriéré·e·s » et ne pourraient atteindre la modernité sans l'intervention de l'État, occultant ainsi leur capacité d'autodétermination. Voici un des neuf extraits de notre analyse qui démontrent la volonté du gouvernement chinois d'apparaître comme le « sauveur » des Ouïghour·e·s :

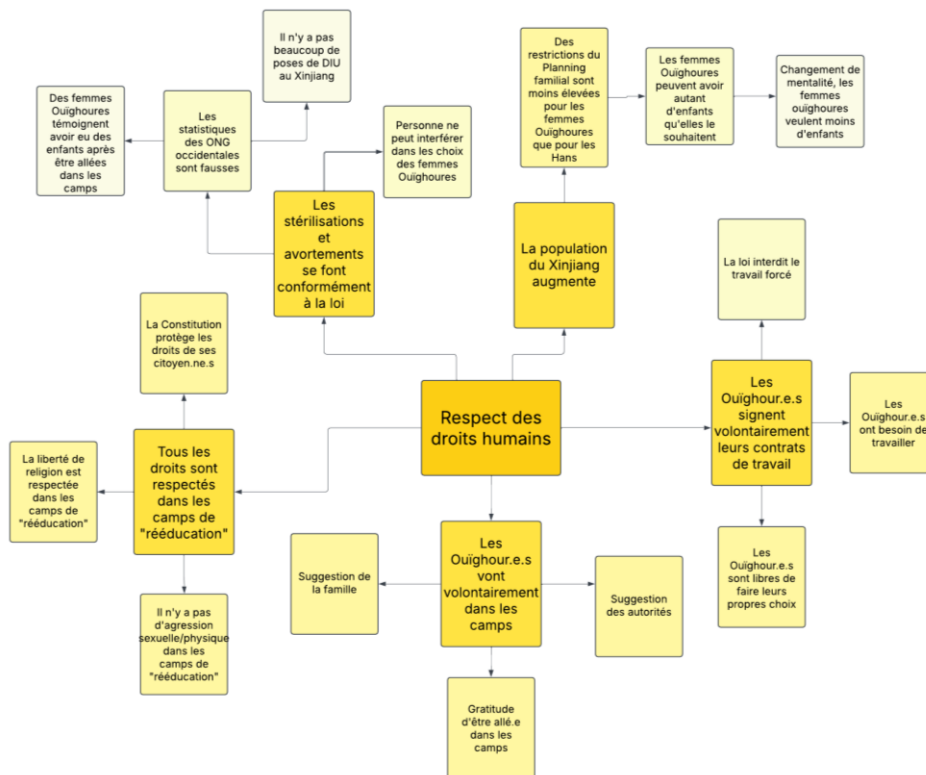
Anti-terrorism and de-extremism actions in Xinjiang have rescued Uyghurs and other ethnic peoples from the stuffing of religious extremism, safeguarded Uyghurs' freedom, dignity and rights, defended Uyghur culture and excellent traditions, reversed all kinds of distorted social ethos, and enabled good governance. (Ambassade de la République populaire de Chine à Grenade 2020).

À la lecture de cet extrait on s'aperçoit que le vocabulaire utilisé est condescendant : grâce à ses politiques de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, le gouvernement chinois aurait « sauvé (*saved*) » les Ouïghour·e·s de « l'étouffement (*suffocate*) » de l'extrémisme religieux. Cette formulation souligne que les Ouïghour·e·s auraient besoin d'une aide externe pour être « libéré·e·s (*free them*) », incarnée par la « bonne gouvernance (*good governance*) » du gouvernement chinois.

2.3 Respect des droits humains

Le deuxième pilier du discours officiel chinois concernant les politiques coercitives mises en place au Turkestan oriental repose sur l'affirmation du respect des droits humains. Dans cette seconde rubrique, la RPC se présente comme un État protecteur, soucieux de garantir à tous et toutes un accès égal au développement, à la sécurité, au bonheur et à la prospérité. Nous avons réparti tous les arguments du respect des droits humains en cinq thèmes : 1) la population du Xinjiang augmente, 2) les stérilisations et avortements se font conformément à la loi, 3) les Ouïghour·e·s vont volontairement dans les camps, 4) les Ouïghour·e·s signent volontairement leurs contrats de travail et 5) tous les droits sont respectés dans les camps de rééducation. Il est recommandé de se référer à la figure 2.2 ci-dessous pour visualiser les liens entre les différents arguments et comment ils interagissent entre eux.

Figure 2.2 Arguments de respect du droit humain



2.3.1 La population du Xinjiang augmente

L'argument de croissance démographique de la population du TO est utilisé 14 fois sur la totalité de notre corpus d'analyse et démontre qu'il ne peut pas y avoir de génocide au TO. Cet argument soutient aussi que les ouïghour·e·s ne sont pas opprimé·e·s selon le gouvernement chinois puisque la population ouïghoure continuerait d'augmenter. Le PCC met de l'avant des statistiques démographiques officielles pour valider cette affirmation. En mettant l'accent sur la croissance apparente de la population ouïghoure, la RPC tente d'invalidier toute accusation liée aux pratiques coercitives imposées aux femmes, telles que les stérilisations et les avortements forcés. Cette stratégie permet d'évacuer toute considération d'exécutions arbitraires, la séparation forcée des enfants et restrictions des naissances qui peuvent également caractériser un génocide.

Ce recours aux statistiques permet de disqualifier les témoignages des membres de la diaspora et les recherches universitaires en leur opposant un discours étatique officiel. Nous avons aussi remarqué que les statistiques régionales n'ont pas été mises à jour durant la période

d'organisation de conférences de presse (soit entre novembre 2018 et août 2023), ce sont donc les mêmes statistiques qui sont présentées 14 fois dans les extraits que nous avons relevés :

It is extremely absurd to say that there is "genocide" in Xinjiang. In fact, the population of ethnic minorities including the Uyghurs in Xinjiang has been continuously growing. According to statistical data, from 2010 to 2018, the permanent population of Xinjiang grew from 21.8158 million to 24.8676 million with an increase of 3.0518 million and 13.99%. Among them, the population of ethnic minorities grew from 12.9859 million to 15.8608 million with an increase of 2.8749 million and 22.14%; the Uygur population grew from 10.1715 million to 12.7184 million, with an increase of 2.5469 million and 25.04%; the Han population grew from 8.8299 million to 9.0068 million, with an increase of 0.1769 million and 2.0%. The growth rate of the Uygur population is not only higher than that of the whole Xinjiang population, but also higher than that of the other ethnic minorities, obviously higher than the Han population. If "genocide" were committed in Xinjiang, would the Uygur population have increased so greatly? (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021e).

Contrairement aux statistiques présentées par le gouvernement chinois, le chercheur Andrian Zenz (2020, 7) souligne que la croissance démographique des deux plus grosses préfectures du TO a diminué de 84% entre 2015 et 2018. Le chercheur démontre aussi que la croissance démographique des Hans au TO en 2018 était 8 fois supérieure à celle des Ouïghour·e·s et donc invalide l'argument du gouvernement chinois sur la l'augmentation de la population ouïghoure au TO (Zenz 2020, 7).

D'autre part, pour réfuter les accusations de stérilisations ou d'avortements forcés et la baisse du taux de natalité au TO, la RPC présente la politique de planification familiale comme plus souple à l'égard des Ouïghoures que des Hans. Les autorités affirment que les femmes ouïghoures ont toujours bénéficié d'un droit élargi en matière de reproduction, pouvant avoir deux voire trois enfants, contrairement aux femmes Hans, plus strictement encadrées pendant plusieurs décennies : «China's family planning policy has been more leniently applied to all the ethnic minorities than the ethnic Han people, leading to higher growth rate in ethnic minority populations compared with the national average » (Ambassade de la République populaire de Chine en Estonie 2021). Bien qu'il soit vrai que les politiques familiales aient été plus souples pour les minorités ethniques, cet argument est mobilisé pour affirmer que les Ouïghour·e·s ne seraient pas victimes de discriminations aujourd'hui et, au contraire, bénéficieraient d'un traitement préférentiel dans les politiques démographiques de l'État (Zhai et Jin 2023).

Le gouvernement chinois affirme aussi que les femmes ouïghoures peuvent toujours avoir autant d'enfants qu'elles le souhaitent, indiquant implicitement que toute baisse de la natalité observée dans la région s'expliquerait par un changement de mentalité :

When Han people in big cities could only have one child, the ethnic minorities, including Uyghurs, enjoyed a complete exemption where they could have as many children as they want. It remains the same now when Han people can have two according to the renewed family planning policy. (Consulat général de la République populaire de Chine à Calgary 2021).

Cependant, cet argument s'oppose à celui de l'augmentation de la population au TO. Ici, on observe donc une contradiction dans le discours du gouvernement chinois les femmes ouïghoures « changeraient d'avis » et auraient moins d'enfants en raison du développement économique mais la population du TO augmenterait tout de même. Le PCC met de l'avant à de nombreuses reprises des statistiques officielles soutenant l'augmentation globale de la population dans la région et les présente comme des preuves que la baisse du taux de natalité des Ouïghour·e·s serait infondée. Ainsi, selon la RPC la population totale du Xinjiang aurait connu une croissance régulière entre 2010 et 2018, et celle des Ouïghour·e·s aurait augmenté encore plus rapidement que la moyenne régionale (Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b). Selon les statistiques présentées, la population ouïghoure aurait augmenté de plus de 25% (Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b). Ces affirmations rentrent donc bel et bien en contradiction avec celles présentées plus tôt dans cette section, qui affirment qu'il y aurait une baisse de la natalité chez les Ouïghour·e·s car les femmes « changeraient d'avis » et auraient moins d'enfants en raison des politiques de développement économique.

2.3.2 Les stérilisations et avortements se font conformément à la loi

Dans cet argumentaire, le gouvernement chinois justifie les accusations de stérilisations forcées à l'encontre des femmes ouïghoures en affirmant que toutes les interventions médicales liées à la contraception, dont les stérilisations et avortements, sont réalisées dans le respect de la Constitution chinoise :

The policy of family-planning in Xinjiang is proceeding under the guidance of the law. The induced labor of late stage pregnancy, forced sterilization and mandatory pregnancy checks are prohibited. Whether to have birth control, or what contraceptive

method they choose are completely their own wishes. No one nor any agency shall interfere. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021e).

Ainsi, dans un autre sous-thème le gouvernement chinois indique que les femmes ouïghoures conserveraient leur libre arbitre en matière de santé reproductive et aucun individu ou autorité locale ou institutionnelle ne pourrait interférer avec leurs choix :

In Xinjiang, illegal medical practices like late pregnancy induced labor, forced birth control and forced pregnancy tests are banned. People of all ethnic groups are free to choose whether or not and how to practice contraception; no organization or individual may intervene. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b).

Dans ce cadre, les autorités chinoises remettent en cause la fiabilité des données publiées par les ONG internationales, qu'elles accusent de diffuser des informations manipulées. Le gouvernement chinois affirme alors que les chiffres des chercheurs concernant les stérilisations massives et la pose forcée de dispositifs intra-utérins (DIU) sont fausses, et ont été créés de toutes pièces dans le but de dégrader la réputation de la Chine : « According to data from the China Health Statistics Yearbook 2019, published by the National Health Commission, the number of new IUD insertion procedures in Xinjiang in 2018 accounted for only 8.7 percent of China's total. » (Ambassade de la République populaire de Chine en Nouvelle-Zélande 2021). Or, grâce aux informations fournies par le chercheur Andrian Zenz (2020, 14) on sait qu'entre 2015 et 2018, le nombre de poses nettes de DIU enregistrées au TO était 7,8 fois plus élevé par habitant que la moyenne nationale, ce qui contredit clairement les statistiques du PCC présentées dans l'extrait ci-dessus.

Pour appuyer la position du PCC, des femmes ouïghoures sont invitées à témoigner durant les conférences de presse organisées par le gouvernement chinois. Dans ces dernières, elles affirment avoir eu des enfants après leur passage dans les camps de rééducation, ce qui servirait à démontrer que leur fertilité n'a pas été affectée par les camps : « After graduating from the vocational education and training center, my husband and I had a daughter last year, and she is almost one year old now. » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021c). Ces éléments sont mobilisés pour construire un récit dans lequel l'État chinois respecte les

droits reproductifs de tou·te·s ses citoyen·ne·s, tout en combattant ce qu'il présente comme une campagne de désinformation des pays occidentaux.

Opposément à ces « témoignages », le rapport d'Adrian Zenz (2020, 7) souligne qu'en 2019, 80% des femmes adultes dans quatre préfectures rurales du TO ont été soumises à une pose de DIU qui ne peuvent être enlevés que par intervention chirurgicale. De plus, les témoignages recueillis auprès des femmes ouïghoures de la diaspora sont sans équivoque : dans les camps, les détenues sont contraintes d'avaler des médicaments dont elles ignorent la composition et qui provoquent souvent des effets secondaires tels que l'arrêt des menstruations. C'est par exemple le cas de Mihrigul Tursun, activiste ouïghoure et rescapée des camps de rééducation qui a témoigné avoir été stérilisée à son insu durant sa détention (Uyghur Tribunal 2021b).

2.3.3 Les Ouïghour·e·s vont volontairement dans les camps

Un autre axe de la rhétorique chinoise consiste à affirmer que la participation des Ouïghour·e·s aux camps de rééducation se ferait sur une base volontaire. Cette thématique se base sur les « témoignages » des Ouïghour·e·s qui seraient allé·e·s dans ces camps volontairement, sur les conseils de membres de leur famille ou des autorités. Cette thématique apparaît 11 fois dans notre analyse. En voici un exemple : « My behaviors frightened my relatives and friends. I was convinced by them to go to the vocational education and training centers » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021c).

Dans ce second extrait, ce sont les autorités qui auraient conseillé à l'ancien détenu d'aller dans un camp : « The paradise I aspired suddenly turned to prison. The police told me that the government set up vocational education and training centers to salvage people like me. He suggested me to study there. » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021c). Sur ce deuxième témoignage on peut remettre en question le pouvoir autoritaire de la police de « conseiller » à quelqu'un d'aller dans les camps de rééducation comme une mesure bienveillante et volontaire. Néanmoins, ces témoignages mettent en scène un engagement individuel, motivé par un désir de changer, d'améliorer ses conditions de vie ou de mieux comprendre les lois et les valeurs de l'État.

Les « témoignages » révèlent aussi l'existence d'une rhétorique du « choix individuel » qui aurait porté ses fruits. Les témoins font état d'une grande « gratitude » envers les « apprentissages » faits dans les camps grâce au gouvernement chinois : « My classmates and I are very grateful to the vocational education and training center. It is the vocational education and training center that helped us get rid of religious extremism and return to the normal life. » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021e). Tous ces éléments sont mobilisés pour construire l'image d'un État bienveillant, soucieux d'aider les citoyen·ne·s à s'épanouir gratuitement et à participer activement au développement de la nation. Ce discours renforce la rhétorique selon laquelle les populations colonisées auraient besoin d'être « sauvées » par l'État et ses dispositifs (composés à majorité de Hans), ce qui renforce la relation colonisante entre les Ouïghour·e·s et les Hans.

2.3.4 Les Ouïghour·e·s signent volontairement leurs contrats de travail

Dans la continuité de son argumentaire d'émancipation via le travail, le gouvernement chinois assure que les Ouïghour·e·s signent volontairement leurs contrats de travail, que ce soit à la suite de leurs « apprentissages » dans les camps de rééducation ou dans le cadre des programmes de « transfert de main-d'œuvre ». Ce programme s'inscrit dans une stratégie discursive du gouvernement chinois visant à dissimuler la coercition exercée sur les Ouïghour·e·s, contraint·e·s à accepter des transferts de main-d'œuvre vers d'autres provinces chinoises sous la pression des agent·e·s de propagande. En réalité ce programme est une séparation forcée des membres d'un même groupe ethnique et non un simple transfert de main d'œuvre volontaire (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes 2023a). Cet argument de volontariat— qui apparaît 14 fois dans notre analyse — suggère que les contrats sont conclus en toute transparence, sur la base du consentement éclairé des travailleur·euse·s, qui y voient une opportunité d'améliorer leur niveau de vie. Cette dynamique est présentée comme un vecteur de lutte contre la pauvreté et comme une politique égalitaire offrant les mêmes chances à tou·te·s les citoyen·ne·s, quelle que soit leur ethnité. Les deux extraits suivants exposent la manière dont la RPC justifie la signature des contrats de travail des Ouïghour·e·s de manière volontaire :

In real practice, laborers of all ethnicities in Xinjiang choose their jobs out of their free will, and sign labor contracts with and receive compensation from companies on the basis of equality and voluntariness according to The Labor Law of PRC and relevant

regulations. They enjoy full freedom in deciding where to work. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b).

The labor force resources are effectively allocated by the market so that labors of all ethnic groups and employers could establish labor relations based on free and voluntary wills and mutual choices. Workers of all ethnic groups in Xinjiang have full freedom to choose what kind of job they would like to do and where they want to go. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b).

2.3.4.1 La loi interdit le travail forcé en Chine

Nous avons aussi remarqué dans notre corpus que le gouvernement chinois répond aux accusations de recours au travail forcé en mettant de l'avant son cadre juridique national et en affirmant que le travail forcé est strictement interdit par la loi. C'est pourquoi il mobilise la législation chinoise, notamment le Code du travail et la Loi sur la protection des droits et intérêts des travailleur·euse·s, qui stipule que toute forme de travail imposé sans consentement est illégale.

L'État souligne également son engagement auprès de certaines conventions comme l'Organisation internationale du travail (OIT), ou la *Forced Labor Convention* (FLC) et insiste sur le fait que les définitions de ces conventions ne peuvent pas s'appliquer à la Chine car les travailleur·euse·s signent des contrats de travail librement :

There is a clear and precise definition on forced labor commonly accepted by the international community for long. According to the Forced Labor Convention of the International Labor Organization, the term "forced labor" means "all work or service which is exacted from any person under the menace of any penalty and for which the said person has not offered himself voluntarily". Judging from this definition, there is no forced labor in Xinjiang. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b).

Néanmoins, même si la loi chinoise n'autorise pas le travail forcé, et que la Chine a signé plusieurs conventions contre le travail forcé, il serait tout de même possible qu'il existe du travail forcé en Chine. Cet argument repose uniquement sur la stricte application de la loi chinoise sur le territoire et ignore les entorses qui peuvent être faites à la loi. De plus, le PCC n'apporte aucune preuve qu'il n'y a pas de travail forcé en Chine.

2.3.4.2 Les Ouïghour·e·s ont besoin de travailler

Nous avons décidé d'inclure cette thématique dans l'argumentaire du gouvernement chinois, bien qu'elle n'est apparue qu'une seule fois dans notre corpus de documents – soit l'« entrevue » de la Consule générale de Chine à Calgary avec la station de télé CTV - puisqu'elle soulève un point important. En ce qui concerne les observations que nous avons émises en début de chapitre sur ce document, il faut garder en tête que cet argument a probablement été créé de toutes pièces et uniquement diffusé sur le site web du Ministère des affaires étrangères de la RPC. Le but de cet argument est de présenter l'emploi des Ouïghour·e·s non pas comme une obligation, mais comme une nécessité vitale à laquelle ces dernier·ère·s répondraient volontairement. Dans cette logique, les Ouïghour·e·s auraient besoin de travailler pour subvenir à leurs besoins et améliorer leurs conditions de vie et l'État ne ferait alors que leur offrir des opportunités d'emploi dans le cadre de politiques sociales et économiques. Le recours à cette rhétorique du « besoin » permet de dépolitiser le débat sur le travail forcé, en le ramenant à des considérations économiques individuelles.

Ce discours s'appuie également sur une représentation paternaliste des Ouïghour·e·s comme une population « arriéré·e », qui aurait besoin de l'aide de l'État pour accéder à la « modernité ». En leur fournissant un emploi, l'État se positionne comme le protecteur répondant à une demande implicite de la population locale. Ainsi, travailler devient non seulement une nécessité matérielle, mais aussi un marqueur d'intégration ethnique :

About the so-called "forced labor", Mme. LU said, the Chinese Government does not have to "force" them to work. In the fastest-growing economy, if somebody doesn't work, he or she will be left behind. If he or she doesn't have a single skill, he or she will be challenged to get a job and a better and decent life. (Consulat général de la République populaire de Chine à Calgary 2021).

2.3.4.3 Les Ouïghour·e·s sont libres de faire leurs propres choix

L'un des fondements du discours chinois concernant les accusations sur les politiques coercitives implémentées au Turkestan oriental repose sur l'affirmation que les Ouïghour·e·s jouissent des mêmes libertés individuelles que l'ensemble des citoyen·ne·s du pays, et qu'ils sont libres de faire leurs propres choix en matière de religion, d'éducation, d'emploi ou de mode de vie. Or, les Ouïghour·e·s sont une population dont les libertés sont extrêmement réduites. Par exemple, des

chercheurs ont découvert que le gouvernement chinois a mis en place une liste de 48 infractions qui restreignent les libertés fondamentales des individus et peuvent entraîner une incarcération immédiate dans les camps de rééducation (Caksu 2020, 183 ; Finnegan 2020, 9). Pour revenir à l'argumentaire du PCC, cette rhétorique de liberté met en avant le principe d'égalité devant la loi, garanti par la Constitution chinoise, pour démontrer que l'État ne fait aucune discrimination à l'égard des minorités ethniques. Dans cette optique, toute participation à des programmes gouvernementaux – qu'il s'agisse des camps de rééducation, des contrats de transferts de main-d'œuvre ou des pensionnats pour les enfants – serait fondée sur le consentement individuel. Ce discours vise donc à déconstruire et réfuter les accusations de coercition et à projeter une image d'harmonie sociale, où chaque citoyen·ne participe volontairement au progrès collectif, tout en ignorant le contexte de répression coloniale local :

all workers from different ethnic groups are protected by the Labour Law of the People's Republic of China and other laws and regulations. They can choose their professions and work places as they like, sign labor contracts with their employers on the basis of equality and their free will, and receive due salaries. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021a).

2.3.5 Tous les droits sont respectés dans les camps de rééducation

Dans cet argument le gouvernement chinois et les « témoins » ouïghour·e·s affirment que les droits et libertés dans les camps de rééducation sont pleinement respectés, en conformité avec les lois nationales et les normes internationales : « During the education and training process, the Chinese government strictly protected human rights and culture in Xinjiang. » (Ambassade de la République populaire de Chine à Grenade 2020).

Les autorités insistent aussi sur le fait que ces établissements sont des lieux d'apprentissage destinés à offrir des compétences professionnelles et à favoriser l'intégration sociale des individus, tout en déradicalisant certain·e·s ayant des idées « mauvaises ». Dans cette perspective, les conditions de vie y seraient dignes, avec un accès garanti à de la nourriture halal, aux soins médicaux, psychologiques et à des activités éducatives. Pour ce faire, l'État mobilise des Ouïghour.e.s ayant fréquenté ces établissements :

The school respected our customs very much. The canteen provided us with many kinds of nutritious halal food free of charge every day. We lived in a dormitory with a

TV, an electric fan and a bathroom. The teachers in the school cared about us like our family members. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021e).

The centers have well-equipped facilities. The dormitories are equipped with radios, TVs and air conditioners. There are sports venues for basketball, volleyball and table tennis. There are reading room, computer room and projector room for cultural activities as well as auditorium and open-air stage for artistic performance. [...] They also have free 24-hour medical facilities available to trainees, capable of treating minor ailments. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021a).

Or, les « témoignages » des Ouïghour·e·s durant les conférences de presse en Chine sont complètement opposés aux véritables témoignages des Ouïghour·e·s de la diaspora. En vérité, les détenu·e·s sont sujet·te·s à l'indoctrination, au travail forcé, à des agressions sexuelles, des viols, de la torture et nombreuses sont les personnes qui ont disparu après leur internement dans les camps (Caksu 2020, 180 ; Uyghur Tribunal 2020a).

2.3.5.1 La liberté de religion est respectée dans les camps de rééducation

Dans cet argument, les autorités chinoises affirment que la liberté de religion est pleinement respectée dans les camps de rééducation, conformément aux principes inscrits dans la Constitution chinoise garantissant la liberté de croyance. Selon le discours officiel, ces centres ne viseraient pas à supprimer la pratique religieuse, mais à combattre l'extrémisme et à offrir aux détenu·e·s une éducation patriotique leur permettant de mieux comprendre les lois et les valeurs de l'État. Dans ce cadre, les pratiques religieuses dans les camps seraient interdites, mais les détenu·e·s seraient permis·e·s de rentrer chez eux/elles régulièrement, où iels pourraient pratiquer leur religion en toute liberté : « Trainees' personal freedom is fully respected, and they may go home on a regular basis. Trainees' freedom of religious belief is fully respected, and they can decide on their own whether to take part in legal religious activities when they are at home. » (Ambassade de la République populaire de Chine en Afghanistan 2020b). Cette sous-thématique vise à contredire l'aspect obligatoire et isolé des camps de rééducation et à replacer ces camps comme une mesure volontaire et non coercitive, malgré les nombreux rapports prouvant la coercition existante dans ces derniers.

2.3.5.2 Il n'y a pas d'agression sexuelle/ physique dans les camps de rééducation

Le gouvernement chinois affirme que les camps de rééducation fonctionnent dans le strict respect des droits humains conformément aux lois nationales et internationales, garantissant un environnement sûr et exempt de toute forme de discrimination, d'agression physique, verbale ou sexuelle. La RPC soutient que ces établissements ne seraient en aucun cas des lieux de maltraitance, mais plutôt des centres éducatifs visant à offrir des opportunités de développement personnel et professionnel. Les autorités, qui ont recours aux « témoignages » de femmes ouïghoures anciennement détenues pour appuyer leurs propos insistent sur la présence de réglementations strictes encadrant le traitement des personnes internées et affirment qu'aucun abus n'est toléré au sein des camps. Ces affirmations sont problématiques puisqu'elles sont fausses et soutiennent qu'il y aurait une universalité des expériences dans les camps. Le témoignage de Sayragul Sauytbay au Uyghur Tribunal (2021a) prouve que les camps sont des lieux de violence et de domination où les femmes ouïghoures sont agressées régulièrement. Ces personnes qui affirment devant la communauté internationale que si elles n'ont pas été agressées, alors il n'y a pas de violences dans les camps, et ignorent les vrais témoignages des femmes ouïghoures. Le témoignage de Zaynura Namatqari, survivante du camp de rééducation de Shufu nous fournit un exemple d'universalisation des expériences dans les camps : « I solemnly state that no female trainee has been sexual abused in the vocational education and training center. » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021c). L'extrait suivant est le seul sur les six relevés de cette thématique qui insulte directement les femmes ouïghoures de la diaspora qui ont témoigné des violences qu'elles ont vécu dans les camps. Cet extrait a pour objectif principal de décourager les femmes ouïghoures rescapées des camps à témoigner des violences qu'elles ont vécu :

During our study in the vocational education and training center, all the rights of us female trainees have been fully protected. Teachers are all kind to us and we have developed a deep friendship with each other. I still keep contact with them. When we heard of the dirty slanders, my classmates and I were very indignant. As a witness with experience in the vocational education and training center, I am very clear that no female trainees have ever experienced sexual assault. Those reports are insults to us female trainees. If they were your sisters, would you slander and smear like this? (Témoignage de Dilnar Kahar du camp de Zepu, Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021e).

À la lecture de ce dernier extrait, on peut donc en déduire que le gouvernement chinois essaie de décourager les interventions et les témoignages des femmes ouïghoures rescapées des camps. En plus de nier les expériences des femmes ouïghoures, cet extrait peut aussi sous-entendre une menace pour celles qui n'ont pas encore témoigné.

2.3.5.3 La Constitution protège les droits de ses citoyen.ne.s

Le gouvernement chinois affirme que la Constitution de la RPC garantit les droits fondamentaux à tou·te·s les citoyen·ne·s, y compris celles et ceux placé·e·s dans les camps de rééducation. Dans les deux extraits suivants, la RPC met en avant le fait que la Constitution interdit toute discrimination ethnique et protège le droit à l'éducation, à l'emploi et à un procès équitable, ce qui servirait à démontrer que les politiques menées au TO respectent les normes établies par l'État :

The basic principle of respecting and protecting human rights in accordance with China's Constitution and laws is strictly observed in these centers to guarantee that the personal dignity of trainees is inviolable. Personal insult and maltreatment in any way is strictly prohibited. All trainees enjoy freedom of movement and connection with their families or friends. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021e).

The human rights of ethnic minorities in China are protected by the China Constitution. The Constitution stipulates that the State respects and protects human rights, all ethnic groups in China are equal and common development, the State protects the lawful rights and interests of ethnic minorities and upholds and develops a relationship of equality, unity and mutual assistance among all ethnic groups in China. (Ambassade de la République populaire de Chine en République fédérale de Somalie 2019).

Ainsi, l'argument constitutionnel sert à légitimer les politiques de répressions sous couvert de légalité. C'est-à-dire qu'en présentant la Constitution comme preuve de d'inexistence des discriminations et politiques coercitives, le PCC peut confirmer son discours de bienveillance envers les *minzu*. Cette stratégie permet donc d'occulter le caractère coercitif des mesures dans les camps tout en réfutant les études des ONG occidentales en présentant l'appareil législatif chinois comme non discriminant.

2.4 Conclusion du chapitre 2

Pour conclure ce chapitre, nous avons observé que la RPC utilise l'argument du développement et de la modernisation pour effacer les répressions liées aux pensionnats, aux camps de rééducation et aux stérilisations et avortements forcés. Son argumentaire est basé sur l'amélioration des conditions de vie des Ouïghour·e·s, par l'emploi et l'éducation et est présenté comme une politique de lutte de pauvreté émancipatrice et voulue, qui masque les violences systémiques au TO. D'autre part, le PCC utilise aussi l'argument de respect des droits humains pour nier les atteintes aux libertés personnelles et politiques coercitives mises en place au Turkestan oriental. En mettant de l'avant son cadre législatif, la RPC peut rejeter toute critique externe, ce qui participe à la construction d'un récit positif de stabilité et de bonheur pour les habitant·e·s de la région, en invisibilisant le génocide ouïghour.

CHAPITRE 3

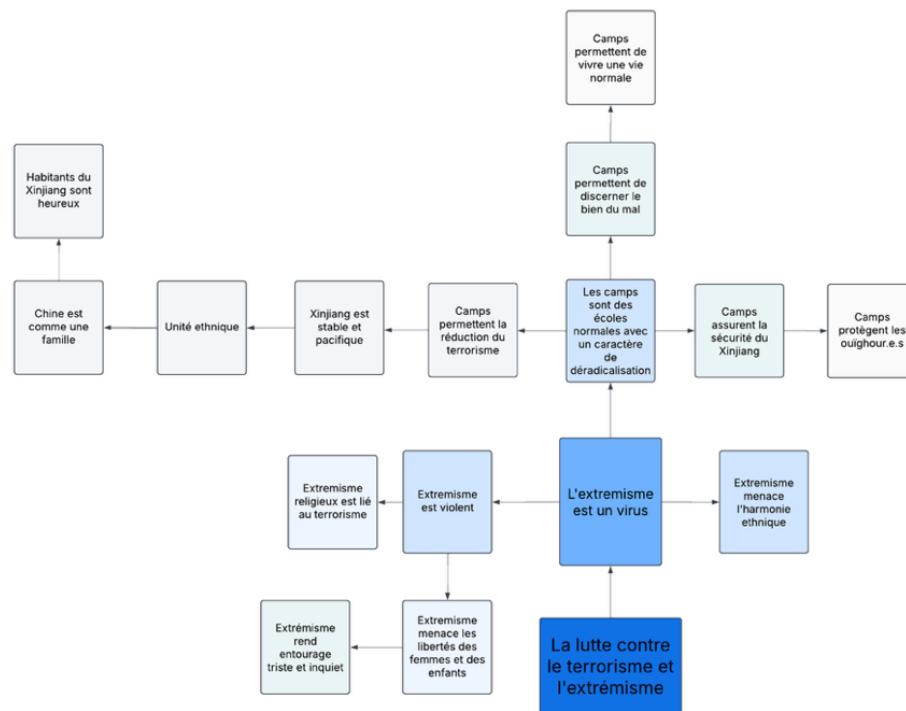
TERRORISME, DÉSINFORMATION ET REPRÉSENTATIONS DES OÜÏGHOUR·E·S

Dans ce troisième chapitre nous allons présenter les deux dernières rubriques de notre analyse thématique. Tout d'abord, nous présenterons l'argument de « la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme » qui est instrumentalisé pour justifier l'implémentation des camps de rééducation, et qui véhicule un discours de sauvetage des Oüïghour·e·s. Ensuite, nous analyserons l'argument de désinformation « La Chine est victime de mensonges » et comment il est mobilisé pour transformer le discours sur le TO tout en blâmant les États-Unis et d'autres pays occidentaux d'ingérence étrangère. Tout comme dans le chapitre précédent, il est recommandé de se référer aux figures associées aux thématiques 3.1 et 3.2, ainsi qu'à l'arbre thématique en Annexe A, pour comprendre comment les différents thèmes sont liés et se renforcent entre eux pour construire un récit positif qui cherche à justifier les politiques coercitives. Enfin, dans un dernier temps, nous dresserons un portrait des représentations des Oüïghour·e·s dans les discours du gouvernement chinois. Cette dernière section présentera aussi une analyse non-exhaustive du vocabulaire utilisé par la RPC, qui nous permettra de faire ressortir trois axes de représentations des Oüïghour·e·s dans l'imaginaire du gouvernement chinois : l'altérité, l'exotisme et la criminalisation.

3.1 Lutte contre l'extrémisme et le terrorisme : l'extrémisme est un virus

La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme constitue l'un des piliers argumentaires de la Chine pour justifier ses politiques au TO. Les autorités chinoises affirment depuis 2001 que la région est confrontée à des attaques terroristes. En réponse à cette insécurité, l'État aurait donc mis en place un ensemble de mesures « bienveillantes », présentées comme des dispositifs de prévention. Selon le PCC, ces mesures visent à éradiquer l'extrémisme religieux et à garantir la stabilité nationale, tout en offrant aux personnes concernées des opportunités d'éducation et d'intégration sociale gratuitement. Nous avons organisé tous les arguments de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme dans un même thème « L'extrémisme est un virus » et trois sous-thèmes : 1) l'extrémisme menace l'harmonie ethnique, 2) l'extrémisme est violent et 3) les camps sont des écoles normales avec un caractère de déradicalisation.

Figure 3.1 Arguments de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme



Dans cet argument, le gouvernement chinois assimile l'extrémisme religieux à un virus idéologique qu'il conviendrait d'éradiquer pour préserver l'unité nationale et la stabilité sociale de la RPC. Cette métaphore suggère que l'extrémisme se propage de manière contagieuse, menaçant l'ensemble de la société chinoise, et justifie ainsi des mesures de « traitement » sous forme de rééducation. Cette rhétorique permet à l'État de présenter ses politiques de répression comme des mesures préventives d'« éradication », visant à protéger la population contre une menace invisible qui mettrait en danger la population :

The vocational education and training program is preventive counterterrorism in nature and a precautionary step to prevent a *disease* or treat it in its early stages, as we do in traditional Chinese *medicine*. It aims to educate and rehabilitate to the greatest extent possible the individuals who have been influenced by extremist ideologies and committed minor offenses, so that they will not be victimized by and fall prey to terrorism and extremism. (Ambassade de la République populaire de Chine au Nigéria 2019b).

Ce cadrage de l'extrémisme religieux comme une maladie contribue à justifier des atteintes aux droits fondamentaux, notamment l'incarcération massive d'Ouïghour·e·s dans des camps de rééducation sous prétexte de « guérir (*to heal*) » leurs idées. On remarque aussi que la médecine traditionnelle chinoise est cadrée comme un « remède (*remedy*) » à l'extrémisme qui ne se propagerait uniquement chez les Ouïghour·e·s. L'aspect maladif est fréquent dans le discours de lutte contre le terrorisme, par exemple l'extrait suivant suggère la « destruction » de l'extrémisme et le compare à un cancer : « Extremism is like a cancer, which must be detected and destroyed from its early stages of growth » (Ambassade de la République populaire de Chine au Nigéria 2019a). Cette approche déshumanisante sert également à délégitimer toute expression religieuse ou culturelle qui ne s'aligne pas avec les valeurs du PCC, renforçant ainsi l'assimilation forcée des populations turciques. De plus, l'extrait de l'Ambassade de la République populaire de Chine au Nigéria (2019a) soulève que des conséquences importantes peuvent être mises en place suite à des offenses mineures et donc qu'en vérité des les camps de rééducation ne seraient pas des moyens de préventions, comme le souligne le gouvernement chinois, mais bien un véritable moyen de contrôle de la population. Cette affirmation rentre donc en contradiction avec le discours global de la RPC qui présente ces camps comme des écoles de déradicalisation pour les personnes dites malades. Or, dans cet extrait on observe que même les personnes ayant commis des offenses mineures sont envoyés dans les camps. La notion de réhabilitation est aussi évoquée dans l'extrait, mais la réhabilitation dépasse en soi la simple formation professionnelle promue par la RPC. Cela implique un changement de mentalité et de comportement des personnes jugées déviantes, ceci est une approche paternaliste de la RPC qui s'autorise le droit de redéfinir ce qui est acceptable ou non, tout en niant l'agentivité des Ouïghour·e·s et en les plaçant dans une position d'infériorité nécessitant un sauvetage idéologique.

3.1.1 Les camps de rééducation sont des écoles avec un caractère de déradicalisation

D'autre part, nous avons créé cette première sous-thématique dans laquelle le gouvernement chinois présente les camps de rééducation comme des écoles de déradicalisation, dont l'objectif serait « d'aider (*help them*) » les individus à se déradicaliser. La RPC affirme alors ses camps ne

seraient pas différents des camps de déradicalisation implémentés en France¹⁴, aux États-Unis¹⁵ ou au Royaume-Uni¹⁶, cette stratégie permet de percevoir les camps comme une mesure non coercitive et légitime puisque implémentées aussi dans d'autres pays :

The vocational education and training centers legally established in Xinjiang were actually schools with the character of de-radicalization, which are no different in essence from the "community corrections" enforced in the US, the DDP (Desistance and Disengagement Program) in the UK, and the de-radicalization centers in France, all being conducive attempt and proactive exploration for preventive counter terrorism and de-radicalization. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021a).

Selon cet argument, ces camps ne seraient donc pas des prisons, mais des espaces éducatifs où les « participant·e·s » recevraient une formation professionnelle leur permettant de mieux comprendre les lois chinoises, d'adopter des valeurs « modernes » et de s'intégrer harmonieusement à la société chinoise. Loin d'être coercitives, ces mesures seraient mises en place pour assurer la sécurité de la région en prévenant toute résurgence du terrorisme et de l'extrémisme religieux :

Specific measures include improving public wellbeing, promoting knowledge of the law through education, and offering education and aid through vocational education and training centers in accordance with the law. It has been proved that these measures suit the conditions in Xinjiang and have produced notable results. No violent terrorist attacks have occurred in the past four years in a row, and extremism has been effectively contained. Public security has substantially improved with people's

¹⁴ Le « centre de prévention, d'insertion et de citoyenneté (CPIC) » de Pontourny en France qui a aujourd'hui fermé ses portes, pouvait accueillir un maximum de 25 personnes par an. Le centre était composé de cinq psychologues, une infirmière psychiatrique et de neuf éducateurs spécialisés et l'entrée dans le centre était complètement volontaire. Voir plus : Sénat. *Déradicalisation, un mot qui recouvre une réalité multiforme : Rapport d'information n° 633 (2016-2017) de Mme Esther Benbassa et M. Catherine Troendlé*. 12 juillet 2017. <https://www.senat.fr/rap/r16-633/r16-6335.html>.

¹⁵ Aux États-Unis, un programme de prévention contre l'extrémisme violent a été mis en place et a pour objectif de faire actions de sensibilisation et des interventions individuelles. Différents exercices de déradicalisation sont mis en place dans les centres pour réduire les actes de terrorisme violent, cependant aucune donnée n'est publiée sur le caractère volontaire ou le nombre de personnes dans ces centres. Voir plus : U.S. Department of Homeland Security. *The U.S. Government Approach to Countering Violent Extremism: Fact Sheet*. Washington, DC, février 2016. https://www.dhs.gov/sites/default/files/publications/US%20Government%20Approach%20to%20CVE-Fact%20Sheet_0.pdf.

¹⁶ Au Royaume-Uni, le programme s'efforce de proposer des interventions sur mesure pour aider les individus à cesser de participer à des activités liées au terrorisme et à s'éloigner de l'idéologie et des modes de pensée terroristes. Certaines personnes prenant part à ce programme peuvent être obligées d'y participer (par exemple les personnes en probation). Entre 2019 et 2020 ce sont 127 personnes qui ont été intégrées au programme dans tout le pays. Voir plus : UK Home Office. *Fact Sheet: Desistance and Disengagement Programme*. 25 juin 2025. <https://homeofficemedia.blog.gov.uk/2025/06/25/fact-sheet-desistance-and-disengagement-programme/>.

happiness, enhanced sense of gain and security. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b).

3.1.1.1 Les camps permettent de vivre une vie « normale » et de protéger les Ouïghour·e·s

Dans cette thématique la RPC assure que ces camps de rééducation permettent aux individus de se « débarrasser » de toute pensée jugée extrémiste. Ainsi, les camps seraient des endroits qui donnent la possibilité aux individus de se « libérer » des pensées jugées « mauvaises ». Dans ce cadre, les « témoignages » lors des conférences de presse, jouent un rôle important : celui de la légitimation du discours du gouvernement chinois. Néanmoins, cet argument nie l'agentivité des individus car l'État suppose que les Ouïghour·e·s ne seraient pas capables de distinguer le bien du mal selon les normes établies par l'État chinois sans l'« aide » de ce dernier. Cette représentation participe à un processus de déshumanisation, dans lequel les populations colonisées sont infantilisées et manipulées, ce qui justifierait le « besoin (*need*) » d'un cadre disciplinaire pour les conformer au reste de la nation :

Studying at the center helped me to realize that my previous thoughts were totally wrong for the extremism was like the virus that would erode my body and soul and the poison that would lead us to death in the end. I must stay away from it and live a normal life. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b).

Au sein même de cet argument, nous avons fait ressortir un thème sous-jacent : celui de la présentation des politiques de rééducation comme nécessaire au « bien-être » et la sécurité des Ouïghour·e·s. Cette rhétorique vient réfuter toute accusation de génocide ou de violations de droits humains dans les camps et permet d'affirmer qu'une force externe menace l'équilibre de tous les habitants de la nation, y compris les Ouïghour·e·s. Cet argument évoque subtilement l'idée que le gouvernement chinois protège les Ouïghour·e·s en mettant en place ses politiques de rééducation :

To protect the safety of all ethnic groups in Xinjiang including the Muslims, the Chinese government has firmly cracked down on all forms of terror activities, on one hand, and set up vocational education and training centers. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020a).

Anti-terrorism and de-extremism actions in Xinjiang have rescued Uyghurs and other ethnic peoples from the stuffing of religious extremism, safeguarded Uyghurs' freedom, dignity and rights, defended Uyghur culture and excellent traditions, reversed all kinds

of distorted social ethos, and enabled good governance. (Ambassade de la République populaire de Chine à Grenade 2020).

On perçoit alors une autre thématique sous-jacente dans ce discours de protection des Ouïghour·e·s du terrorisme : les camps permettent de vivre une vie normale. Dans cet argumentaire les camps donneraient accès à des formations professionnelles, à un apprentissage de la loi chinoise et à une intégration plus harmonieuse dans l'économie chinoise. Ils ne pourraient alors qu'améliorer la vie des Ouïghour·e·s influencé·e·s par l'extrémisme :

In recent years, the local government in Xinjiang has been taking a strong stance on violence and terrorism, meanwhile exploring preventive counter-terrorism and de-radicalization approaches. One of the effective measures is educating and rehabilitating people guilty of minor crimes or law-breaking through vocational education and training centers, to help them reintegrate into local communities and prevent them from falling victims to terrorism and extremism. (Ambassade de la République populaire de Chine à Trinité-et-Tobago 2019).

They all have got rid of radicalism and extremists ideologies, returned to the normal life. Their thinking and mentality have changed totally. They know and abide by laws, excel at skills, have stable jobs and salary. They live a decent life with dignity and value. They are out of the woods of "devils" to become normal people. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020c).

Cette logique paternaliste présente l'État chinois comme un protecteur bienveillant, garantit la stabilité, la prospérité des minorités ethniques et « sauve (*save them*) » les Ouïghour·e·s de l'extrémisme. Selon cette rhétorique, les camps protégeraient non seulement les individus, mais aussi la société chinoise toute entière en éradiquant toute menace potentielle. En éloignant les Ouïghour·e·s de l'extrémisme, l'État chinois prétend assurer leur sécurité et celle du pays, tout en créant les conditions de développement pour leur permettre de vivre une meilleure vie.

3.1.1.2 La construction d'un récit positif autour des camps de rééducation

Cette section comprend plusieurs sous-thématiques du discours du gouvernement chinois, que nous avons rassemblées afin de ne pas trop multiplier les sections. Dans ce premier sous-thème, la RPC présente les politiques de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme comme une réussite majeure, ayant permis une réduction significative des tentatives d'attentats dans la région. Ce narratif est utilisé comme preuve de l'efficacité des politiques de rééducation. Cet argument de « réduction du

terrorisme » permet aussi de promouvoir une région unie, paisible et moderne tout en détournant le discours des violations de droits humains dans la région et renforçant l'idée que ces politiques sont nécessaires pour les minorités ethniques de la région :

Vocational education and training in Xinjiang has succeeded to an enormous extent and is applauded by the international community. No violent terrorist attacks have occurred for the past three years. Religious extremism infiltration has been effectively contained and public security in Xinjiang has notably improved. (Consulat général de la République populaire de Chine à Durban 2019).

La construction de ce récit positif est particulièrement organisé autour de quatre autres sous-thématiques que nous avons identifiées « Xinjiang est stable et pacifique », « L'unité ethnique », « Les habitants du Xinjiang sont heureux » et la représentation de « La Chine est comme une famille ». Ces arguments permettent de réaffirmer l'importance pour la RPC de projeter une image d'harmonie ethnique nationale et d'une intégration totale des minorités ethniques, comme les Ouïghour·e·s au sein de la nation. Ce récit vise à rejeter toute accusation de violences structurelles contre les Ouïghour·e·s en les intégrant de manière forcée au récit national unique. Voici un extrait de la sous-thématique « Unité ethnique » : « Xinjiang enjoys social stability, economic development, ethnic unity, religious harmony and cultural prosperity and people of all ethnic groups enjoy life in peace, happiness and freedom. » (Ambassade de la République populaire de Chine en Afghanistan 2020a). Comme nous l'avons vu tout au long de cette analyse, l'unité ethnique est un concept important pour le PCC, qui est représenté à travers cette thématique qui souligne le bonheur de la cohabitation entre les différentes *minzu* en Chine.

La sous-thématique « les habitant·e·s du Xinjiang sont heureu·x·ses » permet au gouvernement chinois de nier toute violations de droits humains tout en utilisant un vocabulaire positif : « Before coming to the UK, I had the pleasure of visiting Xinjiang, and I was impressed by the new buildings, the wide avenues, the beautiful parks, the booming cities and the smiles on the faces of the local people. » (Ambassade de la République populaire de Chine au Royaume-Uni 2021). Tous ces arguments présentent une région calme, prospère où les habitant·e·s sont heureu·x·ses et soudé·e·s, et donc un récit positif ayant pour but de redorer l'image de la région à des fins économiques en ignorant les accusations de violences perpétrées dans la région. Enfin, la dernière sous-thématique « La Chine est comme une famille », est un outil stratégique de la RPC qui lui permet d'interpréter

toute action menée à son encontre comme une tentative d'atteinte à la cohésion nationale. Les politiques répressives sont alors perçues comme des outils de discipline pouvant protéger l'unité nationale des individus : « All Chinese ethnic groups unify as a family to realize the Chinese dream. » (Ambassade de la République populaire de Chine en République fédérale de Somalie 2019). Le vocabulaire de la « famille » permet aussi au PCC de justifier son programme *Pair up and Become Family* comme une manière de rapprocher les individus, dont le but serait de s'entraider, et non de surveiller et contrôler les faits et gestes des Ouïghour·e·s :

"Pair up and Become Family" program and other ethnics pairing activities in Xinjiang are not "surveillance" at all. Since 2016, some 1.1 million civil servants have paired up with more than 1.6 million local people, treating each other like family members. They have respected and helped each other, and forged deep bonds through close interactions. [...] Cadres and workers of all ethnic groups give full play to their advantages, actively help them solve practical difficulties in work and life, such as medical treatment, employment, and schooling. [...] This is a concrete manifestation of the fact that governments at all levels in Xinjiang pay attention to the masses of the people and do practical things for them. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021a).

Cette sous-thématique nous a démontré comment le gouvernement chinois peut mobiliser un discours euphémisant et comparatif pour présenter les camps comme des espaces éducatifs, volontaires et bénéfiques, en insistant sur le rôle éducatif et positif, tout en masquant leur dimension coercitive et les violations des droits humains qu'ils impliquent. En effet, en présentant les Ouïghour·e·s comme des individus heureux grâce à leurs propres témoignages, le gouvernement chinois essaie d'effacer l'aspect coercitif et violent des camps.

3.1.1.3 L'extrémisme est violent

Dans cette thématique, le gouvernement chinois présente l'extrémisme religieux comme intrinsèquement violent, menaçant non seulement la sécurité nationale, mais aussi les libertés fondamentales des individus, en particulier celles des femmes et des enfants. L'État justifie ainsi ses politiques de contrôle au nom de la « libération » des femmes ouïghoures, en affirmant les libérer de l'emprise de leurs proches (maris, frères, pères ou amis) devenus violents en raison de l'extrémisme et de leur offrir des opportunités de transformation à travers l'éducation, l'emploi, la modernité et l'intégration au modèle de développement chinois : « I forbade my wife to go out or to talk to Han people. I didn't let my child go to school nor go to hospital when he was sick, because

I thought there were Han people in schools and hospitals. » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021a). Certains « témoins » affirment aussi interdire aux enfants d'aller dans les écoles, ou parfois refuser d'aller dans les hôpitaux : « There are non-halal books and pens in schools launched by the government, thus I didn't allow my daughter to go to school. » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021c). Ces « témoignages » visent à montrer que la violence et l'extrémisme inhérent aux populations ouïghoures, et donc leur incompatibilité à vivre sans une forme de rééducation.

En parallèle, l'extrémisme est aussi présenté comme un facteur de division sociale qui plonge les familles dans l'inquiétude et la souffrance, qui est lié à l'argument de l'encouragement de la famille à conseiller les « malades » d'aller dans les camps : « My behavior scared the relatives and friends around me. They all advised me to study in the vocational education and training center. » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021b). Le gouvernement chinois établit ainsi un lien direct entre l'extrémisme religieux et le terrorisme, affirmant que les idéologies radicales constituent une menace majeure pour la stabilité et la sécurité nationale. Selon cette rhétorique, l'endoctrinement religieux extrémiste conduirait inévitablement à des actes de violence, justifiant ainsi des politiques de surveillance renforcée et des mesures d'incarcération dans les camps. Cette association entre religion et terrorisme permet aux autorités de légitimer la répression des pratiques religieuses perçues comme déviantes, en les intégrant dans un cadre de lutte contre l'extrémisme : « I had fallen into the influence of religious extremism in the past, and wanted to join illegal religious activities with all my heart and even wanted to kill "pagans". » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b).

On remarque ici encore une contradiction dans l'argumentaire de la RPC qui se présente comme un modèle de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme mais qui présente également certain·e·s Ouïghour·e·s comme les cibles de l'extrémisme religieux qu'elle cherche à combattre. En outre, le mariage entre religion et terrorisme permet aussi aux autorités de créer un vocabulaire négatif autour de la religion et de parler d' « activités religieuses normales ». Cependant, celles-ci ne sont jamais définies donc on ne sait pas vraiment ce que le gouvernement chinois entend par « activités religieuses normales ». On conjecture alors que elles-ci poseraient la limite entre ce qui est autorisé ou non dans le cadre de la pratique de l'islam au TO : « Chinese citizens have the freedom to believe in religion, the government protects *normal religious activities* and guarantees

citizens' freedom of religious belief according to law, without discrimination or persecution. » (Ambassade de la République populaire de Chine en République fédérale de Somalie 2019, nous soulignons). Ce cadrage servirait donc à justifier les politiques de rééducation, de contrôle et surveillance de la religion au TO, en présentant l'extrémisme comme une violence qui porterait atteinte au bien de tou.te.s, en projetant une image d'un État garant de la paix et de l'harmonie ethnique nationale.

3.1.1.4 L'extrémisme menace l'harmonie ethnique

Dans le discours de la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, l'extrémisme religieux est présenté comme un obstacle majeur à la stabilité sociale entre les différentes minorités ethniques. L'unité et l'harmonie ethnique sont des concepts instrumentalisés dans les représentations médiatiques depuis la fondation de la RPC et cherchent à promouvoir une image positive du pays au monde tout en « formulant un consensus national pour éviter tout conflit social ou politique » (Frangville 2007, 54). Les autorités chinoises soutiennent que les idéologies extrémistes encourageraient le repli communautaire, éloigneraient les individus des autres ethnicités et les pousseraient à rejeter les valeurs de solidarité et d'unité, et à discriminer l'ethnie Han :

Consequently, I behaved myself according to the codes they told me, refusing to talk or do business with Han people, feeling disgusted whenever a Han came to my shop, and even taking a knife to hit a Han customer on one occasion when, fortunately, I was then stopped by a friend. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021a).

Cet argument justifierait alors l'intervention de l'État sous la forme des programmes de rééducation et d'assimilation culturelle, visant à « réintégrer » ces individus à la société :

By after studying in the center, my Chinese efficiency has been improved a lot and I learned the skill of repairing automobiles. I have realized the danger of religious extremism and recognized the ugly face of extremists. I got rid of their controle over my mind. They just used us to alienate our Uygurs from other ethnic groups, destroy our unity and arousing hatred. They wanted to turn us into demons. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b).

Cette section a révélé comment le gouvernement chinois instrumentalise la notion d'harmonie pour justifier ses politiques répressives de camps de rééducation, en construisant

les Ouïghour·e·s comme une menace à l'unité nationale, proie d'un extrémisme religieux dangereux. Cette stratégie discursive de redirection du discours permet de légitimer le contrôle colonial, la surveillance intense et l'effacement de la culture ouïghoure au nom de la stabilité de la nation.

3.2 La Chine est victime de mensonges

Enfin, dans cette dernière rubrique, nous expliquons comment le gouvernement chinois présente les critiques internationales sur ses politiques coercitives au TO comme faisant partie d'un complot orchestré par les puissances occidentales cherchant à nuire à la stabilité et au développement de la Chine. Selon cette rhétorique, les accusations de génocide seraient en réalité des tentatives de manipulations visant à affaiblir le pays ou à perturber l'harmonie ethnique en Chine. La RPC accuse notamment les pays occidentaux d'instrumentaliser la question ouïghoure pour justifier des sanctions économiques. Le PCC réfute ainsi les témoignages des Ouïghour·e·s de la diaspora et les rapports des ONG en les qualifiant de propagande antichinoise. Cette stratégie vise à décrédibiliser toute remise en question des actions de la RPC, à mobiliser l'opinion publique nationale et des pays des Suds autour d'un sentiment de résistance face aux ingérences des pays occidentaux. Nous avons divisé les arguments liés à la désinformation en trois thèmes : 1) les forces occidentales ne veulent pas que les Ouïghour·e·s soient heureux, 2) les forces occidentales veulent empêcher le développement de la Chine et 3) la diaspora ouïghoure ment. Afin de comprendre l'organisation des thèmes dans cette rubrique nous recommandons de se référer à la figure 3.2.

Figure 3.2 Arguments sur la désinformation



3.2.1 Les forces occidentales veulent empêcher le développement de la Chine

Dans notre corpus, la RPC affirme à quatre reprises que les critiques internationales sur sa politique au TO et les sanctions économiques et diplomatiques qui en découlent, ne sont pas motivées par des préoccupations humanitaires, mais par une volonté stratégique de freiner le développement du pays. Ainsi, les puissances occidentales, en particulier les États-Unis et ses alliés, utiliseraient la question ouïghoure comme un prétexte pour entraver l'essor économique et géopolitique de la Chine. Pékin accuse donc ces nations de mener une guerre idéologique et économique, visant à discréditer son modèle politique et à entraver son influence mondiale :

It is nothing more than to suppress the enterprises in Xinjiang, force a large number of people to lose their jobs, increase social instability factors, and make Xinjiang return to the quagmire of turbulence and frequent violent and terrorist activities, so that the western anti-China forces can fish in troubled waters and achieve the purpose of

curbing China's development. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021e).

It firmly opposes the politicization of human rights issues and double standards, stresses that Xinjiang is an inseparable part of China, and urges relevant parties to abide by the purposes and principles of the UN Charter, stop using Xinjiang-related matters to interfere in China's internal affairs, stop making unjustified and politically-motivated accusations against China, and stop seeking to contain developing countries under the pretext of human rights issues. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021d).

Afin de contre-balancer les accusations de génocide au TO, la Chine riposte en attaquant les États-Unis et dénonce ses propres violations des droits humains :

In stark contrast, the United States has been criticized by the world for using high-tech means to implement large-scale surveillance activities. Half of U.S. adults--more than 117 million people--are in a law enforcement face recognition network, according to as Georgetown University study report, which raises serious questions about privacy and civil liberties violations, particularly for African Americans. A report by the Pew Research Center showed that 52 percent of US Muslims thought they were under government surveillance, 28 percent of Muslims claimed they had the experience of being mistaken for suspects, and 21 percent of Muslims said that they had to go through separate security checks at airports. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021a).

3.2.1.1 Les forces occidentales veulent commencer une nouvelle guerre froide

Le gouvernement chinois affirme six fois dans notre corpus que les forces occidentales, en particulier les États-Unis et ses alliés, chercheraient à déclencher une nouvelle guerre froide en utilisant la situation du TO comme un levier de confrontation géopolitique. Pékin soutient que, tout comme durant la guerre froide du XX^{ème} siècle, les puissances occidentales tenteraient de diviser le monde en blocs opposés, en instrumentalisant la question ouïghoure pour justifier des mesures protectionnistes et des restrictions commerciales à son encontre. Cette vision alimente donc un discours populiste où la Chine se présente comme une victime de politiques restrictives sur sa marchandise, orchestrée par des acteurs externes malveillants cherchant à entraver son développement. Ce discours vise à rallier d'autres pays des Suds à sa cause, en présentant la Chine comme une alternative aux modèles occidentaux, dénonçant ainsi une pratique d'ingérence étrangère déguisée en défense des droits humains : « The US and other western anti-China forces stick to the Cold War mentality and pursue double standards and bullying, disturbing the whole

world with such mentality and practices. » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021c). Alors que Mike Pompeo n'est plus secrétaire d'État des États-Unis depuis près d'un mois, il est accusé, dans l'extrait suivant, de vouloir commencer une nouvelle guerre froide avec la Chine :

[...] over a period of time, Pompeo have made up various kinds of "false news" to smear and attack China's policy on Xinjiang, foment discord between China and other countries, exposing fully his deep-rooted Cold War and Zero-sum thinking and ideological prejudice. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021a).

3.2.1.2 Les recherches occidentales sur les Ouïghours ne sont pas crédibles

Dans son argumentaire sur la désinformation, le gouvernement chinois rejette systématiquement les études occidentales qui dénoncent le génocide ouïghour et les politiques coercitives. La RPC affirme qu'elles ne sont pas crédibles et qu'elles relèvent d'une campagne de désinformation orchestrée par des organisations antichinoises. Selon cette rhétorique, les instituts de recherche et les chercheurs qui publient des rapports critiques sur le TO seraient financés par les États-Unis et d'autres gouvernements occidentaux cherchant à nuire à la Chine, les chercheurs n'auraient donc aucune crédibilité et seraient corrompus. Dans l'extrait suivant c'est l'*Australian Strategic Policy Institute* (ASPI) qui est accusé de manquer de crédibilité :

Let's take a look at what on earth the ASPI is. It has long received financial support from the US government and arms dealers. It has been keen on fabricating and hyping various anti-China topics and spreading rumors for the benefit of its paymasters to stigmatize and demonize China. It is not an academic research institution at all, but an anti-China tool manipulated by the US government, and an anti-China vanguard in an academic guise. In particular, it has been notorious for throwing out fallacies on Xinjiang related issues that are unfounded and full of illusions and groundless suppositions. the ASPI just fawns on its paymasters so as to make more money. It is not responsible to its readers. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b).

Pékin accuse ces chercheurs et institutions de mener des études biaisées, fondées sur des témoignages « fabriqués » et des interprétations erronées de documents officiels chinois. Le chercheur Adrian Zenz, qui a fourni de nombreux rapports sur le génocide ouïghour est lui aussi ciblé par le gouvernement chinois : « Their sources and clues are from US anti-China NGOs or unverifiable and untraceable "eyewitness evidence". They even used interactive maps as satellite

images, which is quite absurd and groundless." » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b). Les autorités chinoises avancent également que les statistiques publiées par ces instituts sont falsifiées et qu'elles ne reposent sur aucune preuve tangible : « Its reports on Xinjiang were baseless. The false information fabricated by it was full of vicious lies and illusions, and was overturned by facts and truth multiple times. » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2020b). Les extraits analysés ci-dessus ont illustré la stratégie de délégitimation employée par le gouvernement chinois, qui cherche à discréditer systématiquement toutes les enquêtes internationales en les présentant comme biaisées, politisées ou infondées, afin de renforcer sa propre version des faits et écarter toute critique extérieure de ses actions au TO.

3.2.2 Les forces occidentales ne veulent pas que les Ouïghour·e·s soient heureux

Dans son argumentaire, le PCC affirme aussi que les occidentaux qui critiquent la Chine ne veulent pas réellement défendre les droits des Ouïghour·e·s, mais cherchent plutôt à entraver le développement de la région et donc leur bien-être. Selon cette rhétorique, les puissances occidentales souhaiteraient maintenir les Ouïghour·e·s dans la pauvreté et l'instabilité pour affaiblir la Chine et nuire à sa cohésion nationale. Dans ce discours, les forces occidentales sont accusées d'exagérer ou de manipuler la réalité pour semer le chaos dans la région et ternir l'image de la Chine à l'international. L'État chinois met en avant des témoignages d'Ouïghour·e·s affirmant être satisfait·e·s de leur vie et bénéficier des politiques mises en place, suggérant ainsi que les interventions occidentales ne serviraient qu'à déstabiliser la région au détriment de ses habitant·e·s : « They just want to destroy our earnings, destroy our happy life, and make us lose our work or food. » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021e). Des représentants du gouvernement local s'indignent aussi parfois en mentionnant cet argument :

This is a naked attempt to deprive the cotton farmers and picking-workers of all ethnic groups in Xinjiang of their right to live a better life through legal labor! Such rumors and slander of Adrian Zenz hurt the feelings of cotton farmers and pickers, and also affected their income. Finally, I want to warn Pompeo and other anti-China groups: No matter how you make rumors, you can't erase the fact of sustained stability, prosperity and development in Xinjiang. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021b).

3.2.2.1 Les forces occidentales veulent détruire la stabilité ethnique de la région

Enfin, le discours de la RPC mentionne aussi que les « forces occidentales » voudraient « détruire la stabilité ethnique du Xinjiang » en attisant des tensions entre les différentes communautés. Pékin accuse les États-Unis et ses alliés d'encourager le séparatisme en amplifiant les récits de persécution des minorités afin de provoquer des conflits internes et de déstabiliser la région. Dans cette optique, la Chine présente ses politiques au TO comme des mesures nécessaires pour préserver l'harmonie ethnique et garantir la paix : « No one and no attempt will succeed in sabotaging the relations between ethnic groups in Xinjiang, destroying stability and development of the region and intervening China's internal affairs with their conspiracies and plots, and they will be doomed as daydreams. » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021a). De plus, la RPC accuse parfois les pays occidentaux de supporter le terrorisme :

This reflects their supporting terrorism and extremism in a disguised form, grossly infringing upon Uyghur human rights, freedom and the right to live, undermining social stability in Xinjiang and the right to economic and social development of Uyghurs, which has to be condemned by the international community. (Ambassade de la République populaire de Chine à Grenade 2020).

3.2.3 La diaspora ouïghoure ment

Enfin, le gouvernement chinois utilise la réfutation et décrédibilisation de la diaspora ouïghoure pour les accuser de propager des mensonges et de manipuler l'opinion publique internationale dans le but de discréditer la Chine. Dans cet argumentaire, la RPC estime que les témoignages des exilé·e·s seraient inventés sous l'influence d'ONG et de gouvernements hostiles à la Chine. Cette stratégie permettrait de remettre en question la légitimité des récits sur les persécutions et servirait à renforcer l'idée d'une campagne de désinformation orchestrée contre la Chine, qui serait victime d'un complot. La section ci-dessous est organisée en trois sous-thèmes qui expliquent quels arguments sont mis en avant par la RPC pour réfuter les témoignages des membres de la diaspora : 1) les témoins de la diaspora ouïghoure sont des criminels, 2) ils n'ont aucune moralité et 3) sont manipulés.

3.2.3.1 Les témoins de la diaspora ouïghoure sont des criminels

Tout d'abord, le gouvernement chinois soutient que plusieurs membres de la diaspora ouïghoure sont des criminels. Cette stratégie souligne que l'on ne pourrait pas faire confiance aux membres

de la diaspora en raison de leur passé criminel. Selon cette rhétorique, les personnes qui dénoncent les politiques répressives au TO, seraient en réalité des extrémistes, des séparatistes, des terroristes ou des délinquant·e·s ayant fui la justice chinoise. Pékin accuse les témoins ayant reçu le plus d'attention médiatique d'avoir été impliqués dans des activités illégales comme le terrorisme, le séparatisme ou la fraude, insinuant ainsi que leurs récits ne sont pas crédibles, tout en invitant subtilement les pays ayant offert l'asile aux Ouïghour·e·s à les renvoyer en Chine : « [...] certain relatives of those overseas Xinjiang natives are criminal suspects who are under criminal custody by the police. They are not allowed to contact anyone according to law. » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021b). Dans l'extrait suivant le gouvernement chinois explique, lors d'une conférence de presse, pourquoi Sayragul Sauytbay, un témoin clé des atrocités dans les camps de rééducation, aurait « menti » aux médias :

For instance, Sayragul Sawuybay told the public that she used to teach in vocational education and training center. Later, she was portrayed as a victim of the center, and claimed been detained in the concentration camps, suffered from torture and medical experiments and was forced to eat pork. As a matter of fact, she was neither employed nor studied at any vocational education and training center, nor was subject to any compulsory measures. In fact, she is a crime suspect for loan fraud and illegal border crossing, who is on Xinjiang public security authorities' online wanted list. On April 5, 2018, Sayragul sneaked across the border and went to Kazakhstan from China-Kazakhstan Horgas International Border Cooperation Center, which was taken as a conduct of illegal border crossing according to Article 322 of Criminal Law of People's Republic of China. In June, 2015, and in December, 2016, she applied for 470,000 yuan with fabricated house purchase contract, forged guarantee materials and guarantor's signature from a Rural Co-op Credit Union at Chahanwusu Town, Zhaosu County, which she now still owes 398,000 yuan on debt. Hence, she is under charge of loan fraud according to Article 193 of Criminal Law of People's Republic of China. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021a).

3.2.3.2 Les témoins de la diaspora ouïghoure n'ont aucune moralité

La stratégie de décrédibilisation de la diaspora ouïghoure par le gouvernement chinois est aussi basée sur l'affirmation qu'iels n'auraient aucune moralité et qu'iels seraient prêt·e·s à mentir pour servir des intérêts politiques ou personnels. Selon cette rhétorique, les témoins qui dénoncent la répression au TO seraient motivé·e·s par des gains financiers, des opportunités médiatiques ou des pressions exercées par des gouvernements occidentaux. Pékin accuse certain·e·s d'entre eux/elles d'avoir fabriqué des récits exagérés ou entièrement faux, les présentant comme des instruments de propagande antichinoise. Par exemple dans l'extrait suivant c'est Gulbahar Mahmutjan, activiste

ouïghoure et rescapée des camps de rééducation qui est accusée de manquer de moralité : « In the meantime, the friends and colleagues of her all know about her poor morality, habitual lies and her turbulent personal life. » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021b). En insistant sur l'idée que ces témoignages manquent de crédibilité et sont motivés par des intérêts égoïstes, l'État chinois cherche à semer le doute dans les récits des survivant·e·s et à détourner l'attention des accusations de violations des droits humains : « After she left China, to defraud refugee status, she willingly fell into a "pawn" [...] for the anti-China forces and shamelessly fabricated her "bad experiences" many times, but her lies have been laid bare before the facts » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021e).

3.2.3.3 Les témoins de la diaspora ouïghoure sont des acteurs

D'autre part, le gouvernement chinois accuse les témoins de la diaspora ouïghoure d'être des acteurs et actrices jouant un rôle dans une mise en scène orchestrée par des pays étrangers pour discréditer la Chine. Nous avons remarqué dans cette thématique que les témoignages de violences et de persécutions relayés par les médias internationaux seraient alors totalement fabriqués, et présentés de manière à susciter l'émotion et l'indignation : « And the so-called "witnesses" the organizers have put together are merely actors who have been making up the so-called "persecution" that never happened at all. » (Ambassade de la République populaire de Chine au Royaume-Uni 2021). Pékin affirme que ces témoins seraient entraîné·e·s et manipulé·e·s par des organisations financées par des pays occidentaux, leur fournissant des récits préconçus à diffuser sur la scène internationale. Or, la constance des preuves documentées de la répression dans la région, ainsi que la multitude des témoignages de Ouïghour·e·s recueillis partout dans le monde relèvent une tentative supplémentaire de la RPC de tenter de décrédibiliser et d'invisibiliser les témoins de la diaspora (Finnegan 2020 ; Palmer, Mahmut et Udun 2024 ; Roberts 2020 ; Uyghur Tribunal 2021a). Cette stratégie vise à délégitimer les récits des survivant·e·s en semant le doute sur leur authenticité et en réduisant leurs témoignages à une simple mise en scène politique :

Some "witnesses" in the so-called Xinjiang-related "databases" are in fact "actors" employed by anti-China forces in the United States and the West, who make a living by smearing Xinjiang abroad. Acting as "chess pieces" of the anti-China forces in the United States and the West in exchange for "refugee" status and material benefits by deceptive means, they repeatedly made up their so-called "experiences" in the vocational education and training centers, which have been exposed by the fact time

and again. (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021f).

Cette section a mis en lumière la manière dont le PCC cherche à décrédibiliser les témoignages des Ouïghour·e·s de la diaspora en les présentant comme manipulés ou motivés par des intérêts politiques adjacents, niant ainsi leur légitimité et agentivité. Cette stratégie de disqualification est nécessaire pour le gouvernement chinois afin d'effectuer une reconfiguration narrative plus large, où les Ouïghour·e·s ne sont plus seulement perçu·e·s comme des opposant·e·s, mais aussi comme des figures altérisées, manipulables et/ou criminalisées. C'est pourquoi, dans la section suivante nous analyserons les représentations des Ouïghour·e·s.

3.3 Représentations des Ouïghour·e·s dans les discours gouvernementaux

Dans cette section, nous analysons la manière dont le gouvernement chinois représente les Ouïghour·e·s dans notre corpus de documents. Nous effectuerons une analyse non-exhaustive du vocabulaire utilisé par la RPC, ce qui nous permet de dégager trois axes de description à travers lesquels le gouvernement chinois construit sa représentation des Ouïghour·e·s : l'altérité, l'exotisme et la criminalisation. Ces axes de descriptions nous permettent de mieux comprendre comment la RPC qualifie les Ouïghour·e·s et comment ces représentations participent à la justification implicite de ses politiques coercitives.

3.3.1 L'altérité

Sous une apparence d'un discours bienveillant et émancipateur, la RPC structure son discours en utilisant un vocabulaire particulier qui contribue activement à une construction coloniale des représentations des Ouïghour·e·s. En effet, le gouvernement chinois utilise les termes « arriérés (*backwardness*) », « appauvri (*impoverished*) » et « sauvage (*salvage*) » qui renvoient à une construction de la culture ouïghoure comme anti-modernité et inférieure à la culture Han. La qualification des populations colonisées comme « arriérées (*backward*) » permet aux pouvoirs coloniaux de justifier des politiques d'assimilation tout en prétendant une modernisation pour le « bien-être » des colonisé·e·s. Ce vocabulaire déshumanisant contribue activement à la construction de l'altérité ouïghoure, iels sont représenté·e·s comme une « masse » distincte, ce qui

efface l'agentivité, la diversité et leur individualité en les réduisant à un collectif facilement manipulable. Les Ouïghour·e·s ne sont plus considéré·e·s comme des individus avec leur volonté propre, mais sont assimilé·e·s à une foule maniable, favorable aux politiques coercitives.

D'autre part, le vocabulaire utilisé nie l'agentivité des femmes ouïghoures militantes de la diaspora en les dénigrant. Ces dernières sont principalement ciblées dans les tentatives de décrédibilisation employées par la Chine pour invalider leurs témoignages. En effet, elles sont décrites comme « influencées (*influenced*) », « manipulées (*manipulated*) », « utilisées (*used*) » et donc pas responsables directement de leurs actes. Dans ce cadre, la RPC nie aux femmes colonisées la capacité de vouloir dénoncer la situation au TO et leur impose un discours dans lequel leur agentivité et leur libre-arbitre sont niés. Dans ce cadre, le gouvernement chinois suggère que les Ouïghoures sont intrinsèquement inférieures, dépeintes comme incapables d'autonomie et dépendantes d'autrui, facilement influençables par l'extrémisme religieux et nécessitant une rééducation. Dans les deux situations, ce ne sont pas leurs propres choix qui importent, elles sont considérées comme des personnes ignorantes. Cette négation de leur agentivité se prolonge dans le discours qui les présente comme incapables de discernement, dépendant d'une intervention extérieure pour accéder à la « modernité ». Dans notre corpus, les expressions suivantes « free them from religious thinking », « free them from terrorism », « emancipate their minds » et « saved by the government », « saved by the camps » suggèrent que les Ouïghour·e·s auraient besoin d'une aide extérieure pour être « sauvé·e·s ». Le vocabulaire de l'aide aux Ouïghour·e·s est donc très présent : on compte 28 répétitions du mot « help¹⁷ » sur la totalité des documents, que ce soit une aide à trouver un travail, à réintégrer la société, à lutter contre la pauvreté, à se débarrasser de l'extrémisme religieux ou une aux personnes qui ont commis des crimes mineurs. La récurrence du discours d'émancipation et de sauvetage suggère que les Ouïghour·e·s ont « besoin » d'une transformation qui n'est possible qu'avec une rupture de l'identité ouïghoure (islam, langue, traditions, mode de vie...).

Cette rhétorique selon laquelle il faut « sauver » les minorités, tout en désignant ce qui doit être extirpé d'elles (religion, culture, autonomie), reproduit les logiques coloniales et patriarcales :

¹⁷ On compte 28 répétitions du mot « help », dans le cas où les Ouïghour·e·s sont le sujet, c'est-à-dire que les phrases démontrent que le gouvernement chinois vient en aide aux Ouïghour·e·s.

le gouvernement chinois définit les Ouïghour·e·s par leur manque de modernité, leur incapacité à s'éduquer et leur besoin d'un sauveur externe. L'insistance sur leur « besoin » d'aide pour trouver un emploi, réintégrer la société, ou encore abandonner l'extrémisme participe à une stratégie plus large de jugement moral et de désindividualisation: les Ouïghour·e·s sont considéré·e·s comme une masse uniforme à rééduquer. L'argument de l'aide aux minorités devient alors un instrument d'effacement de leur individualité et agentivité, qui transforme l'assimilation forcée en un geste humanitaire bienveillant. Les politiques d'assimilations sont alors implémentées sous prétexte que les Ouïghour·e·s auraient besoin d'être « libéré·e·s » par l'État salvateur et paternaliste, qui posséderait les solutions aux « malheurs » des populations colonisées.

3.3.2 L'exotisme

La RPC utilise aussi un discours en apparence positif, qui instrumentalise des représentations des Ouïghour·e·s à des fins de propagande et de tourisme. L'utilisation des expressions « colorful customs and culture », « ethnic groups in Xinjiang love singing and dancing », « ethnic folklore », « wonderful place of great food and friendly people » renvoient à une mise en scène fabriquée qui représente les Ouïghour·e·s comme une population heureuse, festive et exotique. Ces représentations réduisent les Ouïghour·e·s à des images figées, instrumentalisées à des fins de tourisme. Cette image est coupée des réalités politiques de la région et neutralise toute remarque à l'encontre du bonheur des Ouïghour·e·s en Chine en les réduisant à une image figée dans le temps. La représentation de l'exotisme des populations colonisées permet au gouvernement chinois d'invisibiliser les politiques coercitives, en présentant un récit positif en apparence et promouvoir le tourisme interne et international¹⁸. La construction de telles représentations contribue à la stratégie de détournement narratif du gouvernement chinois, en créant un récit positif d'harmonie ethnique et de bonheur.

¹⁸ Le tourisme international dans la région du TO est essentiel pour le gouvernement chinois puisqu'il permet d'asseoir sa domination en multipliant les témoignages de voyageurs étrangers visitant la région en affirmant qu'il n'y a pas de répression au TO et donc pas de génocide. Les visites au TO sont organisées par des agences gouvernementales chinoises qui choisissent minutieusement les activités et quartiers à visiter par les étrangers. Pour plus d'informations voir Radio Free Asia. « China promotes Xinjiang as tourist site as evidence of Uyghur genocide emerges ». 12 janvier 2024. <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/genocide-tourism-01122024160844.html>.

3.3.3 La criminalisation

Durant les conférences de presse organisées en Chine, l'on observe, comme expliqué dans le chapitre 2, une construction de la diaspora ouïghoure comme menace. La septième et dernière conférence de presse organisée en Chine le 12 avril 2021 s'est tenue officiellement pour réfuter les résultats du *Xinjiang Data Project*¹⁹ mais a en vérité été organisée pour dénigrer et accuser la diaspora ouïghoure d'activités criminelles (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021f). Sur une durée totale de deux heures, le gouvernement chinois a pris une heure et quarante minutes à décrire les différents types de personnes qui « fabriquent » leurs expériences personnelles (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine 2021f). Dans cette description, l'on retrouve des « acteurs », des personnes qui auraient menti à propos de leur entourage, des individus qui auraient fabriqué leurs expériences et témoigné et, enfin, des personnes qui auraient effectué des actes criminels en Chine. Néanmoins, il est possible de douter de la crédibilité de ces propos puisqu'aucune preuve n'est offerte en lien avec les actes illégaux que ces personnes auraient posés en RPC et aucun argument n'est présenté pour soutenir la thèse selon laquelle les Ouïghour·e·s de la diaspora mentiraient. La représentation de la diaspora ouïghoure comme criminelle est donc principalement un outil de décrédibilisation qui permet de porter atteinte à la réputation de la diaspora, tout en confirmant la version officielle du discours du gouvernement chinois.

La criminalisation des Ouïghour·e·s dans les discours du gouvernement chinois fait aussi partie d'une stratégie de destruction psychologique et émotionnelle plus large²⁰ qui vise à étouffer leur capacité à témoigner du génocide et à effacer l'existence des politiques de répression. Cependant, cette stratégie de représentation des individus colonisés comme criminels n'est pas nouveau et est fréquemment utilisée par les colons pour justifier leurs politiques de contrôle des

¹⁹ Ce projet rassemble un grand nombre de recherches empiriques expliquant la situation de violations des droits humains au Turkestan oriental. Il a été créé par l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI) en 2020, dans le but de combler le manque de recherches sur la situation au TO. Voir Australian Strategic Policy Institute, *Xinjiang Data Project*, consulté le 2 avril 2025, <https://xjdp.aspi.org.au/>.

²⁰ La Chine a construit un processus destruction psychologique et émotionnelle de la diaspora ouïghoure en procédant à de la répression transnationale, dont du cyberharcèlement, de l'intimidation, de l'espionnage et des tentatives d'enlèvements. Voir Bradley Jardine, Edward Lemon et Natalie Hall, *No Space Left to Run: China's Transnational Repression of Uyghurs*, rapport conjoint du Uyghur Human Rights Project et de l'Oxus Society for Central Asian Affairs, 24 juin 2021, <https://uhrp.org/report/no-space-left-to-run-chinas-transnational-repression-of-uyghurs/>.

corps. C'est ce qu'explique Fanon (1961, 292) : l'État colonial naturalise et crée des représentations de la violence du colonisé, ce qui lui permet de justifier une « discipline » des colonisé·e·s via des moyens policiers et militaires. Ainsi, la création d'un passé criminel pour les membres de la diaspora, permet au gouvernement chinois d'expliquer pourquoi sont implémentées les mesures de surveillance et de contrôle. D'autre part, cette stratégie discursive participe aussi à créer un sentiment d'insécurité pour les pays hébergeant ces réfugié·e·s politiques ouïghour·e·s, et donc pourrait inciter à les expulser en raison de leur prétendue criminalité.

Certain·e·s membres de la diaspora ouïghoure sont aussi perçu·e·s comme terroristes par le gouvernement chinois, qui qualifie toute appartenance au *World Uyghur Congress* (WUC) comme un acte séparatiste terroriste, cherchant à remettre en cause l'intégrité territoriale de la Chine. C'est notamment le cas de Gulbahar Mahmutjan qui est accusée d'avoir organisé des activités terroristes au TO. L'utilisation du vocabulaire lié au terrorisme concernant la diaspora permet au gouvernement chinois de condamner toute tentative d'indépendance sur son territoire. En contrôlant le récit médiatique, la RPC peut donc se présenter comme victime de terrorisme face à des membres de sa nation influencés par une menace extérieure.

Par ailleurs, la récurrence de mentions sur l'indivisibilité du territoire, telles que « Xinjiang is an inseparable part of the Chinese territory », permet aussi de réaffirmer son emprise sur la région, qui est alors perçue comme une région inséparable du territoire de la RPC, qu'il faut parfois discipliner. La métaphore familiale est centrale dans la rhétorique du RPC et permet de positionner le PCC en tant que « père » de la nation et protecteur des *minzu*.

Au début du chapitre 3, nous avons analysé les arguments concernant « l'extrémisme est un virus » qui considère les Ouïghour·e·s comme des individus « malades ». Dans cette métaphore, les Ouïghour·e·s sont infantilisé·e·s et perçu·e·s comme souffrant·e·s et le PCC est le « père » qui devrait « soigner » ses « enfants ». L'infantilisation des Ouïghour·e·s permet de leur imposer une maladie imaginaire à multiples symptômes –extrémisme religieux, terrorisme, retard civilisationnel et rejet de la modernité. La solution est présentée par la RPC comme un acte de bonté : les camps de rééducation dont le but est de « sauver » des membres de la nation chinoise « infectés ». Dans cette analyse du vocabulaire, on observe donc un portrait du père à la fois, salvateur et disciplinant ses « enfants » – qui ne savent pas ce qui est bon pour eux/elles. Cette mise en scène d'une famille

multiethnique unie permet à la Chine de produire un récit d'harmonie ethnique, dans laquelle l'unité et la solidarité au sein de la « famille » permet de « sauver » les « malades ».

3.4 Conclusion du chapitre 3

À la lecture de ce chapitre, nous donc avons identifié deux arguments majeurs utilisés par la RPC pour justifier les répressions faites au TO : l'argument de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme et l'argument de désinformation. Le premier est basé sur l'affirmation que les Ouïghour·e·s seraient « malades » et auraient « besoin » d'être « soignés » dans les camps, en insistant sur ce point le gouvernement chinois affirme que l'extrémisme religieux est une menace pour l'État et légitimise l'existence des camps et des politiques de rééducation. Le PCC utilise également la lutte contre la désinformation comme un argument pour discréditer les enquêtes, études et témoignages internationaux qui soutiennent l'existence d'un génocide au TO. Grâce à cet argument, le PCC se présente comme la victime d'un complot orchestré par les pays occidentaux qui auraient pour objectif de freiner son développement et de compromettre le bien-être de sa population. Enfin, notre analyse des représentations des Ouïghour·e·s dans les discours du PCC a révélé une utilisation ambivalente de l'altérité, de l'exotisme et de la criminalité. Les Ouïghour·e·s sont alors tantôt présenté·e·s comme une attraction touristique, des citoyen·ne·s malades que l'État prétend devoir « sauver » par des programmes de rééducation, et des ennemis internes qui nuisent à la stabilité de la nation.

CONCLUSION

Bien que les dénonciations du génocide ouïghour se multiplient depuis 2018, des événements récents montrent que ces alertes peinent encore à freiner la répression au Tukestan Oriental. D'ailleurs, une déportation forcée de 40 Ouïghours de Thaïlande vers la Chine a eu lieu le 27 février 2025 (The Nation Thailand 2025). Les Ouïghour·e·s de la diaspora et l'ONU ont alors exprimé des inquiétudes quant au sort qui a été réservé à ces déportés (ONU Info 2025 ; Turdush et Khan 2025). Un mois après leur déportation, des officiels du gouvernement thaïlandais ont visité les Ouïghours rapatriés en Chine, et ont rapporté aux médias internationaux qu'ils sont « heureux » et « reconnaissants » d'avoir été renvoyés en Chine (The Nation Thailand 2025). On observe donc des disparités entre les discours des organisations internationales, les Ouïghour·e·s de la diaspora et de la RPC et ses alliés. Ce constat nous a amené à nous questionner sur les arguments et les représentations des Ouïghour·e·s utilisés par le gouvernement chinois pour justifier les politiques coercitives mises en place au TO à la communauté internationale. Au sommet de la controverse, les deux principaux supports utilisés par le PCC pour justifier sa position étaient les conférences de presse, organisées en Chine et à l'étranger, des entrevues avec la presse étrangère ainsi que des articles écrits par les ambassadeurs de la RPC et publiés dans les médias étrangers. Notre analyse a permis de combler une lacune dans la littérature en analysant les justifications discursives des autorités chinoises, tout en documentant les représentations des Ouïghour·e·s dans les discours de la RPC.

Dans le cadre de ce travail de recherche, nous avons présenté l'argumentation du gouvernement chinois, qui se divise en quatre axes : « Lutte contre l'extrémisme et le terrorisme », « Respect des droits humains », « Développement économique et modernisation » et « La Chine est victime de mensonges ». Ces axes se divisent et sous divisent eux-mêmes en thématiques expliquant l'argumentation complète de la RPC concernant le génocide ouïghour disponible en Annexe A.

L'axe de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme permet au gouvernement chinois de justifier l'utilisation de politiques de surveillance et des camps de rééducation par l'argument de lutte contre le terrorisme. Cet argument donne l'opportunité au gouvernement chinois d'affirmer qu'il doit « guérir » les Ouïghour·e·s de l'extrémisme religieux. L'axe de développement économique et de

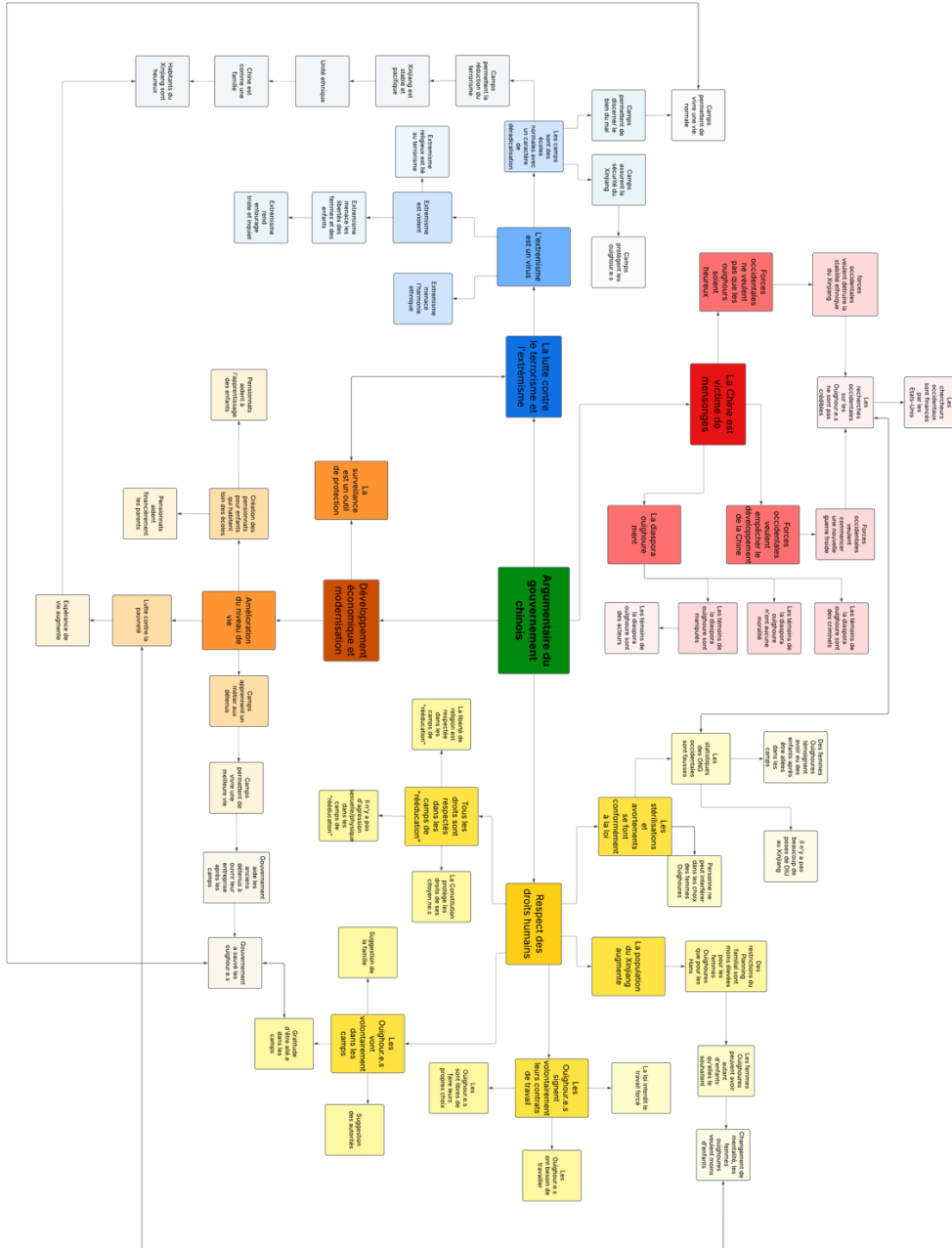
modernisation est une stratégie qui efface les accusations de violations de droit humain en présentant ses politiques coercitives comme une forme d'émancipation et de modernité. Par exemple, le gouvernement chinois présente les camps de rééducation comme un moyen d'améliorer les conditions de vie des Ouïghour·e·s en leur donnant accès à une formation professionnelle. Dans cette section la RPC a cherché à redéfinir la situation afin de légitimer la mise en place des camps sous forme de politique de développement économique des minorités ethniques. Cet axe du développement est utilisé pour justifier les pensionnats, la surveillance de masse, et les stérilisations ou les avortements forcés.

Dans l'axe de respect des droits humains, le gouvernement chinois réfute les recherches des rapports d'ONG occidentales et se présente comme un État qui protège ses citoyen.ne.s conformément à la Constitution. Dans cet argument, chaque individu ferait ses choix volontairement, que ce soit pour aller dans les camps, signer son contrat de travail, se faire stériliser ou avorter. Enfin, l'axe nommé « la Chine est victime de mensonges » explique comment la désinformation est utilisée par les États-Unis et ses alliés pour nuire à la réputation de la Chine. Cette stratégie discursive permet de nier toute recherche académique prouvant le génocide ouïghour qui est financée par des pays occidentaux. Dans cet argument, la Chine invalide les témoignages des membres de la diaspora ouïghoure réfugiés à l'étranger, en les accusant de mentir, d'être des act·eur·rice·s payé·e·s par les pays occidentaux pour mentir sur la Chine.

Grâce à nos résultats de l'analyse thématique et notre analyse non-exhaustive de vocabulaire, nous avons aussi pu présenter un portrait des représentations des Ouïghour·e·s dans les discours du gouvernement chinois. Dans ces portraits, la RPC nie toute agentivité aux Ouïghour·e·s et les considère comme des individus ayant besoin d'une « aide » externe pour « se moderniser ». Ce mode de pensée permet au gouvernement chinois de se présenter comme « sauveur » du peuple ouïghour qui serait « malade », et qui ne pourrait être guéri qu'à travers la discipline imposée du gouvernement chinois. Les Ouïghour·e·s sont présenté·e·s comme un peuple exotique et « coloré » afin de promouvoir le tourisme dans la région, et d'invisibiliser les politiques coercitives mises en place dans la région. Parallèlement, les Ouïghour·e·s de la diaspora sont criminalisé·e·s et discrédité·e·s, contribuant ainsi à une stratégie de destruction psychologique et émotionnelle globale mise en œuvre par la RPC pour dissuader les témoignages sur le génocide.

Enfin, il convient de souligner que notre recherche présente certaines limites. Tout d'abord, nous n'avons étudié que 35 documents sur plus d'une centaine de documents publiés par le ministère des affaires étrangères de la RPC qui justifient sa position concernant le TO durant la même période. Nous avons opté pour une analyse thématique afin de faire émerger les principales rubriques et thématiques de notre étude. Toutefois, une approche par questionnements analytiques aurait également pu être pertinente et aurait permis d'obtenir des résultats potentiellement différents et plus approfondis. Notre analyse pourrait aussi être approfondie par l'étude des discours plus récents de la Chine, notamment pour comprendre comment ses justifications évoluent dans un contexte où les informations provenant cette région se raréfient.

ANNEXE A ARBRE THEMATIQUE



ANNEXE B

LISTE DES DOCUMENTS ANALYSÉS

- Ambassade de la République populaire de Chine à Grenade. « Anti-Terrorism in Xinjiang Is Beyond Reproach ». 19 juin 2020. Consulté le 28 février 2025.
https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11363456.html
- Ambassade de la République populaire de Chine à Trinité-et-Tobago. « Op-ed about Xinjiang by H.E. Song Yumin, Chinese Ambassador to Trinidad and Tobago, on Guardian ». 10 août 2019. Consulté le 28 février 2025.
https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11362251.html
- Ambassade de la République populaire de Chine au Nigéria. 2019a. « H.E. Zhou Pingjian, Chinese Ambassador to Nigeria: “Vocational Education in Xinjiang – A Good Experience in Countering Extremism” ». 23 août 2019. Consulté le 28 février 2025.
https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11362303.html
- Ambassade de la République populaire de Chine au Nigéria. 2019b. « H.E. Zhou Pingjian, Chinese Ambassador to Nigeria: Xinjiang, a Good Place in China ». 26 juillet 2019. Consulté le 28 février 2025. https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11362218.html
- Ambassade de la République populaire de Chine au Royaume-Uni. « Ambassador Zheng Zeguang Makes Remarks and Answers Questions at Online Press Conference on Xinjiang-related Issues Co-hosted by Chinese Ministry of Foreign Affairs and Government of Xinjiang Uygur Autonomous Region ». 10 septembre 2021. Consulté le 28 février 2025.
https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11364407.html
- Ambassade de la République populaire de Chine au Soudan. « Six questions on Xinjiang-related issues: facts and the truth », 2020.
https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11362886.html
- Ambassade de la République populaire de Chine en Afghanistan. 2020a. « The Truth about Xinjiang ». 3 juin 2020. Consulté le 28 février 2025.
https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11363411.html
- Ambassade de la République populaire de Chine en Afghanistan. 2020b. « The Truth about the Issues of Human Rights in Xinjiang ». 9 juillet 2020. Consulté le 28 février 2025.
https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11363517.html
- Ambassade de la République populaire de Chine en Estonie. « Estonian Newspaper Õhtuleht Publishes a Signed Article by Ambassador Li Chao Entitled “Xinjiang: The Truth Will Outrun the Lie” ». 16 avril 2021. Consulté le 28 février 2025.
https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11364122.html
- Ambassade de la République populaire de Chine en Islande. « Morgunblaðið Publishes a Signed Article by Ambassador Jin Zhijian Entitled “Some Facts on the Xinjiang-Related Hot Issues” ». 8 mars

2021. Consulté le 28 février 2025.

https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwb/202405/t20240530_11364044.html

Ambassade de la République populaire de Chine en Nouvelle-Zélande. « Ambassador Wu Xi's Article: “Ten Lies about Xinjiang vs the Truth” ». 14 avril 2021. Consulté le 28 février 2025.

https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwb/202405/t20240530_11364119.html

Ambassade de la République populaire de Chine en République fédérale de Somalie. « Ambassador Qin Jian: “Xinjiang Is a Good Place” ». 5 juillet 2019. Consulté le 28 février 2025.

https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwb/202405/t20240530_11362184.html

Consulat général de la République populaire de Chine à Calgary. « Dialogue with Media about China's Xinjiang ». 6 mars 2021. Consulté le 28 février 2025.

https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwb/202405/t20240530_11364043.html

Consulat général de la République populaire de Chine à Durban. « Consul General Fei Mingxing: “The Truth about Xinjiang and Its Vocational Programme” ». 31 décembre 2019. Consulté le 28 février 2025.

https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwb/202405/t20240530_11362833.html

Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2020a. « China Contributes to Global Anti-Terror Cause with Deradicalization Efforts in Xinjiang: FM ». 9 janvier 2020. Consulté le 28 février 2025.

https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjzb/202001/t20200109_477177.html

Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2020b. Conférence de presse du 23 décembre 2020. Consulté le 28 février 2025.

https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/wjbxw/202405/t20240530_11342237.html

Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2021a. Conférence de presse du 14 janvier 2021. Consulté le 28 février 2025.

https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/wjbxw/202405/t20240530_11342249.html

Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2021b. Conférence de presse du 3 février 2021. Consulté le 28 février 2025.

https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/wjbxw/202405/t20240530_11342270.html

Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2021c. Conférence de presse du 18 février 2021. Consulté le 28 février 2025.

https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/wjbxw/202405/t20240530_11342282.html

Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2021d. « Foreign Ministry Spokesperson's Remarks on the Xinjiang-related Joint Statement by Cuba on Behalf of 64 Countries to Support China at the UN Human Rights Council. 12 mars 2021 ». Consulté le 28 février 2025.

https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/fyrbt/fyrbt/202405/t20240530_11349688.html

Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2021e. Conférence de presse du 31 mars 2021. Consulté le 28 février 2025.

https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/wjbxw/202405/t20240530_11342328.html

Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2021f. Conférence de presse du 12 avril 2021. Consulté le 28 février 2025.

https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/wjbxw/202405/t20240530_11342337.html

Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. Foreign Ministry Spokesperson's Remarks on the Visit to Xinjiang by Members of the Diplomatic Corps in China. 9 août 2023. Consulté le 28 février 2025.

https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/fyrbt/202405/t20240530_11349799.html

BIBLIOGRAPHIE

- AFP et Le Monde. « Les eurodéputés votent pour l'interdiction des produits issus du travail forcé. » *Le Monde*, 23 avril 2024. https://www.lemonde.fr/international/article/2024/04/23/les-eurodeputes-votent-pour-l-interdiction-des-produits-issus-du-travail-force_6229445_3210.html.
- Alpermann, Björn, et Michael Malzer. « “In Other News”: China’s International Media Strategy on Xinjiang—CGTN and New China TV on YouTube ». *Modern China* 50, n°2 (2024) : 135-178. <https://doi.org/10.1177/00977004231169008>.
- Altikriti, Sahar. « Persuasive Speech Acts in Barack Obama’s Inaugural Speeches (2009, 2013) and The Last State of the Union Address (2016) ». *International Journal of Linguistics*, 2016. <https://doi.org/10.5296/ijl.v8i2.9274>.
- Ambassade de la République populaire de Chine à Grenade. « Anti-Terrorism in Xinjiang Is Beyond Reproach ». 19 juin 2020. Consulté le 28 février 2025. https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11363456.html
- Ambassade de la République populaire de Chine à Trinité-et-Tobago. « Op-ed about Xinjiang by H.E. Song Yumin, Chinese Ambassador to Trinidad and Tobago, on Guardian ». 10 août 2019. Consulté le 28 février 2025. https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11362251.html
- Ambassade de la République populaire de Chine au Nigéria. 2019a. « H.E. Zhou Pingjian, Chinese Ambassador to Nigeria: “Vocational Education in Xinjiang – A Good Experience in Countering Extremism” ». 23 août 2019. Consulté le 28 février 2025. https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11362303.html
- Ambassade de la République populaire de Chine au Nigéria. 2019b. « H.E. Zhou Pingjian, Chinese Ambassador to Nigeria: Xinjiang, a Good Place in China ». 26 juillet 2019. Consulté le 28 février 2025. https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11362218.html
- Ambassade de la République populaire de Chine au Royaume-Uni. « Ambassador Zheng Zeguang Makes Remarks and Answers Questions at Online Press Conference on Xinjiang-related Issues Co-hosted by Chinese Ministry of Foreign Affairs and Government of Xinjiang Uygur Autonomous Region ». 10 septembre 2021. Consulté le 28 février 2025. https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11364407.html
- Ambassade de la République populaire de Chine au Soudan. « Six questions on Xinjiang-related issues: facts and the truth », 2020. https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11362886.html
- Ambassade de la République populaire de Chine en Afghanistan. 2020a. « The Truth about Xinjiang ». 3 juin 2020. Consulté le 28 février 2025. https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11363411.html

- Ambassade de la République populaire de Chine en Afghanistan. 2020b. « The Truth about the Issues of Human Rights in Xinjiang ». 9 juillet 2020. Consulté le 28 février 2025. https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11363517.html
- Ambassade de la République populaire de Chine en Estonie. « Estonian Newspaper Õhtuleht Publishes a Signed Article by Ambassador Li Chao Entitled “Xinjiang: The Truth Will Outrun the Lie” ». 16 avril 2021. Consulté le 28 février 2025. https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11364122.html
- Ambassade de la République populaire de Chine en Islande. « Morgunblaðið Publishes a Signed Article by Ambassador Jin Zhijian Entitled “Some Facts on the Xinjiang-Related Hot Issues” ». 8 mars 2021. Consulté le 28 février 2025. https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11364044.html
- Ambassade de la République populaire de Chine en Nouvelle-Zélande. « Ambassador Wu Xi's Article: “Ten Lies about Xinjiang vs the Truth” ». 14 avril 2021. Consulté le 28 février 2025. https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11364119.html
- Ambassade de la République populaire de Chine en République fédérale de Somalie. « Ambassador Qin Jian: “Xinjiang Is a Good Place” ». 5 juillet 2019. Consulté le 28 février 2025. https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwbdt/202405/t20240530_11362184.html
- Amnestie Internationale. « Chine : « Justice, Justice » ». Les Manifestations de juillet 2009 dans le Xinjiang ». 10 août 2021. <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/027/2010/fr/>.
- Amnestie Internationale. “Where Are They?” Time for Answers about Mass Detentions in the Xinjiang Uyghur Autonomous Region. Londres : Amnestie Internationale, septembre 2018. Consulté le 29 mars 2025. <https://www.amnesty.org/en/documents/asa17/9113/2018/en/>.
- Anderson, Amy, et Darren Byler. « “Eating Hanness”: Uyghur Musical Tradition in a Time of Re-education ». *China Perspectives* 2019/3 (2019). Publié en ligne le 1er septembre 2019. Consulté le 20 décembre 2024. <http://journals.openedition.org/chinaperspectives/9358>. <https://doi.org/10.4000/chinaperspectives.9358>.
- Angwin, Julia, Jeff Kao, et Mia Shuang Li. « How China Uses YouTube and Twitter to Spread Its Propaganda Version of Life for Uyghurs in Xinjiang. » *ProPublica*, 2 mars 2023. Consulté le 29 mars 2025. <https://www.propublica.org/article/how-china-uses-youtube-and-twitter-to-spread-its-propaganda-version-of-life-for-uyghurs-in-xinjiang>.
- Anti-Slavery International. *Uyghur Forced Labor Prevention Act: One Year On*. Dernière modification le 20 juin 2023. Consulté le 29 mars 2025. <https://www.antislavery.org/latest/uyghur-forced-labor-prevention-act-one-year-on/>.
- Aubin, Françoise. « L’arrière-plan historique du nationalisme ouïgour. Le Turkestan oriental des origines au XXe siècle ». *Cahiers d’Études sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien* 25 (1998). <https://doi.org/10.4000/cemoti.42> .

- Australian Strategic Policy Institute. *Xinjiang Data Project*. Consulté le 4 avril 2025. <https://xjdp.aspi.org.au/>.
- Balibar, Étienne, et Immanuel Wallerstein. *Race, nation, classe : les identités ambiguës*. Paris : La Découverte, 1988.
- Baranovitch, Nimrod. « From The Margins To The Centre: The Uyghur Challenge In Beijing ». *The China Quarterly* 175 (1 septembre 2003): 726-50. <https://doi.org/10.1017/s0305741003000420>.
- Beattie, Peter M. « The Transition: Information from Media to Mind ». Dans *Springer eBooks*, 165. Springer Nature, 2018. https://doi.org/10.1007/978-3-030-02801-5_5.
- Begg, Nat. « Anti-Oppressive Research in Practice: Critical Reflections from the Field ». *Summit Journal: Scholarly Writing and Research for Emerging Scholars* 7 (2024), publié le 6 mai 2024. <https://journals.lib.sfu.ca/index.php/slc-uwc/article/view/6311>.
- Bhatia, Michael V. « Fighting Words: Naming Terrorists, Bandits, Rebels and Other Violent Actors ». *Third World Quarterly* 26, n° 1 (2005) : 5–22.
- Bolla, Luisina. « Genre, sexe et théorie décoloniale : débats autour du patriarcat et défis contemporains ». *Cahiers du CEDREF*, n° 23 (1 septembre 2019) : 136-69. <https://doi.org/10.4000/cedref.1244>.
- Byler, Darren. « Violent Paternalism: On the Banality of Uyghur Unfreedom ». *The Asia-Pacific Journal: Japan Focus* 16, n° 24 (15 décembre 2018).
- Caskey, Gregory W., et Ilia Murtazashvili. 2022. « The Predatory State and Coercive Assimilation: The Case of the Uyghurs in Xinjiang ». *Public Choice* 191 (1) : 217-235. <https://doi.org/10.1007/s11127-022-00963-9>.
- Castets, Rémi. *Opposition politique, nationalisme et islam chez les Ouïghours du Xinjiang*. *Les Études du CERI* 110 (2004) : 45. <https://hal.science/hal-02293687>.
- Çaksu, Ali. « Islamophobia, Chinese Style: Total Internment of Uyghur Muslims by the People's Republic of China. » *Islamophobia Studies Journal* 5, n° 2 (1^{er} octobre 2020). <https://doi.org/10.13169/islastudj.5.2.0175>.
- Chadwick, Andrew. *The Hybrid Media System: Politics and Power*. *Choice Reviews Online*. Association of College and Research Libraries, 2014. <https://doi.org/10.5860/choice.51-6974>.
- Clark, Paul. « Ethnic Minorities in Chinese Films: Cinema and Exotic ». *East-West Journal* 1, n°2 (Juin 1987). <https://scholarspace.manoa.hawaii.edu/bitstream/10125/30690/1/filmjournal00102.pdf>
- Clarke, Michael. « Ethnic separatism in the People's Republic of China: History, causes and contemporary challenges. » *European Journal of East Asian Studies* 12, n° 1 (2013) : 109–133. <https://doi.org/10.1163/15700615-13120108>.

- Coca, Nithin. « China's Xinjiang surveillance is the dystopian future nobody wants ». Uyghur Human Rights Project. 22 février 2018. <https://uhrp.org/news/chinas-xinjiang-surveillance-dystopian-future-nobody-wants/>.
- Colin, Philippe, et Lissell Quiroz. *Pensées décoloniales : Une introduction aux théories critiques d'Amérique latine*. Paris : La Découverte, 2023.
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. *Commentaires sur les observations finales sur le neuvième rapport périodique de la Chine*. CEDAW/C/CHN/CO/7-8. Nations Unies, 2014. https://tbinterneTOhchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CEDAW%2FC%2FCHN%2FCO%2F7-8&Lang=en.
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. *Comments on CEDAW Committee's Concluding Observations on the Ninth Periodic Report of China*. Nations Unies, 2023a. https://tbinterneTOhchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2FCEDAW%2FCOC%2FCHN%2F52838&Lang=fr
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. *Observations finales sur le neuvième rapport périodique de la Chine*. CEDAW/C/CHN/CO/9. Nations Unies, 2023b. https://tbinterneTOhchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CEDAW%2FC%2FCHN%2FCO%2F9&Lang=en.
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. *Rapport de l'État sur le suivi des observations finales*. CEDAW/C/CHN/CO/7-8. Nations Unies, 2017. https://tbinterneTOhchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CEDAW%2FC%2FCHN%2FCO%2F7-8%2FAdd.1&Lang=en.
- Consulat général de la République populaire de Chine à Calgary. « Dialogue with Media about China's Xinjiang ». 6 mars 2021. Consulté le 28 février 2025. https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwb/202405/t20240530_11364043.html
- Consulat général de la République populaire de Chine à Durban. « Consul General Fei Mingxing: "The Truth about Xinjiang and Its Vocational Programme" ». 31 décembre 2019. Consulté le 28 février 2025. https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zwb/202405/t20240530_11362833.html
- Crenshaw, Kimberlé. « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics. » *University of Chicago Legal Forum* 1989, n° 1 (1989): 139-167.
- D'Artois, Ludovic. « La propagande dans les discours politiques. Analyse des discours politiques de Marine Le Pen lors des élections régionales françaises de 2015 ». Thèse de doctorat. Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication, Université catholique de Louvain, 2017. <http://hdl.handle.net/2078.1/thesis:12203>.

- Durneika, Erik. « Mechanisms of Ethnic Internationalization: The Uyghurs, Tibetans, and Mongols ». *Asian Ethnicity* 21, n° 2 (2020) : 186-210. <https://doi.org/10.1080/14631369.2019.1628636> .
- Dwyer, Arianne M. *The Xinjiang Conflict: Uyghur Identity, Language, and Political Discourse*. Washington, DC : East-West Center, 2005.
- Fanon, Frantz. 1961. « De la violence ». Dans *Les Damnés de la Terre*, 29-78. Paris : François Maspero.
- Finnegan, Ciara. 2020. « The Uyghur Minority in China: A Case Study of Cultural Genocide, Minority Rights and the Insufficiency of the International Legal Framework in Preventing State-Imposed Extinction » *Laws* 9, n° 1: 1. <https://doi.org/10.3390/laws9010001>.
- Fiskesjö, Magnus, et Rukiye Turdush. 2024. *Mass Detention and Forced Assimilation of Uyghur Children in China*. Rapport publié par le Center for East Turkistan National Interest (CETNI), 19 juillet 2024. <https://cetni.org/mass-detention-and-forced-assimilation-of-uyghur-children-in-china/>.
- Frangville, Vanessa, et Jean-Yves Heurtebise. « Éditorial. Crise ouïghoure : transformation et reconstruction des identités. » *Monde chinois, nouvelle Asie*, n° 63 (2020) : 5-11. Consulté le 29 mars 2025. <https://doi.org/10.3917/mochi.063.0005>.
- Frangville, Vanessa. « L'unité dans la diversité : l'altérité en Chine, moteur de l'unité nationale ». Dans *Discours sur l'autre, discours sur soi : Constructions identitaires face à l'altérité*, 37–57. Université Jean Moulin Lyon 3, 2007.
- Gerstlé, Jacques, et Christophe Piar. *La communication politique*. Paris : Armand Colin, 2016. <https://doi.org/10.3917/arco.gerst.2016.01>.
- Gladney, Dru C. « Representing Nationality In China: Refiguring Majority/Minority Identities ». *The Journal of Asian Studies* 53, n° 1 (1 février 1994): 92-123. <https://doi.org/10.2307/2059528>.
- Gladney, Dru C. *Dislocating China: Muslims, Minorities, And Other Subaltern Subjects*, 2002. https://openlibrary.org/books/OL9570304M/Dislocating_China.
- Grégoire-Blais, Marie-Lou. 2006. « Crise identitaire au sein de la communauté ouïghoure de la région autonome du Xinjiang ». Mémoire. Université du Québec à Montréal.
- Greitens, Sheena Chestnut, Myunghee Lee et Emir Yazici. « Counterterrorism and Preventive Repression: China's Changing Strategy in Xinjiang. » *International Security* 44, n° 3 (2019–2020) : 9–47. https://doi.org/10.1162/ISEC_a_00368.
- Grose, Timothy. « Beautifying Uyghur Bodies: Fashion, State Discipline in the Tarim Basin ». *Monde chinois* 2020/3, no. 63 (2020) : 12-29. Éditions ESKA. <https://doi.org/10.3917/mochi.063.0012> .
- Haraway, Donna. 1988. « *Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective* ». *Feminist Studies* 14 (3): 575–599. <https://doi.org/10.2307/3178066> .

- Hershatter, Gail. « The Subaltern Talks Back: Reflections on Subaltern Theory and Chinese History. » *Positions* 1, n° 1 (1993) : 103–130. <https://doi.org/10.1215/10679847-1-1-103>.
- Hill, Matthew, David Campanale, et Joel Gunter. « Who Are the Uyghurs and Why Is China Being Accused of Genocide? » *BBC News*, 2 décembre 2021. Consulté le 29 mars 2025. <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-55794071>.
- Human Rights Watch. “*Eradicating Ideological Viruses*”: China’s Campaign of Repression Against Xinjiang’s Muslims. New York : Human Rights Watch, 10 septembre 2018. Consulté le 29 mars 2025. <https://www.hrw.org/report/2018/09/10/eradicating-ideological-viruses/chinas-campaign-repression-against-xinjiangs>.
- Human Rights Watch. *US-China Summit Must Produce Results on Human Rights*. 8 décembre 1998. Consulté le 29 mars 2025. <https://www.hrw.org/legacy/campaigns/china-98/index.htm>.
- Human Rights Watch. “*We Are Afraid to Even Look at Them*”: Enforced Disappearances in the Wake of Xinjiang’s Protests. 20 octobre 2009. Consulté le 29 mars 2025. <https://www.hrw.org/report/2009/10/20/we-are-afraid-even-look-them/enforced-disappearances-wake-xinjiangs-protests>.
- Inter-Parliamentary Alliance on China. *Statement on the Intimidation of Uyghur Witnesses*. 4 juin 2021. Consulté le 29 mars 2025. <https://www.ipac.global/news/statement-on-the-intimidation-of-uyghur-witnesses>.
- Kaid, Lynda Lee, et Christina Holtz-Bacha, éd. *The SAGE Handbook of Political Advertising*. Thousand Oaks, CA: SAGE Publications, 2007.
- Leibold, James, et Timothy Grose. « Islamic Veiling in Xinjiang: The Political and Societal Struggle to Define Uyghur Female Adornment. » *The China Journal*, n° 76 (2016) : 78–102. <https://www.jstor.org/stable/26559189>.
- Lugones, María. « The Coloniality of Gender. » Dans *The Palgrave Handbook of Gender and Development: Critical Engagements in Feminist Theory and Practice*, édité par Wendy Harcourt, 13–33. Londres : Palgrave Macmillan, 2016. https://doi.org/10.1007/978-1-137-38273-3_2.
- Mbembe, Achille. 2000. « Du gouvernement privé indirect ». Dans *De la postcolonie : Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, 91-123. Paris : Karthala.
- Merali, Zeeya. « *Did China's Nuclear Tests Kill Thousands and Doom Future Generations?* » *Scientific American*, vol. 301, n°1, 1er juillet 2009, p. 16. <https://doi.org/10.1038/scientificamerican0709-16>.
- Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2020a. « China Contributes to Global Anti-Terror Cause with Deradicalization Efforts in Xinjiang: FM ». 9 janvier 2020. Consulté le 28 février 2025. https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjzbzd/202001/t20200109_477177.html

- Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2020b. Conférence de presse du 23 décembre 2020. Consulté le 28 février 2025.
https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/wjbxw/202405/t20240530_11342237.html
- Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2021a. Conférence de presse du 14 janvier 2021. Consulté le 28 février 2025.
https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/wjbxw/202405/t20240530_11342249.html
- Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2021b. Conférence de presse du 3 février 2021. Consulté le 28 février 2025.
https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/wjbxw/202405/t20240530_11342270.html
- Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2021c. Conférence de presse du 18 février 2021. Consulté le 28 février 2025.
https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/wjbxw/202405/t20240530_11342282.html
- Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2021d. « Foreign Ministry Spokesperson's Remarks on the Xinjiang-related Joint Statement by Cuba on Behalf of 64 Countries to Support China at the UN Human Rights Council. 12 mars 2021 ». Consulté le 28 février 2025. https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/fyrbt/fyrbt/202405/t20240530_11349688.html
- Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2021e. Conférence de presse du 31 mars 2021. Consulté le 28 février 2025.
https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/wjbxw/202405/t20240530_11342328.html
- Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2021f. Conférence de presse du 12 avril 2021. Consulté le 28 février 2025.
https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/wjbxw/202405/t20240530_11342337.html
- Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. Foreign Ministry Spokesperson's Remarks on the Visit to Xinjiang by Members of the Diplomatic Corps in China. 9 août 2023. Consulté le 28 février 2025.
https://www.fmprc.gov.cn/eng/xw/fyrbt/202405/t20240530_11349799.html
- Minority Rights Group International. n.d. « Uyghurs ». Consulté le 11 décembre 2024.
<https://minorityrights.org/communities/uyghurs/>.
- Mohanty, Chandra Talpade. « Sous les yeux de l'Occident : Recherches féministes et discours coloniaux. » Dans *Féminismes transnationaux*, traduit de l'anglais par Sabine Forero-Mendoza, édité par Sandra Laugier et Pascale Molinier, 171–202. Paris : Éditions de l'Institut de hautes études internationales et du développement, 2010. <https://doi.org/10.4000/books.iheid.5882>.
- Ollivier-Yaniv, Caroline. « Discours politiques, propagande, communication, manipulation ». *Mots. Les langages du politique* 94, n° 3 (2010) : 31-45.
- ONU Info. 2025. « L'ONU préoccupée par le renvoi de Ouïghours de Thaïlande vers la Chine ». *Nouvelles de l'ONU*, 29 février 2025. <https://news.un.org/fr/story/2025/02/1153481>

- Oud, Malin. « Powers of Persuasion? China's Struggle for Human Rights Discourse Power at the UN ». *Global Policy* 15, Suppl. 2 (2024) : 85–96. <https://doi.org/10.1111/1758-5899.13361>.
- Paillé, Pierre, et Alex Mucchielli. 2021. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. 5e éd. Paris : Armand Colin. <https://shs.cairn.info/l-analyse-qualitative-en-sciences-humaines--9782200624019?lang=fr>.
- Palmer, Susan J., Dilmurat Mahmut et Abdulmuqtedir Udun. *Uyghur Women Activists in the Diaspora: Restorying a Genocide*. Londres : Bloomsbury Academic, 2024.
- Quijano, Anibal. 2000. « Coloniality of Power, Eurocentrism, and Latin America ». *Nepantla: Views from South* 1 (3) : 533-580.
- Radio Free Asia. « China promotes Xinjiang as tourist site as evidence of Uyghur genocide emerges ». 12 janvier 2024. <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/genocide-tourism-01122024160844.html>.
- Roberts, Sean R. *The War on the Uyghurs: China's Internal Campaign against a Muslim Minority*. Princeton : Princeton University Press, 2020.
- Rodríguez-Merino, Pablo A., et Chi Zhang. « Impaired, “Easy Prey” Saved by the She-Empowering State: Official Narratives of “Xinjiang Women” in China’s “People’s War on Terror” ». *International Feminist Journal of Politics*, 2023. <https://doi.org/10.1080/14616742.2022.2159850>.
- Rodríguez-Merino, Pablo A. « Old ‘Counter-Revolution’, New ‘Terrorism’: Historicizing the Framing of Violence in Xinjiang by the Chinese State ». *Central Asian Survey* 38, n° 1 (2019) : 27-45. <https://doi.org/10.1080/02634937.2018.1496066>.
- Rogers, Wendy. *What Is Forced Organ Harvesting in China? Understanding the Evidence*. Sydney : International Advisory Committee of the International Coalition to End Transplant Abuse in China, janvier 2021.
- Sénat. *Déradicalisation, un mot qui recouvre une réalité multiforme : Rapport d’information n° 633 (2016-2017) de Mme Esther Benbassa et M. Catherine Troendlé*. 12 juillet 2017. <https://www.senat.fr/rap/r16-633/r16-6335.html>.
- Smith, Linda Tuhiwai. 1999. « Research Through Imperial Eyes ». Dans *Decolonizing Methodologies: Research and Indigenous Peoples*, 42-57. Londres : Zed Books.
- Spivak, Gayatri Chakravorty. « Can the Subaltern Speak? ». *Marxism and the Interpretation of Culture*. Urbana: University of Illinois Press (1988): 271-313.
- The Nation Thailand. 2025. « Phumtham, Thawee Visit Uyghurs Returned to China from Thailand ». *The Nation Thailand*, 19 mars 2025. <https://www.nationthailand.com/blogs/news/general/40047615>.

- Tobin, David. « Competing Communities: Ethnic Unity and Ethnic Boundaries on China's North-West Frontier ». *Inner Asia* 13 n°1 (2011): 7-25.
- Tuck, Eve, et K. Wayne Yang. « Decolonization Is Not a Metaphor ». *Decolonization: Indigeneity, Education & Society* 1, n° 1 (8 septembre 2012): 1-40.
- Turdush, Rukiye, et Usman A. Khan. 2025. « Why China Is Pursuing Uyghurs beyond Its Borders ». *Center for East Turkistan National Interest*, 3 avril 2025. <https://cetni.org/why-china-is-pursuing-uyghurs-beyond-its-borders/>
- Tynen, Sarah. « Belonging between Inclusion and Exclusion: Dimensions of Ethno-Cultural Identity for Uyghur Women in Xinjiang, China ». *Geopolitics* 26, n° 4 (2021) : 1243-1266. <https://doi.org/10.1080/14650045.2019.1686360>.
- UK Home Office. *Fact Sheet: Desistance and Disengagement Programme*. 25 juin 2025. <https://homeofficemedia.blog.gov.uk/2025/06/25/fact-sheet-desistance-and-disengagement-programme/>.
- U.S. Department of Homeland Security. *The U.S. Government Approach to Countering Violent Extremism: Fact Sheet*. Washington, DC, février 2016. https://www.dhs.gov/sites/default/files/publications/US%20Government%20Approach%20to%20CVE-Fact%20Sheet_0.pdf.
- Uyghur Human Rights Project. *Ideological Training, Discrimination and Coercion: China's Coercive Assimilation of the Uyghurs*. Washington, D.C. : Uyghur Human Rights Project, 2018. Consulté le 29 mars 2025. https://uhrp.org/docs/Discrimination_Mistreatment_Coercion.pdf.
- Uyghur Tribunal. « Witness testimony of Sayragul Sauytbay », 4 Juin 2021a. <https://uyghurtribunal.com/wp-content/uploads/2021/06/04-1400-JUN-21-UTFW-001-Sayragul-Sawutbay-English.pdf>.
- Uyghur Tribunal. « Witness testimony of Mihrigul Tursun », 6 juin 2021b. <https://uyghurtribunal.com/wp-content/uploads/2022/01/UT-211116-Mihrigul-Tursun.pdf>.
- Vergès, Françoise. *Un féminisme décolonial*, 2019. <https://doi.org/10.3917/lafab.verge.2019.01>.
- Xu, Vicky Xiuzhong, Danielle Cave, James Leibold, Kelsey Munro et Nathan Ruser. *Uyghurs for Sale: "Re-education", Forced Labour and Surveillance Beyond Xinjiang*. Canberra : Australian Strategic Policy Institute, 1er mars 2020. Consulté le 29 mars 2025. <https://www.aspi.org.au/report/uyghurs-sale>.
- Zenz, Adrian. 2019. « Beyond the Camps: Beijing's Long-Term Scheme of Coercive Labor, Poverty Alleviation and Social Control in Xinjiang ». *Journal of Political Risk* 7 (12) : 1-23. https://www.academia.edu/70276270/Beyond_the_Camps_Beijings_Grand_Scheme_of_Forced_Labor_Poverty_Alleviation_and_Social_Control_in_Xinjiang
- Zenz, Adrian. 2020. *Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control: The CCP's Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang*. Washington, DC : The Jamestown Foundation.

<https://jamestown.org/product/sterilizations-iuds-and-mandatory-birth-control-the-ccps-campaign-to-suppress-uyghur-birthrates-in-xinjiang/>.

Zhai, Zhenming, et Jin Feng. « China's Family Planning Policy and Fertility Transition ». *Asian and Pacific Migration Journal* 32, n° 1 (2023). <https://doi.org/10.1177/2057150X231205773>.

Zhang, Chi. *How Does the Chinese Communist Party Legitimise Its Approach to Terrorism?* Thèse de doctorat, Université de Leeds, School of Politics and International Studies, Septembre 2018.